

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

L'incidence des réformes économiques sur la politique étrangère chinoise: la
Russie/URSS et les deux Corée

Par
Étienne Girouard

Département de science politique
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M. Sc. (science politique)

Janvier 2007

© Étienne Girouard 2007



59
U84
2007
V-018

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:

L'incidence des réformes économiques
sur la politique étrangère chinoise: la Russie/ URSS et les deux Corée

présenté par:
Étienne Girouard

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

.....Frédéric Mérand.....
président-rapporteur

.....Dominique Caouette.....
directeur de recherche

.....Diane Éthier.....
Membre du jury



Résumé

Ce mémoire portera sur la politique étrangère de la République populaire de Chine. Il traitera plus particulièrement de l'influence des réformes économiques dans la détermination de cette dernière. La politique étrangère y est expliquée de manière holistique au moyen de facteurs domestiques et externes. Cette recherche est limitée par des balises temporelles et géographiques. Il s'agit de démontrer que la mise en route des réformes économiques à la fin des années 1970 a été un facteur de causalité dans l'élaboration des politiques étrangères à l'égard de Moscou, Séoul et Pyongyang entre 1978 et 2004. L'objectif de ce travail est d'enrichir la théorie sur les attentes commerciales de Dale C. Copeland en l'utilisant dans des perspectives plus larges que celles de la guerre et la paix pour laquelle elle a été d'ailleurs conçue. Appliquée à la politique étrangère, celle-ci permet de comprendre la formulation d'orientations politiques conflictuelles et/ou de coopération. Cependant, l'explication de la politique nord-coréenne de Beijing nécessite également la prise en compte de la question de la légitimation du pouvoir politique du PCC. Cette question s'avère sous-jacente aux réformes et est intimement reliée à des mécanismes d'importation et d'exportation de normes. De plus, l'analyse de la nature des rapports entre l'État, le PCC et la société en RPC fait émerger la question de la légitimité du pouvoir et permet de mieux comprendre les trois axes de la politique nord-coréenne mise en route par Beijing (distanciation idéologique, pressions en faveur de réformes économiques et assistance économique, respect du principe de l'État autoritaire).

Mots clés: Chine, Politique étrangère, Russie, URSS, Corée du Nord, Corée du Sud, Réformes économiques, Attentes commerciales, Légitimité politique, Normes

Abstract

This thesis aims at explaining People's Republic of China foreign policy. It points out the impact of Chinese economic reforms on the aforementioned policy. The Chinese foreign policy is explained in a holistic way by taking in account domestic and international factors. This research is limited by temporal and geographical beacons. Indeed, it seeks to demonstrate that the implementation of Chinese economic reforms at the end of the 1970s had a causal effect on the elaboration of Beijing foreign policies towards Moscow, Seoul, and Pyongyang between 1978 and 2004. The goal of this analysis is to broaden Dale C. Copeland's trade expectations theory. Instead of focusing on war and peace issues, we propose to enlarge the theory's spectrum by introducing the concepts of contentious politics and cooperative politics. However, the explanation of Beijing's North Korean foreign policy requires the accountability of the CCP political legitimacy issue. This question is deeply rooted in the economic reform process and involves a dynamic of norms socialization. Thus, the study of the bonds between State, society and CCP in China unveils the political legitimacy issues. By doing so we can understand the 3 axis of Beijing's North Korean foreign policy: ideological dismiss, pressures to implement economic reforms and economic assistance, respect of the authoritarian State principle.

Key words: China, Foreign policy, Russia, USSR, North Korea, South Korea, Economic reforms, Trade expectations, Political legitimacy, Norms

Liste des sigles et des abréviations

AIEA: Agence internationale de l'énergie atomique
ANASE: Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
APEC: Asia-Pacific Economic Cooperation
APL: Armée populaire de Libération
BM: Banque mondiale
CAEM: Conseil d'aide économique mutuelle
CCP: Chinese communist party
DPRK: Democratic People's Republic of Korea
FMI: Fonds monétaire international
NK: North Korea
ONU: Organisation des Nations Unies
OTAN: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCC: Parti communiste chinois
PCUS: Parti communiste de l'Union Soviétique
ROK: Republic of Korea
PIB: Produit intérieur brut
PNB: Produit national brut
PRC: People's Republic of China
RPC: République populaire de Chine
UN: United Nations
URSS: Union des Républiques socialistes soviétiques
US: United States

1. INTRODUCTION.....	- 1 -
1.1 Problématique.....	- 5 -
1.2 Questions de recherche.....	- 7 -
1.3 Hypothèse	- 8 -
1.4 Démarche méthodologique.....	- 10 -
2. CHAPITRE THÉORIQUE ET REVUE DE LITTÉRATURE.....	- 17 -
2.1 Perspectives dans la théorisation de la politique étrangère chinoise.....	- 19 -
2.2 Les réformes : un facteur exogène de détermination de la politique étrangère: la RPC, l'interdépendance complexe et le déterminisme du système international.	- 24 -
2.2.1 Le déterminisme normatif.....	- 24 -
2.2.2 Transformations de l'économie politique internationale.....	- 25 -
2.2.3 L'interdépendance complexe	- 26 -
2.2.4 Dale Copeland et les attentes commerciales	- 28 -
2.3 Les réformes et la légitimité du pouvoir politique : un facteur domestique de détermination de la politique étrangère.....	- 32 -
2.3.1 La légitimité du pouvoir politique	- 32 -
2.3.2 La question de la légitimité politique en Chine et le mandat céleste	- 32 -
2.3.3 Weber et les idéaux-types de la domination légitime	- 35 -
2.3.3.1 L'ère Mao et la domination charismatique	- 36 -
2.3.3.2 Fin de l'ère Mao et crise de légitimité politique.....	- 36 -
2.3.4 Le centralisme démocratique et la légitimité du pouvoir politique	- 38 -
2.4 De la théorie à l'analyse: Synthèse sur les normes et la légitimité politique.....	- 42 -
3. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE À L'ÉGARD DE L'URSS/RUSSIE (1978-2004)	- 47 -
3.1 Le conflit sino-soviétique.....	- 49 -
3.1.1 Le conflit sino-soviétique et les rivalités idéologiques.....	- 49 -
3.2 Attentes commerciales chinoises et rapprochement sino-soviétique	- 52 -
3.3 Les réformes soviétiques : Une politique étrangère pragmatique et la <i>perestroïka</i> . -	56 -
3.4 La RPC et la <i>Perestroïka</i>	- 61 -
3.5 La chute de l'URSS et la galvanisation des attentes commerciales chinoises	- 64 -
3.6 Attentes commerciales et ouverture de la politique étrangère.....	- 65 -
3.7 Synthèse de l'analyse et vérification de la théorie amendée de Dale Copeland.....	- 72 -

4. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE À L'ÉGARD DE LA CORÉE DU SUD (1978-2004)	- 73 -
4.1 La Guerre de Corée et l'impossibilité des relations entre Beijing et Séoul.....	- 75 -
4.2 Le prodigieux développement économique sud-coréen et la formulation d'attentes commerciales chinoises (1962-1989)	- 77 -
4.3 Attentes commerciales et ouverture de la politique étrangère chinoise.....	- 84 -
4.4 Synthèse de l'analyse et vérification de la théorie amendée de Copeland	- 89 -
5. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RPC À L'ÉGARD DE LA CORÉE DU NORD (1978-2004)	- 90 -
5.1 La Corée du Nord : Esquisse historique axée sur l'importance de l'idéologie <i>juche</i> (1945-1990).....	- 93 -
5.2 La politique étrangère de la RPC à l'égard de Pyongyang (1945-1992)	- 98 -
5.3 La formulation chinoise d'attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang ...	- 102 -
5.4 La nouvelle politique nord-coréenne de Beijing: la question de la légitimité.....	- 107 -
5.4.1 Distanciation symbolique et idéologique	- 108 -
5.4.2 Coopération et socialisation à des normes internationales	- 113 -
5.4.2.1 Les crises du nucléaire nord-coréen.....	- 116 -
5.4.3 Préservation d'un État stable et autoritaire à Pyongyang.....	- 122 -
6. CONCLUSION.....	- 128 -
6.1 Synthèse de l'analyse	- 128 -
6.2 Apport analytique en relations internationales.....	- 133 -
6.3 Approfondissement et agenda de recherche.....	- 136 -
BIBLIOGRAPHIE.....	- 138 -

1. Introduction

Les systèmes politiques qui empruntèrent au siècle dernier la voie alternative de l'économie centralisée ont dernièrement été confrontés à une croisée des chemins. Depuis plus de vingt ans, l'intensification de phénomènes économiques globaux a fait de l'interdépendance économique l'une des variables clefs dans l'étude de l'évolution des États. Cette dynamique économique a d'ailleurs poussé une majorité d'économies collectivistes à intégrer le marché mondial et à organiser la gestion autant économique que politique de leur intégration.

La compréhension de cette dynamique d'intégration nécessite l'établissement d'une typologie des approches adoptées par les États qui se sont trouvés confrontés aux changements économiques (Mayer 1995, 51-66). On distingue quatre principales trajectoires. Les deux premières trajectoires correspondent surtout à des expériences asiatiques.

La méthode chinoise empruntant la voie de la modernisation par le socialisme de marché a été un modèle de réussite exceptionnelle en ce qu'elle est en train de propulser la RPC au rang des plus grandes puissances du monde. Une Chine, encore dirigée par le Parti communiste chinois, mais qui, jour après jour, ne cesse d'approfondir son intégration aux structures de l'économie mondiale tout en faisant une place toujours plus grande aux forces du marché. Par ailleurs, le Vietnam reste dans le sillon de Beijing et applique son programme de réformes économiques en suivant une recette qui lui semble fructueuse et appropriée.

La deuxième approche a été celle adoptée par la Corée du Nord, cas particulier en ce qu'il se résume par une volonté de maintenir le centralisme démocratique dans un esprit d'extrême méfiance par rapport aux possibles répercussions que pourraient entraîner sur l'échiquier de la politique nationale l'entreprise d'un programme de réformes économiques.

La troisième, illustrée par le cas russe, mais aussi par les expériences mongole et polonaise, est caractérisée par l'application d'une « thérapie de choc »,

d'une privatisation accélérée de l'économie et d'une libéralisation du système politique.

La dernière trajectoire, qui correspondrait davantage au cas hongrois et tchèque, consiste en une transition plus graduelle vers l'économie de marché, accompagnée aussi d'une démocratisation du système politique.

Les succès de la stratégie chinoise ne cessent d'étonner. De 1978, date d'inauguration des réformes économiques, à l'année 2000, la valeur annuelle des importations et des exportations est passée de 20,6 milliards de dollars à 474,3 milliards de dollars annuellement et ce, selon un taux moyen d'augmentation de 15,9% par année (Lin 2003, 8). En l'an 2000, le produit national brut de la RPC était de 1 076 milliards de dollars, ce qui faisait de la Chine la sixième économie du monde derrière les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France (Lin 2003, 11).

Entre 1970 et 2000, une progression incontestable de la Chine a été enregistrée sur plusieurs indicateurs mondiaux du développement, notamment dans les domaines de l'éducation, de la technologie, du savoir et du tourisme (Groth 2003, 374-383). Au chapitre de la fréquentation universitaire, la RPC, qui était au 46^{ème} rang mondial en 1970 avec 47 815 inscrits, est passée en l'an 2000, tout juste derrière les États-Unis, au deuxième rang mondial avec 6 075 215 étudiants. Sur le plan de la technologie, prenant le nombre de téléviseurs en guise d'exemple, alors qu'elle était au 101^{ème} rang mondial en 1970 avec 0,4 appareil pour 1000 habitants, on comptabilisait, en 2000, 321 postes par tranche de mille habitants, ce qui plaçait la Chine au 47^{ème} rang. Quant au champ du savoir, alors que la production de livres était extrêmement faible en 1970, la RPC se classait au deuxième rang mondial en 2000 avec la parution de 107 263 titres rédigés par des nationaux. Enfin, pays fermé au tourisme dans les années 1970, la RPC a reçu plus de 23 000 000 touristes en l'an 2000, ce qui lui a valu le 6^{ème} échelon du classement mondial.

Comme nous venons de le voir, les réformes ont modifié plusieurs aspects de la société chinoise, mais sur le plan politique, le PCC maintient fermement le pouvoir et rien n'indique qu'il en sera autrement à court ou moyen terme. Avec l'arrivée à la tête de l'État de Hu Jintao, en 2002, la passation des pouvoirs à une

4^{ème} génération de dirigeants, après celles de Mao Zedong, de Deng Xiaoping, de Jiang Zemin, n'a pas débouché sur la constitution d'un environnement politique plus démocratique. Après plus de 25 ans de libéralisation économique et malgré quelques réformes embryonnaires du système politique¹, les autorités du PCC continuent à plusieurs niveaux de superposer les deux sphères de l'État et du Parti (Wang 2002, 69-104). Hormis les très controversées élections de villages pour lesquelles le PCC se garde très souvent le dernier mot (Xu et Dou 2005, 44), la compétition partisane n'est guère acceptée et la dissidence politique rapidement étouffée.

Malgré la troisième vague de démocratisation qui a happé l'Asie dans les années 1990, la Chine demeure un État autocratique dont la rigidité du dirigisme politique, exercé par le PCC, reste notoire. À ce sujet, Xu Zhiyuan et Hong Dou, du journal *Jingji Guangcha Bao*, citent Pan Wei, maître de conférences à l'Université de Beijing, qui, sans traiter directement de démocratie, martèle que: « (...) la réforme du système politique constituera la tâche la plus importante des réformes chinoises des 10 prochaines années » (Xu et Dou 2005, 44). Or, il est clair qu'un continuum autoritaire marque la politique chinoise depuis 1949 et que celle-ci n'a été bouleversée ni par les réformes économiques, ni par la récente élection de Hu Jintao comme dirigeant suprême de la RPC. En référence aux illusions de changement et aux espérances déçues quant à l'éventualité d'une réforme démocratique au lendemain de l'arrivée de Hu au sommet des appareils du Parti et de l'État, Paul Mooney, journaliste au Asia Times, rappelle que celui-ci reste indiscutablement le maître d'une structure autoritaire du pouvoir qui caractérise la société politique chinoise d'aujourd'hui. Mooney met donc en exergue la question d'une très forte concentration du pouvoir. À cet effet, il souligne que Hu Jintao est :

(...) le dirigeant suprême : il est à la fois président de la République populaire de Chine et chef de la puissante commission militaire centrale du PCC. Son prédécesseur, Jiang Zemin, a démissionné de cette Commission en septembre, laissant à Hu toutes les rênes du pouvoir. Durant ses premiers mois à la barre, on a effectivement observé les signes d'une vie intellectuelle frémissante. Les médias

¹ À ce sujet, il peut être intéressant de consulter les ouvrages suivants : BEJA, Jean-Philippe. 2004. *À la recherche d'une ombre chinoise : le mouvement pour la démocratie en Chine 1919-2004*, Paris : Seuil ; FEWSMITH, Joseph. 2001. *China Since Tiananmen : the Politics of Transition*, New-York : Cambridge University Press et HOWELL Jude (ed.). 2004. *Governance in China*, New-York : Rowman & Littlefield Publishers.

semblaient s'enhardir. Ce nouveau printemps de Pékin - en référence à celui des années 1970 - a hélas fait long feu. Depuis le printemps de 2003, la liberté d'expression n'est plus d'actualité: des journaux ont fermé; des écrivains; des journalistes et des cyberdissidents ont été jetés en prison; des avocats ont vu leur permis d'exercer suspendu; et des intellectuels sont malmenés. Les intellectuels, justement, reconnaissent désormais s'être trompés en voyant un réformiste dans ce nouveau grand timonier (Mooney 2005, 43).

Compte tenu de cette conception très monolithique du pouvoir politique qu'elle entretient et de son hostilité au libéralisme politique, la RPC est consciente de la nécessité de projeter une image internationale de qualité pour mener à bien son intégration au marché mondial. De celle-ci dépend en effet directement le développement de son économie. C'est ainsi que, par l'entremise d'une importante projection au niveau mondial, que ce soit au niveau humanitaire, par l'envoi de casques bleus en Haïti en 2005, au niveau sportif par l'obtention des Jeux olympiques de 2008, ou, au niveau culturel, par l'organisation de l'exposition universelle de 2010 à Shanghai- la RPC accumule les indices d'une reconnaissance internationale, qu'elle perçoit comme les justes tributs d'une modernisation réussie.

Les États du monde regardent dorénavant la RPC d'un œil attentif, comme s'il s'agissait d'une extraordinaire puissance en devenir, et font peu de place au problème épineux de l'autoritarisme politique dans les questions commerciales qui les lient à l'Empire du Milieu. D'aucuns s'entendent pour dire qu'on assiste depuis vingt ans au réveil déterminé d'un géant qui sait épouser des normes internationales pour camoufler autant que se peut un ordre politique autoritaire, dont le maintien continue tout de même à soulever bien des objections et des critiques. Également, la formidable éclosion de l'économie chinoise n'est pas sans bouleverser l'ordre des relations interétatiques, et ce, autant sur un plan régional qu'international. En effet, celle-ci est intimement liée à l'émergence d'une nouvelle modélisation de la politique étrangère par ses architectes pékinois.

1.1 Problématique

Puissance montante, dotée d'un poids démographique titanesque et qui, grâce à ses avancées technologiques prodigieuses, s'est récemment lancée dans la conquête du cosmos, la RPC a de plus en plus les moyens d'imposer ses politiques et sa conception du monde. En ce sens, il est impérieux de mieux comprendre des évolutions politiques qui ne resteront pas sans influence et ce, surtout lorsque celles-ci prennent place dans un État qui risque très bientôt de rassembler toutes les conditions nécessaires pour devenir une puissance hégémonique.

Derrière l'entreprise de ces réformes économiques, l'objectif fondamental des dirigeants chinois était de donner une seconde vie au régime politique que les dérives maoïstes des vingt dernières années avaient lourdement précarisé. Ceux-ci allaient notamment s'inspirer de Zhou Enlai et de certains pragmatistes du PCC qui prescrivaient déjà depuis longtemps l'ouverture économique du pays. L'intégration de l'économie chinoise au marché mondial, alors au coeur d'un processus accéléré de globalisation, devait permettre de moderniser le pays, de galvaniser le développement économique et d'augmenter le niveau de vie de la population.

Sous-jacents à cette volonté de réformer l'économie, se cachaient donc deux principaux types de facteurs. Des *facteurs internes* dans la volonté de l'élite du Parti communiste chinois de conserver privilèges et pouvoirs, puis de se reconstruire une légitimité, après les échecs des Cent Fleurs, du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle (Bianco 1997, 342), lesquels ont été assortis de décennies de disette économique. Des *facteurs externes*, produits de nouvelles normes internationales, mais aussi résultat d'une nouvelle conjoncture globale davantage marquée par l'interdépendance et rendant le développement économique plus difficile que jamais lorsqu'un État se maintient en marge de l'économie mondiale. Or, la trajectoire prise par la Chine post-Mao a entraîné de profondes répercussions sur la politique étrangère mise de l'avant par Beijing. Ainsi, on peut affirmer que, depuis vingt ans, il est impossible de comprendre et d'analyser la politique étrangère chinoise en des termes idéologiques comme on pouvait le faire auparavant.

L'émergence de la Chine comme puissance continentale de premier plan a également bouleversé la conjoncture régionale en Asie. En effet, durant la Guerre froide, les développements politiques sur le continent sont restés lourdement marqués par la dynamique bipolaire résultant de l'affrontement idéologique que se sont livrées les deux superpuissances de l'époque, l'URSS et les États-Unis. Dans ces perspectives, la réalité d'un régionalisme en Asie restait une utopie. Or, avec la fin de la Guerre froide et l'avènement d'un monde multipolaire, le projet d'une intégration asiatique a gagné en popularité. Dans la région, différentes plateformes multilatérales, telles l'ANASE ⁺³², l'APEC³ ou l'Organisation de coopération de Shanghai⁴, ont participé à ce processus et sont des témoins de cet état de fait. Or, la montée en puissance de la Chine l'a conduite à jouer un rôle majeur dans ces organisations.

Rassemblant la Russie, la Chine, la péninsule coréenne et le Japon, l'Asie du nord-est a également subi de profonds changements au niveau de ses lignes de fracture politique dans la dernière décennie du vingtième siècle. En effet, l'éclatement de l'URSS scella la fin d'une rivalité politique et idéologique de plus de trente ans entre Moscou et Beijing. Également, la fin de la bipolarité sema un doute sur la pertinence de la présence américaine dans la région, notamment au Japon et en Corée du Sud. De plus, la crise économique japonaise des années 1990 participa à alimenter une certaine suspicion quant au maintien de la puissance régionale de l'Archipel dans les années à venir. Dès lors, Beijing se sentit appelée à jouer un rôle de plus en plus privilégié dans la sous-région de l'Asie du Nord-Est. Il

² Organisation multilatérale rassemblant la Chine, le Japon, la Corée du Sud et les pays de l'ANASE (Brunei, Cambodge, Malaisie, Indonésie, Singapour, Vietnam, Philippines, Laos, Myanmar, Thaïlande). L'ANASE cherche à approfondir la coopération entre les pays membres dans les domaines de la sécurité, du commerce, des finances et de la culture.

³ L'APEC est une organisation multilatérale qui regroupe l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Chine, l'Indonésie, le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la Russie, Singapour, Taiwan, la Thaïlande, les États-Unis et le Vietnam. L'APEC vise la promotion de la coopération économique entre les États membres.

⁴ L'Organisation de coopération de Shanghai est composée de la Chine, de la Russie, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Tadjikistan. Il s'agit d'une organisation multilatérale dont les principales vocations sont culturelles, diplomatiques et économiques.

va de soi que cette appréhension allait se traduire par des changements d'orientation en politique étrangère.

1.2 Question de recherche

L'étude proposée a pour but d'élucider les conséquences des réformes économiques chinoises sur la politique étrangère de la Chine à l'égard de ses voisins russe, nord-coréen et sud-coréen. De quelle manière doit-on conceptualiser ces réformes économiques pour pouvoir en arriver à une explication convaincante de la nouvelle politique étrangère élaborée par Beijing envers ces trois États? L'intérêt d'un tel questionnement est manifeste compte tenu du fait que Beijing, selon un tout nouveau paradigme pragmatique consubstantiel aux réformes, désidéologise sa politique étrangère et priorise la modernisation économique en cherchant à se forger une place centrale dans le régionalisme économique de l'Asie du Nord-Est. Cette recherche reposera sur trois études de cas qui sont balisées dans un cadre temporel. Il s'agit de la politique étrangère formulée à l'égard de l'URSS/Russie, de la Corée du Sud et de la Corée du Nord pour la période allant de 1978 à 2004.

1.3 Hypothèse

Pour mieux comprendre les récentes inflexions qui ont caractérisé la politique étrangère chinoise à l'égard de Pyongyang, Séoul et Moscou, nous nous limiterons dans le cadre de cette recherche à l'examen comparatif de deux types de politiques étrangères: coopérative ou conflictuelle. Le but ultime de cette étude est de mettre au jour l'existence d'un rapport de causalité entre l'entreprise des réformes économiques visant l'intégration de l'espace chinois au marché mondial, lesquelles ont introduit la question des attentes commerciales dans les préoccupations fondamentales des architectes de la politique étrangère à Pékin, et les nouvelles orientations de la RPC par rapport à des pays se trouvant dans sa périphérie.

Pour ce faire, nous nous inspirerons d'une théorie de Dale Copeland qui accorde une place fondamentale à la variable des attentes commerciales dans la théorisation des relations internationales. Nous apporterons toutefois deux transformations théoriques à celle-ci. Tout d'abord, nous opérerons une substitution conceptuelle. Alors que Copeland analyse l'incidence des attentes commerciales sur la guerre et la paix, nous examinerons comment de telles attentes peuvent conditionner une politique étrangère de coopération ou de conflit/distanciation. Ensuite, nous proposerons d'enrichir la théorie du concept de légitimité du pouvoir politique. Celui-ci permettra de prendre en compte des éléments clefs liés à la conjoncture domestique dans l'élaboration de la politique étrangère chinoise.

Les réformes économiques chinoises ont mené à trois types de politique étrangère qui laissent tous transparaître une place centrale aux attentes commerciales comme force déterminante autant dans leurs contours que dans leur essence. Sous Deng Xiaoping, les réformes ont mené à l'adoption d'une politique étrangère de *quanmian kaifang*, dite d'ouverture de tous les côtés; alors que sous Jiang Zemin, elles ont abouti à l'adoption du *mulin youhao*, doctrine faisant la promotion de la coopération, puis insistant sur le maintien et la constitution de relations amicales avec les États périphériques; tandis que, sous l'ère de Hu Jintao, elles ont débouché sur l'adoption de la doctrine du *fu zeren de daguo waijiao*,

doctrine dite de diplomatie d'une grande puissance responsable qui prescrit l'importance de prendre l'initiative en matière de coopération et de multilatéralisme (Chung 2004, 3-4).

Les réformes économiques ont fait entrer la politique étrangère dans une nouvelle ère où le pragmatisme économique modèle désormais avec force la détermination des politiques. Ces réformes sont la pierre angulaire d'une stratégie politique visant à reconstruire la légitimité du PCC sur la base d'un pragmatisme désormais épuré de l'idéologie maoïste autrefois dominante et qui départageait les États au sein de deux principaux groupes, les États révolutionnaires et les États réactionnaires⁵. L'introduction des réformes explique donc aussi le fait que Beijing remette en question d'anciennes relations privilégiées, lesquelles, si elles étaient maintenues telles quelles, compromettraient de nouvelles relations jugées névralgiques pour le développement économique du pays. Par exemple, la normalisation, puis l'intensification des relations avec la Corée du Sud dans les années 1990, a amené son corollaire dans le refroidissement des relations entre Beijing et Pyongyang.

En tant que facteur de causalité dans l'établissement des nouvelles orientations de la politique étrangère de Beijing, les réformes économiques doivent être conceptualisées selon une modalité bidimensionnelle, car elles se trouvent au carrefour des facteurs domestiques et exogènes de détermination de la politique extérieure. En accordant une importance à la question de la légitimité politique et à celle des attentes commerciales, cette conceptualisation particulière des réformes économiques nous permettra d'expliquer en profondeur les inflexions qui ont caractérisé la politique de Beijing par rapport à Pyongyang, Séoul et Moscou au courant des dernières années.

⁵ Dans les années 1970, la politique étrangère de la Chine maoïste, bien qu'encore très idéologisée, apparaissait déjà comme plus pragmatique en remettant en question plusieurs références marxistes. La politique des « Trois Mondes » cherchait en premier lieu à opposer une résistance à l'hégémonisme du « Premier Monde », l'URSS et les États-Unis, en forgeant une alliance entre les pays du Tiers-monde, du « Troisième Monde », et les États du « Deuxième Monde », à l'intérieur duquel se retrouvaient des pays développés comme le Japon, la France et l'Allemagne de l'Ouest. Cette politique étrangère comportait encore une forte dimension idéologique en ce qu'elle laissait une grande place au thème de l'anti-impérialisme.

1.4 Démarche méthodologique

Tout d'abord, en s'appuyant sur les travaux de Dale Copeland, nous nous attarderons sur les déterminants exogènes⁶ de la politique étrangère des réformes en centrant notre attention sur la formulation d'attentes commerciales. Dans *Economic Interdependence and War: A Theory of Trade Expectations* (Copeland 1996, 16), Copeland essaie de modéliser les relations internationales dans un système mondial marqué par l'interdépendance en proposant une explication commerciale des déterminants de la guerre et de la paix. Pour le théoricien, un État qui entretient des attentes commerciales positives envers un autre État formulera une politique étrangère pacifique à son égard. *A contrario*, un gouvernement qui nourrit des attentes commerciales négatives à l'égard de l'un de ses pairs mettra en route une politique étrangère de méfiance toute guidée par l'éventualité de perspectives belliqueuses.

Nous étudierons d'une manière comparative l'évolution des relations sino-russes, des relations entre la RPC et la Corée du Sud, puis entre la RPC et la Corée du Nord pour la période allant de 1978 à 2004. Nous montrerons que Beijing formule une politique étrangère de coopération à l'égard des États envers lesquels elle entretient des attentes commerciales positives. En ce sens, nous constatons l'importance de concevoir le rôle clef des attentes commerciales en tant que facteur de détermination de la politique étrangère. Ces dernières amènent la RPC à se rapprocher de ses anciens ennemis idéologiques russe et sud-coréen.

La théorie de Copeland explique à merveille les normalisations avec l'URSS (1989) et la Corée du Sud (1992), puis l'intensification du bilatéralisme qui s'en suivit. En effet, on peut penser que la *perestroïka* mise de l'avant par Gorbatchev fit croire aux dirigeants chinois que l'URSS avait enfin mis en œuvre une stratégie efficace pour endiguer le marasme économique dans lequel la sclérose de l'ère brejnévienne l'avait plongée. L'esprit pragmatique qui guida cette

⁶ Il s'agit d'un déterminant exogène puisque l'importance grandissante qui est accordée aux attentes commerciales par un État dans le processus de détermination de sa politique étrangère est perçue comme le corollaire d'une conjoncture d'interdépendance de plus en plus marquée à l'intérieur du système économique mondial.

restructuration économique laissait aussi présager une plus grande volonté d'ouverture sur l'étranger. Dès lors, on peut envisager que les plus hautes autorités de Beijing se mirent à formuler des attentes commerciales positives envers Moscou. Celles-ci auraient été non seulement galvanisées par le retrait soviétique d'Afghanistan, véritable boulet aux chevilles de l'économie de l'URSS, mais encore par la relance de l'économie soviétique de la fin des années 1980. En conséquence, et conformément aux prescriptions du modèle théorique de Copeland, la RPC a ouvert sa politique étrangère au rythme même où les attentes commerciales entretenues à l'égard de son voisin devenaient de plus en plus positives.

Outre le cas soviétique, la théorie de Copeland offre également une explication fort convaincante du rapprochement sino sud-coréen qui eut lieu durant la décennie 1980. Dans les années 1960 et 1970, le régime autoritaire de Pak Chung-Hee a propulsé le développement de l'économie sud-coréenne à un rythme prodigieux. Pendant deux décennies, une succession de plans quinquennaux a modelé le développement économique sud-coréen selon les préceptes de l'approche développementaliste, laquelle avait conduit au miracle économique japonais de l'après-guerre. Pour Beijing, en plus d'être un modèle sur lequel elle se devait de calquer son propre développement, la Corée du Sud devenait également un partenaire économique incontournable. En 1979, l'assassinat du Général Pak, réputé comme étant un farouche opposant au communisme, dépeignant la RPC comme un allié indéfectible de Pyongyang, puis la démocratisation du régime qui survint en 1987, sont deux événements qui ont amené Beijing à croire à l'éventualité d'un rapprochement avec Séoul. C'est donc au gré de ce formidable développement économique, mais aussi de changements au sein de la politique domestique sud-coréenne, que des attentes commerciales positives ont cru à Beijing. En conformité avec le modèle proposé par Copeland, la politique étrangère chinoise à l'égard de Séoul s'est effectivement toujours plus ouverte, et ce, corollairement au processus de consolidation des attentes commerciales formulées à l'endroit de son voisin.

Par contre, la théorie de Copeland n'explique que partiellement la politique mitigée qui fut formulée à l'égard de la Corée du Nord. Au début des années 1990, l'avenir de l'économie nord-coréenne n'apparaissait pas des plus roses; élément d'analyse qui va dans le sens de la théorie sur les attentes commerciales, en ce qu'il permet d'expliquer un certain recul de Beijing par rapport à Pyongyang. Cependant, la théorie de Copeland ne permet pas d'avoir une compréhension d'ensemble de la politique nord-coréenne de Beijing. Bigarrée, contenant des éléments de conflits et de coopération, celle-ci s'étend sur trois axes: (1) distanciation idéologique et symbolique, (2) pression pour des réformes économiques et assistance économique, (3) respect du principe de l'État autoritaire.

Prise comme telle, la théorie de Copeland restreint le concept des attentes commerciales négatives aux perspectives de la guerre et au domaine de la sécurité nationale. Dans le cas des relations sino nord-coréennes, une explication de la politique étrangère en termes de guerre et de paix ne semble pas appropriée. La reconnaissance du fait que la politique étrangère chinoise s'avère de plus en plus déterminée par une conjoncture d'interdépendance complexe nous a poussé à substituer les concepts de politique pacifique et de politique belliqueuse par ceux de politique de coopération ou de conflit/distanciation. Or, mitigée, la politique nord-coréenne de Beijing ne peut pas non plus être encapsulée sous l'une ou l'autre de ces deux conceptualisations.

Nous chercherons aussi à enrichir la théorie de Copeland en tenant compte de la question de la quête de légitimité qui est sous-jacente aux réformes et en modélisant celle-ci comme un facteur endogène de détermination de la politique étrangère. La théorie de Copeland, modifiée par la substitution des concepts de politiques étrangères coopératives et de distanciation à ceux de politiques pacifiques ou belliqueuses, nous permet d'expliquer de manière satisfaisante deux des trois cas qui sont à l'étude dans ce mémoire. Assortie d'un ajout théorique qui tient compte de l'importance de la légitimité pour le PCC dans la détermination de la politique étrangère chinoise, celle-ci peut également aider à expliquer la politique nord-coréenne de Beijing. Prise seule, elle n'arrive cependant pas à rendre compte efficacement des principaux axes de cette même politique.

Les troisième et quatrième chapitres de ce mémoire qui portent sur la politique étrangère de la RPC à l'égard de l'URSS/Russie montreront que la théorie de Copeland permet d'expliquer certains cas de figure. Le cinquième chapitre qui traite de la politique nord-coréenne de Beijing démontrera les limites de cette théorie. En fait, plutôt que de rejeter la théorie de Copeland, nous tenterons de remodeler celle-ci en tenant compte des concepts de légitimité politique et de norme afin qu'elle puisse nous permettre de comprendre la politique de Beijing à l'endroit de Pyongyang.

La politique nord-coréenne mise en œuvre par Beijing conséquemment aux réformes est d'une nature mitigée. Indissociable des changements économiques, car lourdement modelée par ceux-ci, elle se comprend en théorisant les réformes économiques d'abord et avant tout comme une entreprise de légitimation de l'ordre sociopolitique domestique. Il sera démontré que la formulation de la politique nord-coréenne de Beijing allie des éléments de coopération et de distanciation et que ceux-ci ont été dictés par les impératifs liés à la volonté de changer le type de légitimité associé au pouvoir en RPC.

Dans un premier temps, preuve sera faite de l'existence de tensions entre la vision pragmatique de Beijing et la rigidité idéologique de Pyongyang. Ces tensions sont à l'origine de tangentes conflictuelles dans la politique nord-coréenne de Beijing. En laissant derrière lui le principe d'une légitimité charismatique du pouvoir politique, le PCC a décidé de refonder la légitimité de son pouvoir sur des bases légales et rationnelles. Suite à ce changement d'orientation subit et radical, inflexion dont les réformes économiques ont été le premier signe, le PCC a pris soin d'éviter d'associer sa gouvernance à des symboles politiques rappelant le maoïsme et les dérives idéologiques de la révolution culturelle. Les soulèvements populaires demandant plus de démocratie, qui étaient dirigées contre les abus du PCC, ont démontré la condition de précarité qui caractérisait le pouvoir politique en RPC lors des turbulences sociopolitiques de la fin des années 1970 (Ruan 1992, 57).

Les éléments de politique conflictuelle de Beijing à l'égard de Pyongyang doivent être associés à une volonté de distanciation idéologique et symbolique,

compte tenu des nouvelles orientations économiques et politiques du PCC. Des éléments de politique conflictuelle peuvent être retrouvés autant dans le discours des autorités à l'égard de la Corée du Nord que dans l'énoncé de politiques concrètes. La preuve en sera faite de manière qualitative. L'élaboration de celle-ci reposera sur une analyse du lexique employé par Beijing pour qualifier sa relation avec Pyongyang, mais aussi sur une analyse des politiques régissant les modalités des relations entre les deux États.

Dans un deuxième temps, la volonté du PCC de donner une nouvelle légitimité légale et rationnelle à l'ordre sociopolitique de la RPC peut également expliquer les lignes d'ouverture et de coopération dans la politique nord-coréenne de Beijing. Celles-ci seront relevées de manière qualitative. La coopération s'exprime selon deux dimensions. Tout d'abord, dans le processus de socialisation à des normes internationales, surtout dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine du multilatéralisme diplomatique. Mais encore davantage, dans l'indéfectible soutien de la RPC au principe d'un État autoritaire et stable à Pyongyang.

D'entrée de jeu, nous démontrerons que la RPC coopère avec Pyongyang en cherchant à socialiser celle-ci à des normes globales pour des raisons qui ont trait aux bases légale et rationnelle de son pouvoir et qui sont donc aussi en lien avec la question de la légitimité de son nouvel ordre sociopolitique. En effet, du fait que la gouvernance des réformes promet un enrichissement économique à la population, il est important pour Beijing de multiplier les partenaires commerciaux, et, qui plus est, d'intensifier ses relations avec les États qui se trouvent dans sa périphérie géographique, puis de stabiliser la région en favorisant la coopération. Beijing veille dans la mesure du possible à favoriser le dynamisme, l'intégration et la complémentarité des économies lui étant limitrophes. La RPC vise également à socialiser Pyongyang aux normes globales, surtout à celles qui font la promotion du libéralisme économique, ce qui permet notamment de démontrer que Beijing est un bon élève des normes économiques internationales du fait qu'elle accepte d'en devenir une importante courroie de transmission.

Nous démontrerons donc que la politique nord-coréenne de Beijing vise en premier à lieu à vivifier l'économie nord-coréenne en amenant celle-ci à développer ses avantages comparatifs et à remettre en question ses aspirations autarciques. Afin de démontrer l'existence de cette coopération sur le plan économique, nous analyserons qualitativement les politiques formulées par Beijing destinées à encourager la mise de l'avant d'un processus de réformes économiques chez son voisin nord-coréen.

Faut-il préciser que la coopération qui passe par l'exportation du modèle chinois ne remet pas en question le principe de l'existence d'un État autoritaire à Pyongyang? Le *statu quo* autoritaire est favorisé, puisqu'il assure Beijing la stabilité de sa périphérie, ce qui va notamment dans le sens de ses intérêts immédiats. Mais aussi, et surtout, parce que la version chinoise d'un capitalisme autoritaire, ou d'un « socialisme de marché », constitue, au sens où Robert Gilpin l'entend, un système politico-économique distinct dont les autorités chinoises veulent faire la preuve qu'il est le modèle qui convient le mieux à un certain type de culture et de conjoncture: des cultures confucéennes qui ont jadis épousé le socialisme et qui sont confrontées à la mondialisation (Gilpin, 2001, 195).

En cautionnant les réformes autoritaires vietnamiennes et nord-coréennes, Beijing a cherché à favoriser l'expansion régionale de son modèle politico-économique autocratique en poursuivant l'objectif premier d'en assurer la légitimité, autant sur les plans domestique qu'externe, et ce, en démontrant qu'« il fonctionne » au sens où il permet le développement économique et la stabilité politique.

Nous démontrerons qu'en tout moment la politique de Beijing est demeurée ouverte au principe que la Corée du Nord reste un État autoritaire et que cette ouverture, qui doit plutôt être comprise comme un appui au *statu quo* politique, s'est souvent trouvée traduite au moyen d'une rhétorique appelant au respect de la souveraineté nord-coréenne. L'appui au *statu quo* permet de mettre en exergue un autre type de normes. Il s'agit de normes qui font la promotion de l'autoritarisme politique comme pierre de touche du « socialisme de marché ». Nous analyserons d'une manière qualitative les prises de position de Beijing dans différents dossiers,

comme ceux du nucléaire et de la réunification de la Péninsule, pour corroborer cet état de fait. Nous démontrerons que celles-ci visent en tout moment à faire respecter la souveraineté nord-coréenne en s'opposant vivement à toute ingérence extérieure.

2. Chapitre théorique et revue de littérature

En accordant une importance à la fois aux facteurs internes et externes, ce mémoire s'intègre dans une tendance de plus en plus courante dans l'analyse de la politique étrangère, qui refuse de s'attarder exclusivement à l'un ou à l'autre groupe de facteurs. Nous favorisons l'approche du *linkage* telle qu'avancée par James Rosenau, dans *The Scientific Study of Foreign Policy*, qui s'attarde surtout aux interrelations qui se nouent entre l'externe et l'interne. Pour pouvoir reconnaître une situation de *linkage*, il faut tout d'abord rompre avec cette ancienne conception, qui était autrefois hégémonique en politique étrangère et qui donnait une priorité absolue aux facteurs externes en métaphorisant l'espace domestique sous la forme d'une boîte noire (Powell, Dyson et Purkitt 1987, 203-220). Ainsi, comme le rappelle Charles W. Kegley Jr: «The foreign policy-making process -occurring in what Easton termed the « black box », which converts policy inputs to policy outputs-, has been discounted. The policy-making process has been like a black box to many of us since we see what comes out but not much of what happens inside» (Kegley 1987, 248). Il faut également savoir se dissocier de la perspective réaliste qui fait l'économie d'une sociologie politique du pouvoir en postulant les traits unitaires de l'acteur étatique. Dans cet esprit, James N. Rosenau souligne que: «While it was not long ago that the external behaviour of nations was considered to be exclusively a reaction to external stimuli (...), wellsprings of international action are also fed by events and tendencies within societies» (Rosenau 1980, 116).

Toutefois, l'approche du *linkage* ne requiert pas qu'une simple reconnaissance de l'existence de facteurs internes et externes comme le font désormais plusieurs analystes de la politique étrangère. Prenant compte le fait que le monde se rétrécit à chaque jour davantage sous l'impact d'une plus grande interaction entre les États et d'un marché mondial de plus en plus intégré, postulant que les frontières entre les espaces interne et externe tendent à être de plus en plus poreuses, le *linkage* s'intéresse surtout à la dynamique d'interaction qui se noue entre les causalités externe et interne de la politique étrangère, et ce, en cherchant

bien sûr à analyser ces mêmes interactions. À ce sujet, James N. Rosenau affirme que :

Political science has yet to accommodate itself to this shrinking world. Even at the level where the changes appear most pronounced -the functioning of national units- events abroad are still regarded as external to, rather than part of, a nation's politics. (...) national-international linkages have never been subjected to systematic, sustained, and comparative inquiry. The traditional subdivisions of political science are such that most analysts treat linkages as parameter rather than as data. Students of comparative politics tend to take the international environment for granted, as if national systems were immune to external influences and had full control over their own destinies. Similarly, students of international politics tend to take a series of simplifying assumptions about the international behaviour of national systems, as if all such systems reacted in the same way to the same stimuli (Rosenau 1980, 371).

Dans le même ordre d'idées, Marcel Merle, dans *La politique étrangère*, recense les trois principales approches qui sont utilisées dans l'étude de la politique extérieure: la première pointe les facteurs internes comme déterminant la politique étrangère; la seconde montre plutôt en quoi la politique extérieure doit avant tout être analysée sous l'angle des contraintes qu'elle pose au jeu interne, la dernière à laquelle nous adhérons, insiste davantage sur les rapports dialectiques, puis sur l'importance conjointe de l'interne et de l'externe dans la compréhension de la politique étrangère. Ainsi, Merle souligne que :

Depuis qu'il est posé, le problème du rapport entre l'interne et l'externe a fait l'objet des interprétations les plus diverses et les plus contradictoires. La disparition de la cloison qui était censée les séparer de façon étanche peut en effet recevoir plusieurs explications. Selon la première, la politique extérieure n'est pas autre chose que la projection sur l'échiquier international de pulsions qui dominent la scène interne; selon la seconde, c'est au contraire l'ensemble des contraintes propres à la politique extérieure qui investissent le champ politique interne; selon la troisième, toute interprétation moniste ou déterministe doit être exclue au profit d'une approche dialectique qui met en valeur les interactions entre deux aspects différents de la même activité (Merle 1984, 149).

Après avoir ainsi démontré la nécessité d'adopter une approche centrée sur le *linkage* des facteurs externes et internes dans l'analyse de la politique étrangère, nous allons maintenant projeter un éclairage sur les différentes perspectives qui prévalent dans la théorisation de la politique étrangère chinoise.

2.1 Perspectives dans la théorisation de la politique étrangère chinoise

Ce mémoire repose sur le postulat que, malgré la complexification du processus décisionnel conséquemment à la mise en route des réformes qui a mené à l'abandon du mode individuel que revêtait la direction politique de Mao durant la Révolution culturelle, le PCC bénéficie encore, depuis 25 ans, d'une très lourde influence dans la détermination de la politique étrangère chinoise. Il va de soi que la place prépondérante dont il profite lui permet d'imposer avec efficacité ses priorités dans la définition de la politique étrangère de la RPC. Parmi celles-ci se retrouvent au premier rang la conservation d'un pouvoir politique monolithique et autoritaire qui se trouve dorénavant légitimé par les résultats qui sont censés découler du programme de réformes économiques. L'objet de la présente section a pour but de démontrer, malgré l'existence d'une pluralité de tendances, le rôle primordial qui, par la plupart des analystes, est reconnu au PCC dans la détermination de la politique étrangère chinoise.

Selon David Lampton, il y a trois principales tendances dans l'analyse de la politique étrangère chinoise : le déterminisme institutionnel direct, le déterminisme institutionnel diffus et le bureaucratisme contre-productif (Lampton 2001, 32-33). Or, les trois approches ont en commun de reconnaître le fait que le PCC joue un rôle de premier plan dans la définition de la politique étrangère. Cependant, chacun de ces angles d'analyse n'aborde pas la problématique en tenant compte des mêmes facteurs déterminants.

Par exemple, A. Doak Barnett, auteur de *Cadres, Bureaucracy, and Political Power in Communist China* (1967), ouvrage fondateur dans l'étude de la politique étrangère chinoise, est le plus illustre représentant de la première tendance. Selon lui, ce sont surtout les facteurs domestiques qui détermineraient la politique étrangère chinoise. Il s'est d'abord et avant tout intéressé aux interrelations entre le type de configuration institutionnelle et la politique étrangère adoptée, mais encore davantage à la personnalité des dirigeants politiques et à l'influence que l'on reconnaît à celle-ci dans la définition de la politique extérieure. À ce sujet, David Lampton stipule que:

Through exhaustive interviews with senior Chinese leaders in the mid-1980s, Barnett pieced together an institutional picture of the Chinese foreign policy-making process. In doing so, he threw light on how the various components of the process interrelated and how the personalities of specific leaders, particularly Zhao Ziyang, affected both the processes and outcomes (Lampton 2001, 31).

Il ressort du modèle choisi par Barnett que le PCC, par l'entremise de dirigeants politiques qui sont tous issus de celui-ci et dont il analyse la personnalité, joue un rôle clef dans la détermination de la politique étrangère de la RPC. Nous tenons cependant à nous distancer du modèle de Barnett, en soulignant que celui-ci, sans doute fort à propos pour comprendre la conjoncture maoïste d'une politique étrangère idéologisée qui était fortement déterminée par les choix du Grand Timonier, apparaît de plus en plus anachronique au rythme où les réformes induisent des politiques de plus en plus pragmatiques, produits d'une professionnalisation qui est le propre des milieux technocratiques. À cet effet, David Lampton souligne qu'il y a dorénavant:

(...) a trend toward a higher level of specialized knowledge among Chinese elite and subelite foreign policy decision-making process; and the increased reliance by decision-makers on information provided by specialized bureaucracies (Lampton 2001, 5).

Une deuxième tendance dans l'étude de la politique étrangère chinoise repose sur le postulat que le processus décisionnel n'est pas homogène et univoque; il s'agirait d'un phénomène infiniment plus complexe. Ainsi, des auteurs, comme Carol Hamrin dans *Competing « Policy Packages » in Post-Mao China* (1984), Suisheng Zhao dans *Across the Taiwan Strait : Mainland China, Taiwan and 1995-1996 Crisis* (1999), et Kenneth Lieberthal dans *Policy Making in China : Leaders, Structures, and Processes* (1988) ont insisté sur la dualité du mécanisme par lequel sont définies les politiques extérieures de la RPC. D'après eux, différents acteurs participent à l'élaboration de ces dernières. Ces auteurs ciblent surtout deux blocs ou vecteurs décisionnels: une bureaucratie triée sur le volet par le PCC et une élite politique qui rassemble des figures de proue du Parti. À cet effet, David Lampton nous rappelle que:

These works, along with a great deal of other research, have provided much greater detail about the foreign policy-making structure than Barnett was able to unearth and have revealed a system with a dual character, a system in which an increasingly professionalized, complex and conflict-ridden bureaucracy has

coexisted with a still very powerful, personalized senior-dominated elite (Lampton, 2001, 32).

Sous une troisième tendance, ont été regroupés des analystes comme Thomas J. Christensen dans *Useful Adversaries: Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958* (1996), Alastair Iain Johnston dans *Engagement China: The Management of an Emerging Power* (1999), et Allen S. Whiting dans *China and the United States, what next?* (1976). Comme David Lampton, nous exprimons nos réserves par rapport aux conclusions de ces auteurs. Ceux-ci reconnaissent un rôle central aux élites du Parti, ce qui corrobore notre postulat, mais ils soulignent aussi et c'est là où le bât blesse que ces mêmes élites agissent, pour la plupart, en prenant des décisions qui vont à contre-courant de celles qui sont requises pour une intégration réussie à l'économie mondiale. Au contraire, nous croyons que l'intégration au marché mondial est la principale stratégie qui a été mise en œuvre par le PCC pour légitimer *de novo* son exercice du pouvoir politique aux termes de la Révolution culturelle.

La première tendance, celle illustrée par Barnett, et la troisième, celle qui se rapporte aux travaux de Christensen, de Johnston et de Whiting, démontrent la nature du rôle clef qui est joué par l'élite politique dans la détermination de la politique étrangère. La deuxième tendance, celle dans laquelle peuvent être classés les travaux de Hamrin, de Zhao et de Lieberthal, souligne qu'une bureaucratie professionnalisée coexiste avec l'élite politique et qu'à elles deux, celles-ci participent d'un processus dual de détermination de la politique étrangère. Or, les intérêts des membres de l'élite politique -qui sont toujours membres du Parti, qui ont été socialisés à la vie politique par celui-ci et qui doivent aussi leur pouvoir, puis leurs statuts privilégiés à la position hégémonique de ce dernier au sein de l'espace politique chinois - sont lourdement définis par leur appartenance au PCC et sont inextricablement liés aux intérêts de cette organisation partisane en tant qu'entité sociologique. Quant à elle, la deuxième tendance fait intervenir la bureaucratie aux côtés de l'élite politique et stipule que le rôle joué par cette dernière ne saurait être négligé dans la détermination de la politique extérieure

chinoise. Nous verrons maintenant en quoi et sous quelles conditions les décisions prises par celle-ci peuvent se retrouver sous l'étroit contrôle du PCC.

Selon Lu Ning, dans *The Central Leadership, Supraministry, Coordinating Bodies, State Council Ministeries and Party Departments* (2001), le système politique chinois, malgré la libéralisation économique, reste encore fortement sous le contrôle du Bureau politique ou Politburo du PCC, à la fois l'instance suprême du Parti et l'institution la plus importante du pouvoir politique en RPC (Lu 2001, 39). L'auteur souligne que le régime politique de la RPC est composé de trois *xitong* ou systèmes verticaux: le PCC, le gouvernement (dont fait partie la bureaucratie) et l'APL (l'Armée populaire de Libération). Ces trois systèmes sont tous traversés par six secteurs horizontaux : le secteur des questions administratives au sein duquel se retrouvent les affaires étrangères, le secteur des questions légales, le secteur du Front Uni (les questions liées à la dissidence, à Taiwan, à Macao, et à Hong Kong), le secteur des questions médiatiques, le secteur des questions culturelles et le secteur des questions touchant les masses. La profondeur du contrôle exercé par le PCC sur le système politique chinois ressort du fait que les systèmes verticaux sont directement chapeautés par le Politburo. À cet effet, Lu Ning souligne que: « (...) at the apex of these systems is the political bureau (Politburo) of the Chinese communist party which is (...) crystallized in the form of a leadership core » (Lu 2001, 39).

Lu Ning précise aussi que chacun des six secteurs énumérés plus haut est sous la supervision immédiate d'une institution dirigée par un membre du Comité permanent du Politburo. La détermination des politiques étrangères, qui est opérée à partir du premier secteur, celui des questions administratives, est en fait régulée par un organisme qui est intimement lié au Politburo et qui s'appelle le *Zhongyang waishi lingdao xiaozu*, le Comité central des Affaires étrangères. Pour l'auteur, cette structure informelle du pouvoir, composée des six secteurs horizontaux et des trois systèmes verticaux, que l'on nomme *guikou guanli* et dont aucune charte ne fait mention, témoigne du contrôle exercé par le Politburo et, donc, par le PCC, sur l'ensemble des décisions qui sont prises soit par l'APL, soit par la bureaucratie. Ainsi, il affirme à propos du *guikou guanli* que: «its purpose is to allow the CCP

politburo Standing Committee to exercise centralized control over the whole political system and its policy-making process» (Lu 2001, 40).

Le contrôle du PCC est d'autant plus prononcé lorsqu'il est question de domaines dits stratégiques, dans les moments où il y a changement d'orientation comme durant la période des réformes économiques, ou par rapport à des pays clefs comme la Russie, la Corée du Sud et la Corée du Nord. Ainsi, Lu Ning souligne que:

Decision making power with regard to the implement of details toward key countries has always been a prerogative of the central leadership. This has been particularly true during periods of policy adjustment and when implementations details could have affect the posture of China's overall relationship with the major powers. Key countries fall in two categories: those of strategic importance in world affairs and those of geographical importance to China- the states on the periphery. Countries in the first category include the United States, Russia and Japan. Countries in the second category include Korea, Vietnam, Laos, Cambodia, India, Pakistan, Kazakhstan and Mongolia (Lu 2001, 50).

En ce qui concerne nos trois cas d'étude, il ne fait nul doute que, par l'entremise de son Politburo, qui s'avère l'instance suprême en matière de politique extérieure (Lu 2001, 42), le PCC se trouve à être le premier architecte de la politique étrangère de Beijing. Et ce, d'autant plus qu'en ce qui a trait à la Corée du Nord, le PCC court-circuite complètement la bureaucratie de l'État dans l'élaboration des politiques. En effet, l'élaboration de la politique extérieure par rapport aux autres États dirigés par des partis communistes a toujours été sous la responsabilité directe du Département de liaison internationale, un organe du PCC. Celui-ci joue encore aujourd'hui un rôle déterminant dans la formulation des politiques vis-à-vis des États comme le Vietnam, Cuba et la Corée du Nord, et ce, même s'il tend à être de plus en plus marginalisé depuis la fin de la Guerre froide. Ainsi, à propos du Département de liaison internationale, il est spécifié que: « (...) it has also been instrumental in maintaining high-level contacts with the leadership of Asian communist countries such as North Korea and Vietnam, (...), overall its influence has been declining. One indication of this loss of influence was the loss of its seat in the Foreign Affairs Leading Small Group in 1998» (Lu 2001, 53).

2.2 Les réformes : un facteur exogène de détermination de la politique étrangère: la RPC, l'interdépendance complexe et le déterminisme du système international.

2.2.1 Le déterminisme normatif

Selon une perspective exogène, les réformes économiques peuvent être perçues sous l'angle d'un processus de pénétration de l'économie chinoise par les structures de l'économie mondiale. Sous cet aspect, et compte tenu de l'importance de cette tendance à l'échelle planétaire, il apparaît clair que le choix d'entreprendre ces réformes n'est pas resté à l'abri de lourdes pressions extérieures. Celles-ci ont d'ailleurs poussé, au courant des deux dernières décennies, un grand nombre d'anciennes économies collectivistes, comme la RPC, à intégrer l'économie mondiale. Ces pressions ont souvent été en lien avec l'émergence de nouvelles normes ou régimes internationaux qui prônent le libéralisme économique, auxquels la RPC a été progressivement socialisée. Théorisant le phénomène, Kai Anderson explique la socialisation d'un État en démontrant qu'il s'agit d'un processus d'internalisation normative. Elle précise que:

(...) state socialization does not denote policy changes nor does it means merely habitual patterns of compliance. Instead, it refers to a more complex and active process by which international interaction influences domestic political debate so that certain policy options are no longer on the menu, or conversely, a previously unimaginable course of action becomes acceptable and even routine. This is a fundamental point that bears repeating: state socialization refers to normative internalization (...) (Anderson 2001, 427).

Dans *International Norms Dynamics and Political Change* (1998), Martha Finnemore et Kathryn Sikkink se sont interrogées sur le rapport entre l'existence de normes et la question du changement politique. Dans le cadre de ce mémoire, nous retenons la définition qu'elles formulent des normes et qui, selon l'avis des deux, s'avère la plus consensuelle. Elles soulignent que les normes poussent chaque acteur doté d'une identité définie à adopter un comportement qui est modelé par cette même identité. L'adoption d'une norme mènerait à l'adoption de comportements standardisés. À ce sujet, elles soulignent que: « (...) there is a general agreement on the definition of a norm as a standard of appropriate behaviour for actors with a given identity » (Finnemore et Sikkink 1998, 891). En

faisant le choix d'entamer des réformes économiques, le PCC a aussi posé celui d'intégrer l'espace économique de la RPC au sein de l'économie mondiale. En cela, l'État chinois a montré son intention de se socialiser aux normes prescrivant le libéralisme économique.

2.2.2 Transformations de l'économie politique internationale

Or, depuis quelques décennies, au rythme où l'économie internationale s'avère de plus en plus marquée par la mondialisation, plusieurs économies nationales se sont mises à faire valoir leurs avantages comparatifs et une majorité d'États formule désormais leurs politiques étrangères en tenant davantage compte de ces changements. Dans *Global Political Economy* (2001), Robert Gilpin analyse les mutations qui ont affecté l'économie politique internationale dans les dernières décennies. Il s'attarde surtout à la hausse du commerce international, à la déréglementation financière, puis à l'accroissement du nombre de firmes transnationales et à la hausse vertigineuse des investissements directs à l'étranger. Il affirme que ces changements ont eu des conséquences indéniables sur la formulation des politiques étatiques. Il soutient notamment que:

In the 1960s and the 1970s, increased trade transformed international economic affairs (...), since the mid-1970s, financial deregulation and the creation of new financial instruments, such as derivatives, and technological advances in communications, have contributed to a much more highly integrated international financial system (...), the financial revolution has linked national economies much more closely to one another (...), in the mid-1980s, a revolution in international economic affairs occurred as multinational firms and foreign direct investment began to have a profound impact on almost every aspect of the world economy(...), since the end of the Cold War, globalization has been the most outstanding characteristic of international economic affairs and, to a considerable extent, of political affairs as well (Gilpin 2001, 4-6).

C'est donc une économie mondiale en pleine mutation que la RPC a intégré en mettant de l'avant à la fin des années 1970 sa nouvelle stratégie de développement économique axée sur les avantages comparatifs et destinée à tirer profit du commerce international. Les réformes économiques, perçues sous l'angle de déterminants exogènes de la politique étrangère de Beijing, sont ainsi

indissociables des caractéristiques d'une économie mondiale de plus en plus globalisée.

2.2.3 L'interdépendance complexe

Robert Keohane et Joseph Nye, dans *Power and Interdependence*, ont modélisé l'interdépendance complexe en en faisant un idéal-type à partir duquel ils ont mis en lumière les évolutions qui ont caractérisé la politique internationale depuis les années 1970. Pour Keohane et Nye, l'interdépendance complexe est un idéal-type qui prend le contrepoint du réalisme. À cet égard, ils affirment que: «we (...) construct an other ideal type, the opposite of realism, we call it complex interdependence, (...), we argue that complex interdependence sometimes come closer to reality than does realism» (Keohane et Nye 2001, 20).

Pour ces deux auteurs, les caractéristiques fondamentales de l'interdépendance complexe sont les suivantes: augmentation des liens transnationaux, la diversification et la non hiérarchisation des enjeux en matière d'affaires étrangères et le rôle de plus en plus mineur joué par la puissance militaire dans les relations internationales (Keohane et Nye 2001 22-23). La première caractéristique, qui s'avère l'augmentation des liens transnationaux, repose en grande partie sur l'approfondissement des interdépendances économiques. C'est dans cette perspective qu'ils soulignent que les principaux aspects qui structurent l'économie internationale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale sont: « (...) rapidly expanding and generally nondiscriminatory trade, large-scale and rapid movements of funds from one center to another (...), and the rapid growth of huge multinational enterprises » (Keohane et Nye 2001, 34).

Les deux dernières caractéristiques de l'interdépendance complexe, qui sont la non hiérarchisation des enjeux en matière d'affaires étrangères et le rôle de plus en plus mineur joué par la puissance militaire dans les relations internationales, témoignent du fait que dans une situation d'interdépendance complexe les préoccupations liées à la guerre et à la paix ne sont plus les seuls aspects qui sont pris en considération lors de la formulation des politiques étrangères. À propos de

la non-hiérarchisation des enjeux, ils soulignent que, dorénavant : « (...) foreign agenda- sets of issues relevant to foreign policy with which governments are concerned- have become larger and more diverse. No longer can all issues be subordinated to military security» (Keohane et Nye 2001, 22). Puis, en ce qui a trait au rôle de plus en plus mineur joué par la force militaire, les auteurs ajoutent que:

Moreover, force is often not an appropriate way of achieving other goals (such as economic and ecological welfare) that are becoming more important. It is not impossible to imagine dramatic conflict or revolutionary change in which the use or threat of military force over an economic issue or among advanced industrial countries might become plausible. Then realist assumptions would again be a reliable guide to events. But in the most situations, the effects of military force are both costly and uncertain (Keohane et Nye 2001, 24).

Pour Keohane et Nye, si l'idéal-type de l'interdépendance complexe permet d'expliquer la politique internationale avec de plus en plus d'exactitude, il permet aussi de relever le fait que la politique étrangère ne peut plus être expliquée de manière exclusive au moyen des catégories réalistes de la guerre, de la paix et de l'intérêt national. Ils soutiennent toutefois que l'interdépendance ne débouche pas pour autant sur la seule coopération. Ils rappellent que:

We must therefore be cautious about the prospect that rising interdependence is creating a brave new world of cooperation to replace the bad old world of international conflict. As every parent of small children knows baking a larger pie does not stop disputes over the size of the slices. An optimistic approach would overlook the uses of economic and even ecological interdependence in competitive international politics (Keohane et Nye 2001, 9).

Les analyses de Keohane et Nye nous permettent d'affirmer que politique conflictuelle et politique de coopération apparaissent comme des catégories plus appropriées pour expliquer, analyser et comprendre la politique étrangère de la Chine des réformes. En effet, la RPC est bel et bien un État qui a fait le choix d'intégrer le marché mondial et qui se retrouve désormais confronté à la réalité de l'interdépendance complexe. Dans cette optique, une typologie des politiques étrangères chinoises axée autour de la guerre et de la paix semble en effet de plus en plus caduque.

Suite à la présentation des théorisations de Keck, Sikkink, Gilpin, Keohane et Nye, voyons maintenant la théorie sur les attentes commerciales de Dale C. Copeland, qu'il présente lui-même comme un juste compromis entre les thèses néolibérales et néoréalistes. Celle-ci s'avère d'un précieux recours pour expliquer

les orientations de la politique étrangère de la RPC durant la période des réformes. En épousant les normes du libéralisme économique, la RPC allait bien sûr accorder une importance grandissante aux attentes commerciales dans la formulation de ses politiques étrangères.

2.2.4 Dale Copeland et les attentes commerciales

C'est à titre de variable indépendante que Copeland propose les attentes commerciales pour expliquer la politique étrangère d'un État. Par sa démarche, il souhaite palier aux lacunes des théories néo-réalistes et néo-libérales qui négligent les attentes commerciales dans l'analyse qu'elles dressent des relations internationales. Si la variable des attentes commerciales est ignorée, l'analyse risque de déboucher sur des généralisations excessives. Ainsi, alors que les néo-réalistes soutiennent que l'interdépendance conduit le plus souvent à la guerre, les néo-libéraux sont reconnus pour voir dans l'interdépendance un facteur décisif de pacification des relations interétatiques. Copeland prend le contre-pied des thèses néolibérales ou néoréalistes. Sa théorie vise à démontrer dans quelles conditions particulières l'interdépendance peut conduire soit à la paix; soit à la guerre. En traitant des déficiences des théories néoréalistes et néolibérales, l'auteur affirme que:

More significantly, these theories lack an understanding of how rational decision-makers incorporate the future trading environment into their choice between peace and war. Both liberalism and realism often refer to the future trading environment, particularly empirical analyses. But in constructing a theoretical logic, the two camps consider the future only within their own ideological presuppositions. Liberals, assuming that states seek to maximize absolute welfare, maintain that situations of high trade should continue into the foreseeable future as long as states are rational (...), realists, assuming states seek to maximize security, argue that concerns for relative power and autonomy will eventually push some states to sever trade ties (at least in the absence of a hegemon) (Copeland 1996, 16).

La théorie de Copeland stipule que, dans une situation d'interdépendance, si un État a des raisons de croire en la possibilité d'améliorer ses échanges économiques avec un autre État, il risque de pacifier sa politique étrangère. Dans le cas contraire, il pourrait envisager la possibilité de la guerre. Copeland souligne que:

Levels of interdependence and expectations of future trade, considered simultaneously, lead to new predictions. Interdependence can foster peace, as liberals argue, but this will only be so when states expect that trade levels will be high into the foreseeable future. If highly interdependent states expect that trade will be severely restricted -that is, if their expectations for future trade are low-realist are likely to be right: the most highly dependant states will be the ones most likely to initiate war, for fear of losing the economic wealth that supports the long-term security. In short, high interdependence can be either peace-inducing or war inducing, depending on the expectations of future trade (Copeland 1996, 16).

Or, ainsi formulée, la théorie de Copeland semble peu pertinente pour expliquer les politiques étrangères de coopération dessinées par Beijing envers Séoul et Moscou. En effet, même s'il apparaît clair que les conjonctures poussaient la RPC à formuler des attentes commerciales positives envers ces deux États, on ne peut pas dire que Beijing ait préalablement été engagée dans des situations d'interdépendance avec ceux-ci. En fait, l'état presque nul des contacts avec la Corée du Sud et l'URSS, dû à des ruptures majeures dans les relations diplomatiques, permet d'affirmer qu'il y avait absence d'interdépendance. En 1979, alors que les relations sino sud-coréennes et sino-soviétiques n'étaient toujours pas normalisées, le montant des échanges commerciaux s'élevait à seulement 20 millions de dollars entre Beijing et Séoul (Joyaux 1994, 221), et à 580 millions de dollars entre Beijing et Moscou (Joyaux 1994, 72).

Toutefois, du fait qu'il a élargi le spectre de sa théorie, Copeland nous reste utile pour expliquer les politiques étrangères de coopération qui ont été déployées par Beijing à l'endroit de l'URSS/Russie et de la Corée du Sud. En effet, en prenant pour exemple les deux périodes de détente entre l'URSS et les États-Unis, qui sont survenues respectivement de 1971 à 1973 et à la fin des années 1980, Copeland précise que la théorie des attentes commerciales se révèle tout autant pertinente dans les cas où une situation d'interdépendance n'est pas vérifiée, ou bien dans les occurrences où le niveau des échanges commerciaux s'avère très bas ou nul. Ainsi, il souligne que :

Even when current trade is slow or non-existent, positive expectations for future trade will produce a positive expected value for trade, and therefore an incentive for continued peace. This helps explain the two main periods of detente between the Cold War superpowers, from 1971 to 1973 and in the late 1980s: positive signs from U.S. leaders that trade would soon be significantly increased coaxed the Soviets into a more cooperative relationship, reducing the probability of war. But in situations of low trade where there is no prospect that high trade levels will be restored in the future, highly dependant states may be pushed into conflict.

This was the German and Japanese dilemma before World War II (Copeland 1996, 7).

Pour les fins de ce mémoire, nous substituerons les concepts plus larges de politiques conflictuelles et de politiques coopératives à ceux de guerre et de paix, employés par Copeland. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, nous croyons que les concepts de guerre et de paix ne sont plus pertinents pour comprendre la politique étrangère de la Chine des réformes, ni appropriés pour comprendre l'ensemble des occurrences de la politique internationale et de l'économie politique internationale dans une conjoncture de plus en plus marquée par la notion d'interdépendance complexe. *A fortiori*, Beijing n'a jamais choisi l'option militaire pour régler des différends dans les trois cas qui sont à l'étude, que ce soit avec Pyongyang, Moscou ou Séoul. Également, la stratégie d'intégration au marché mondial mise de l'avant par la RPC a fait grimper les coûts de l'affrontement militaire et amène Beijing à privilégier la voie du développement économique et de l'interdépendance pour projeter sa puissance. Le choix de cette voie force la RPC à formuler des attentes commerciales envers les autres États. En faisant le choix d'intégrer le marché mondial, Beijing a substitué une stratégie de développement basée sur les avantages comparatifs -qui a inséré la RPC dans une économie politique internationale de plus en plus dominée par les interdépendances complexes- à sa stratégie initiale et post-révolutionnaire (1952-1978) du bond en avant, qui était coûteuse, tournée vers l'intérieur et très inefficace (Lin 2003, 106-109).

La théorie de Copeland a entraîné des remous dans le champ d'études qui nous intéresse. En effet, certains analystes de la politique extérieure chinoise ont fait l'application directe de celle-ci pour comprendre les orientations politiques adoptées par Beijing. Parmi ceux-ci, se retrouve Rex Li qui a essayé de démontrer dans quelles conditions une situation d'interdépendance pouvait pousser la RPC à adopter une politique étrangère belliqueuse ou pacifique. Li affirme que:

Drawing on Copeland's theory, I will show the conditions under which high interdependence between the PRC on its trading partners will lead to a pacific or belligerent Chinese security policy. If Chinese decisions-makers expectations of future trade are high they will likely pursue policies that will enhance regional and global security. On the other hand, if they have a negative view of their future trading environment, they will likely take measures, including military action, to

remove any obstacles that might forestall their pursuit of great-power status. Thus, the key to a smooth and successful of China into the international community is to maintain a high degree of economic interdependence within the country while promoting positive expectations of future trade among its leaders (Li 2004, 24).

En introduisant la question des attentes commerciales, la théorie de Copeland, qui insiste sur le pragmatisme de l'acteur, nous offre un angle original et novateur pour comprendre la politique étrangère d'un État qui a choisi la voie des avantages comparatifs pour aiguiller son développement économique. Il est donc hors de tout doute qu'étant centrée sur les attentes commerciales, la théorie de Copeland permet de projeter un éclairage approprié sur un État qui se révèle maintenant être un importateur de normes économiques.

Enfin, pour la RPC, les réformes économiques se sont traduites par une volonté de maximiser les échanges, d'intensifier les liens bilatéraux et de multiplier les partenaires commerciaux. L'abandon de la traditionnelle politique étrangère maoïste, surtout caractérisée par les discriminations idéologisées et belliqueuses dont elle se faisait le porte-étendard, force l'analyste à se centrer sur le concept des attentes commerciales et à placer celui-ci dans les perspectives plus larges que tracent les interdépendances complexes. Dans le même esprit, à propos des nouvelles tendances dans la politique étrangère de la Chine des réformes, Lu Ning souligne en toute synthèse que :

Another trend that has emerged from the economic development is the centrality of economic factors in making foreign policy decisions. During Mao era, focus was on national security, Beijing political consideration dominated foreign policy decision-making. Foreign trade and economic aid were both instruments for the realization of China international political and security objectives. By 1980, order was reversed. China's diplomacy was required to serve the nation paramount interest in economic development (Lu 2001, 58).

2.3 Les réformes et la légitimité du pouvoir politique : un facteur domestique de détermination de la politique étrangère

2.3.1 La légitimité du pouvoir politique

Des éléments provenant de la politique domestique chinoise permettent de mettre en relief une autre dimension des réformes économiques. Selon ceux-ci, les réformes doivent être considérées comme un facteur de détermination de la politique étrangère s'avérant intimement lié à la politique domestique. Les réformes doivent être comprises comme s'il s'agissait de l'imposition par le parti d'un pacte aux citoyens, pacte présenté comme un nouveau contrat social entré les masses et le pouvoir (Rocca et de Beer 1997, 50). L'enrichissement est promis à la population, alors que la légitimité de l'exercice du pouvoir politique, qui avait été largement entamée par les dérives du maoïsme et de la Révolution culturelle, est reconnue *de novo* au PCC et à sa bureaucratie. En ce sens, les réformes relèvent d'une entreprise de légitimation d'un pouvoir politique qui n'était plus ressenti comme légitime. Les réformes viennent ainsi en réaction à l'émergence d'une crise de légitimité qui afflige le pouvoir. Dans *The Political Economy of a Plural World*, Robert W. Cox démontre l'importance que recouvre la question de la légitimité dans la juste compréhension de la nature des rapports État-société. Il soutient que:

A critical question about the state/society complex is the extent to which the state is securely sustained by its population. Conditions range from a population that is broadly participant in the political process and regards its political institutions as the natural order of things; and a population that looks upon political authority and its agents as alien predatory. To assess the range of situations between these extremes is to pose the *legitimacy* question (Cox 2002, 35).

2.3.2 La question de la légitimité politique en Chine et le mandat céleste

Avec le philosophe chinois Mengzi, la légitimité politique est une question qui a pris des contours bien précis en Chine. Au même titre que l'analyse de celle-ci évoque le contrat social dans la pensée politique occidentale, on lui rattache le concept de *tianming*, ou de mandat céleste, dans la pensée politique chinoise (Tucker 1997, 233-234). Willy Wo-Lap Lam, dans *The Era of Jiang Zemin*, souligne que: «Put in the East-Asiatic context, the concept of the social contract is

similar to the theory of the mandate of heaven, or legitimacy of governance» (Lam 1999, 150-151). Les différentes dynasties chinoises ont fondé la légitimité de leur pouvoir politique sur ce concept de mandat céleste qui, à certains égards et compte tenu de la nature autocratique du pouvoir impérial, présentait, selon John King Fairbank, des similarités avec le droit divin occidental (Fairbank 1989, 54). Selon Mengzi, disciple de Confucius et célèbre philosophe du 4^{ème} siècle av. J.C., le mandat céleste autorisait le *tianzi*, l'Empereur, aussi communément appelé le Fils du Ciel, à gouverner. La prospérité, la paix et l'ordre étaient aussi interprétés comme des signes qui démontraient hors de tout doute que celui qui gouvernait était bel et bien investi d'un tel mandat et pouvait continuer à s'en prévaloir pour légitimer son règne.

Or, John King Fairbank souligne que de telles modalités de légitimation du pouvoir politique, surtout lorsqu'elles sont ancrées dans des traditions millénaires et dans les mentalités ne disparaissent pas spontanément. Ainsi, les événements, qui ont séparé la fin de la Longue Marche, donc le moment où le PCC s'est emparé du pouvoir à Yan'an, dans la deuxième moitié des années 1930, et l'établissement de la RPC en 1949 après une guerre civile s'échelonnant sur 12 ans, ont démontré que les nationalistes avaient perdu le *tianming* que les forces communistes, menées par Mao Zedong, leur avaient ravi. En s'interrogeant sur les sources de cette forte légitimité dont bénéficiait le PCC, Fairbank rapporte que:

Le PCC se trouva, de manière inespérée, favorisé par l'intervention du Mandat céleste. Les communistes s'attendaient à mener plusieurs années de lutte avant d'arriver à dominer la Chine. Mais, en fait, lorsqu'ils eurent vaincu les armées nationalistes, le pays accepta tout entier leur nouvelle autorité. La soif de paix était universellement ressentie, et les résistances s'effacèrent devant la reconnaissance générale de la victoire du PCC. Le nombre de réalisations que la direction du PCC fut capable d'entreprendre en même temps tient du prodige (Fairbank 1989, 388).

Elizabeth J. Perry, dans *Challenging the Mandate of Heaven* (2001), souligne que ce modèle d'analyse est encore d'actualité pour comprendre le pouvoir et la contestation dans la Chine moderne. Elle propose tout simplement de faire ressortir les ressemblances entre le concept de *tianming* et celui de Ligne de la Masse utilisé abondamment par Mao Zedong lors de sa reconquête du pouvoir suprême durant la Révolution culturelle, pouvoir qui lui avait été ravi par Deng

Xiaoping et Liu Shaoqi suite à l'échec du Grand bond en avant. Pour Perry, les concepts de Ligne de la Masse et de *tianming* résonnent ensemble. Sur des périodes historiquement très éloignées, elle remarque qu'ils impulsent des modalités similaires aux rapports qui se nouent entre l'État et la société dans les processus de légitimation et de contestation du pouvoir politique. En tant que véhicules de la culture politique chinoise, ces concepts ont une génétique commune et permettent d'éclaircir des questions liées à la légitimité du pouvoir politique, aux dangers de la contestation, mais aussi à la possibilité de manipuler l'expression populaire pour conforter son propre pouvoir. À ce chapitre, Perry souligne que:

Throughout Chinese history, mass protests have played a special role in bestowing political legitimacy –whether according to Confucian or Communist principles. This contributes to a distinctive dynamic of state-society relations. On the one hand, Chinese political culture (whether framed in terms of the Mencian Mandate of Heaven or in term's of Mao's Mass line) encourages and empowers protesters to rise up from the ranks of society to challenge state leaders. On the other hand, precisely because of the importance of popular protest to political legitimacy, state authorities -be they emperors or general secretaries of the Communist Party- move aggressively to condone or to condemn particular outbreaks of protest activity (Perry 2001, 21).

À la fin de la Révolution culturelle, suite à la mort de Mao Zedong, devant la dislocation de la société chinoise et compte tenu de la pauvreté endémique qui sévissait, la Ligne de la Masse apparaissait comme ayant été bafouée et la légitimité du pouvoir du PCC en ressortait fortement précarisée. Or, en appuyant la contestation du Printemps de la démocratie de 1978-1979, dans le but de se débarrasser de ses rivaux politiques maoïsans comme Hua Guofeng, Deng Xiaoping a invoqué le respect des meilleurs intérêts de la population et a cherché à légitimer son pouvoir en se targuant de respecter la Ligne de la Masse, mandat céleste de la Chine communiste (Ruan 1992, 61). Cependant, une fois les réformes économiques enclenchées, Deng a eu tôt fait d'étouffer la contestation étant donné que la légitimité de son pouvoir semblait alors mieux assurée. Deng a su se servir de la contestation pour éliminer ses concurrents politiques et se prévaloir du mandat céleste. Par la suite, la contestation est devenue crainte par Deng et les autres partisans des réformes. La légitimité du pouvoir étant assise sur de nouvelles bases données par les réformes économiques, il fallait maintenant la préserver de toute contestation éventuelle.

2.3.3 Weber et les idéaux-types de la domination légitime

Max Weber est un sociologue qui a lié les questions de la légitimité et du pouvoir avec le plus grand des soucis analytiques. Son analyse des principaux types de domination légitime nous permet d'approfondir les liens entre la question de la légitimité politique et celle des réformes économiques entreprises en RPC. Dans son *Économie et société*, il a dépeint les principaux types de domination légitime. Il définit la domination légitime selon des conditions particulière d'obéissance. Plus précisément, il souligne qu'il s'agit de:

(...) la chance, pour des ordres spécifiques, de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus. Il ne s'agit pas de n'importe quelle chance d'exercer « puissance » et « influence » sur d'autres individus. En ce sens, la domination (l'autorité) peut reposer, dans un cas particulier, sur les motifs les plus divers de docilité : de la mornie habitude aux pures considérations rationnelles en finalité. Tout rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent, un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir (...), toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité (Weber 1971, 219-200).

Selon Weber, il existe trois types de domination légitime : la domination légale et rationnelle, la domination traditionnelle et la domination charismatique. La domination traditionnelle est définie comme: « reposant sur la croyance quotidienne en la sainteté de traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens » (Weber 1971, 222). Quant à lui, le mode charismatique est réputé se fonder: « sur la soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque ou à la valeur exemplaire d'une personne, ou encore d'ordres révélés ou émis par celle-ci » (Weber 1971, 222). Finalement, Weber conceptualise la domination légale et rationnelle comme reposant sur : « la croyance en la légalité des règlements arrêtés et du droit de donner des directives qu'ont ceux qui sont appelés à exercer la domination par ces moyens » (Weber 1971, 222).

2.3.3.1 L'ère Mao et la domination charismatique

Or, de la Révolution de 1949 jusqu'à la mort de Mao Zedong, sauf quelques années qui suivirent le Grand bond en avant et pendant lesquelles le Grand Timonier est resté en retrait du jeu politique, les vecteurs de la légitimité du pouvoir du PCC ont été charismatiques. La domination centrée sur le chef qu'était Mao Zedong a atteint son paroxysme durant la Révolution culturelle (1966-1976), alors que le culte de Mao et la profusion des dogmes maoïstes ont débouché sur l'acmé d'une domination charismatique. Max Weber rappelle que la domination charismatique se reconnaît à quatre principaux éléments qui sont la soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque, à la valeur exemplaire d'une personne et à la soumission aux ordres émis par elles.

Il ne fait nul doute que la domination exercée par Mao Zedong a satisfait à ces quatre conditions. Le caractère sacré de Mao Zedong est bien illustré aujourd'hui par la présence de son mausolée sur la Place Tienanmen, ou Place de la Porte de la Paix céleste, et par le flot interminable de pèlerins qui continuent, de manière ininterrompue, à défiler devant sa dépouille. Quant à elle, la vertu héroïque du personnage ressort de sa participation à l'odyssée de la Longue Marche, participation qui a longtemps été un critère dans l'attribution des plus hauts postes au sein du PCC. Outre cela, la valeur exemplaire de Mao est associée à son désir de défendre la patrie, duquel témoigne sa volonté perçue comme étant inébranlable de combattre l'occupant japonais. Enfin, la soumission absolue aux ordres qu'il a émis a débouché sur la Révolution culturelle. Cette soumission a été telle que tout l'ordre sociopolitique de la RPC en a été bouleversé.

2.3.3.2 Fin de l'ère Mao et crise de légitimité politique

Avec la mort de Mao, qui est survenue en 1976, et les manifestations de 1977 et de 1978, qui ont été tenues contre un régime encore maoïsant, le PCC était confronté à une profonde crise de légitimité et à la réalité de refonder son pouvoir sur de nouvelles bases. En 1949, la légitimité du PCC, puis celle de Mao Zedong,

étaient à leur paroxysme grâce aux succès incontestables qu'avait connus le mouvement révolutionnaire chinois depuis 1927. Néanmoins, ce sont les principaux événements qui ont scellé l'originalité de la voix révolutionnaire chinoise, comme les Cent Fleurs, le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle qui, des années plus tard, allaient participer à l'érosion de la légitimité politique de Mao et, par ricochet, à celle du PCC qui reposait sur l'aura de son chef. À cet égard, dans un texte écrit en 1976, l'historien Lucien Bianco rappelle effectivement que :

Pour la gloire de Mao, il eût mieux valu qu'il mourût, comme Lénine, quelques années après le triomphe de la révolution. Cela eût mieux valu aussi pour la révolution chinoise, alors que les choses auraient peut-être un peu moins mal tourné en Russie si Lénine avait vécu. Les plus bienveillants ne se risquent guère à comparer le bilan des vingt dernières années à l'œuvre antérieure de Mao. Ils décèlent dans la période récente une profonde originalité (celle de la « voie chinoise »), une ambition élevée, une promesse sans limites. Ils en vantent moins les réalisations. On ne peut, il est vrai, mesurer au même étalon le bilan des deux périodes : la conquête du pouvoir représente tout juste, selon l'une des formules les plus rebattues d'un auteur trop cité, « un premier pas dans une longue marche de dix mille li ». Les deux pas suivants (corriger les vices les plus flagrants d'un régime détesté et détestable, jeter les bases d'un ordre nouveau) furent allégrement franchis. Les difficultés réelles commencèrent lorsqu'on entreprit d'aller plus loin, en s'écartant des sentiers battus. Elles furent, tout compte fait, plus remarquables encore que l'originalité de la voie chinoise, dont on attribue d'ordinaire la paternité à Mao en oubliant de lui imputer la responsabilité des revers. Les expériences les plus neuves, celles qui ont soulevé les plus grands espoirs (Cent Fleurs, Grand Bond en avant, révolution culturelle) ont au total échoué. Comme c'est Mao qui les a décidées et au besoin imposées, cet échec est le sien (Bianco 1989, 341-342).

Max Weber explique qu'une domination charismatique tend à se routiniser, puis à se transformer sous la pression de différents facteurs. Il affirme ainsi que : « la domination charismatique (...) est amenée, dans son essence, à changer de caractère: elle se traditionalise ou se rationalise » (Weber 1971, 253). Il souligne aussi que ce changement s'explique par : « l'intérêt idéal et matériel qu'à la direction administrative: clientèle, disciples, homme de confiance du parti » (Weber 1971, 253). Weber aborde également la question de la succession qui survient lorsque la vie de celui à qui l'on prêtait charisme prend fin. Il met directement en lien celle-ci avec les intérêts de la direction administrative. À cet effet, il souligne que leurs : « intérêts deviennent typiquement actuels, en cas de disparition de la personne du porteur du charisme, dans le problème de la succession qui surgit alors (Weber 1971, 253). Dans le cadre de ce mémoire, nous suggérons que la

question de la succession a été posée à la fin des années 1970 en RPC et que les autorités ont choisi de privilégier la voie légale et rationnelle des réformes dans la satisfaction de leurs intérêts.

2.3.4 Le centralisme démocratique et la légitimité du pouvoir politique

Différentes théories ont tenté de définir les rouages du pouvoir dans les États qui adoptèrent le « centralisme démocratique ». Jusqu'à ce jour, celle de l'exercice du pouvoir politique par la bureaucratie et le Parti, dont la paternité revient à Léon Trotski, semble la plus convaincante. C'est grâce à cette théorie que nous pouvons mieux comprendre le fait que, devant les différentes manifestations de mécontentement populaire de la fin des années 1970 et le désenchantement général suscité par les écueils de la Révolution culturelle, le PCC a senti la fragilisation de son pouvoir et, en conséquence, a souhaité l'asseoir sur une nouvelle base: celle d'un pragmatisme rationnel qui serait épuré de l'idéologie.

Dans ses différents écrits sur le caractère et les attributs de la Révolution, Trotski met de l'avant une sociologie politique du pouvoir soviétique pour comprendre la centralité du rôle joué par la bureaucratie et le Parti, phénomène qui caractérisa très tôt l'URSS post-révolutionnaire. Il explique cette situation en faisant la démonstration que la bureaucratie d'un État révolutionnaire dirigé par un Parti unique léniniste, en l'absence de conditions objectives nécessaires à l'édification du socialisme, s'appropriera un pouvoir temporaire dont elle privera les masses en promettant de stimuler l'avènement de ces conditions. Ce pouvoir tendra à s'accroître et entraînera la constitution d'une nouvelle base politique: la bureaucratie de Parti. Trotski met en relief le fait que le pouvoir exercé par ce groupe social, du fait des privilèges qu'il procure, n'est pas légitime et que celui-ci rentre en contradiction avec les fondements de l'État révolutionnaire. De cet état de fait, émerge une constante préoccupation politique, et celle-ci apparaît sous les traits ineffables du besoin de légitimer ce dit pouvoir.

Nous sommes d'accord pour reconnaître l'existence de profondes divergences entre les révolutions russe et chinoise. Nous nous attardons cependant

sur le principe d'une confiscation de la démocratie⁷. Ainsi, des points communs d'envergure demeurent: un Parti unique omnipotent, des soviets ou des communes sans réel pouvoir, une distribution effective du pouvoir sociopolitique qui n'est pas conforme avec celle qui est prescrite par les textes fondateurs et un exercice illégitime du pouvoir politique puisqu'il est exercé par un groupe social ou un tyran (le Parti, la bureaucratie de Parti ou le Chef) en lieu et place de ceux qui devraient légitimement détenir le pouvoir (la classe ouvrière, la classe paysanne). Bref, autant pour le cas chinois que soviétique, l'analyse de Trotski nous permet de comprendre la précarité du pouvoir politique et l'interminable besoin de légitimation qui lui est associé.

Dans *Où va la Révolution soviétique*, Trotski théorise le Thermidor comme étant un processus de dégradation des conquêtes sociales qui est commun à toutes les révolutions qui s'usent. Dans ce passage, il dresse des similitudes entre la restauration des Bourbons dans la France post-révolutionnaire et l'usurpation du pouvoir par le Parti et la bureaucratie en URSS. Il affirme que :

Les révolutions n'ont pas conservé toutes les conquêtes qu'elles avaient faites, au cours de leur ascension la plus haute. Après qu'une classe, un parti, des individus ont fait la révolution, une autre classe, un autre parti, d'autres individus commencent à en profiter. Seul un sycophante invétéré pourra nier l'importance historique universelle de la Grande révolution française, bien que la réaction qui lui succéda fut si violente qu'elle conduisit le pays à la restauration des Bourbons. Thermidor fut la première sur la voie de la réaction. Les nouveaux fonctionnaires, les nouveaux propriétaires voulaient se régaler des fruits de la révolution. (...) Les éléments du processus thermidorien, qui, bien entendu conserve intégralement son originalité, se retrouvent au pays des Soviets (Trotski 1974, 119).

Dans *La quatrième internationale et l'URSS*, Trotski s'attarde davantage à dépeindre les caractéristiques transitoires du système politique en URSS qui est faussement reconnu tel un régime socialiste. Il souligne que la bureaucratie soviétique :

(...) engloutit, dilapide et dissipe une partie importante du bien national. Sa direction revient extrêmement cher au prolétariat. Elle occupe une situation extraordinairement privilégiée dans la société soviétique, non seulement au sens de droits politiques et administratifs, mais aussi au sens d'énormes avantages matériels. (...) Malgré les mensonges officiels et officieux, le régime soviétique actuel n'est pas un régime socialiste, mais transitoire. Il porte encore sur lui l'héritage monstrueux du capitalisme, non seulement d'ailleurs entre la

⁷ L'on doit ce terme au politologue Michel Roche qui a publié *La Démocratie confisquée* en 2000 chez L'Harmattan.

bureaucratie et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de la bureaucratie et à l'intérieur du prolétariat (Trotski 1974, 191).

Plus loin, il précise que la bureaucratie soviétique n'est pas une classe sociale et il la définit en soulignant qu'elle se livre à un parasitisme social. En ce sens, il soutient que:

(...) la bureaucratie, sous toutes ses manifestations, ébranle les attaches morales de la société soviétique, engendre un mécontentement aigu et légitime des masses (...). Néanmoins, les privilèges de la bureaucratie en eux-mêmes ne changent pas encore les bases de la société soviétique, car la bureaucratie puise ses privilèges, non de certains rapports particuliers de propriété, propres à elle, en tant que « classe », mais des rapports mêmes de possession qui furent créés par la révolution d'Octobre et, qui dans l'essentiel, sont adéquats à la dictature du prolétariat. Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple, nous avons affaire non pas à une exploitation de classe, au sens scientifique du mot, mais à un parasitisme social, fût-ce sur une très grande échelle. (...) Par leurs traits de parasitisme, la bureaucratie comme le clergé s'apparentent au lumpenprolétariat, qui ne représente pas non plus, comme on sait, une « classe indépendante » (Trotski 1974, 192).

Il importe tout de même d'observer une certaine prudence dans les parallèles qui peuvent être dressés entre les systèmes politiques chinois et soviétique. Ces traits particuliers ne font pas de l'importation du modèle de Trotski une opération incongrue et injustifiée dans la compréhension du fait politique en RPC. Parmi ces caractéristiques divergentes se retrouvent principalement: les déviations maoïstes par rapport au modèle soviétique et l'impact de la Révolution culturelle (Lewis Rosenbaum 1992, 7). Celles-ci n'ont toutefois pas eu pour effet de diminuer l'importance des questions liées à la légitimité du PCC et aux privilèges de ses membres dans la sociologie du pouvoir en RPC. En effet, par l'avènement d'un pouvoir politique plus collégial marqué par le retour en scène de la bureaucratie de Parti, elles sont devenues des enjeux fondamentaux suite à la mort de Mao Zedong et elles ont motivé la mise en route des réformes économiques.

Nous avons donc vu qu'au sortir de la Révolution culturelle, la légitimité du PCC s'avérait mal établie aussi bien devant la population chinoise que devant la communauté internationale. Établir, puis conforter cette légitimité relève encore du domaine des intérêts primordiaux du régime. C'est donc ainsi qu'aux yeux des dirigeants chinois, le fait d'épouser des normes allait permettre d'assurer cette légitimité. Comme le souligne Pang Zhongying:

China has been seeking to become an integral part of international society and is adapting to international norms dominated by the west. This is partly because of the disciplining nature of the international system. But more importantly, it is because key Chinese leaders have decided that these norms are conducive to China's own interest and identities (...) state socialization is seen by key elites as the best way of achieving economic growth and creating a new international status for China (including international legitimacy) in the world (...) China now views international norms as a positive force (Pang 2004, 352-353).

2.4 De la théorie à l'analyse : Synthèse sur les normes et la légitimité politique

De nos jours et corollairement à l'émergence de l'interdépendance complexe, l'une des voies d'obtention de la légitimité politique peut passer par le développement économique reposant sur la mise en valeur des avantages comparatifs. C'est justement dans cette optique que la RPC a importé un univers normatif libéral et qu'elle a adopté un comportement économique et commercial en accord avec ces mêmes normes.

Dans *International Norms Dynamics and Political Change*, Martha Finnemore et Kathryn Sikkink lient le fait d'importer des normes et la quête de la légitimité politique, qui en est souvent la motivation. Elles expliquent que ce souci émerge souvent lorsque surviennent des périodes de turbulences au sein de la vie politique domestique qui mettent en péril la légitimité des élites telle que celle-ci se retrouve perçue à l'international. Les auteurs soulignent que:

(...) an important condition for domestic receptiveness to international norms is a need for international legitimation. If legitimation is a main motivation for normative shifts, we might expect states to endorse international norms during periods of domestic turmoil in which the legitimacy of elites is threatened. If states seek to enhance their reputation or esteem, we would expect states that are insecure about their international status or reputation to embrace new international norms most eagerly and thoroughly (Finnemore et Sikkink 1998, 906).

S'intéressant à la légitimité internationale, la théorie de Finnemore et Sikkink vient compléter les sociologies du pouvoir politique avancées par Trotski et Weber, ce qui nous offre un modèle théorique original qui devient un précieux outil d'analyse. Essayant de comprendre la légitimité autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'État chinois, le modèle que nous proposons fournit une explication pertinente des motivations qui ont été sous-jacentes aux réformes économiques du début des années 1970.

Martha Finnemore et Kathryn Sikkink reconnaissent donc que l'importation de normes peut autant favoriser la légitimité sur le plan interne que sur le plan international. Par les réformes, la RPC, d'un même mouvement, s'est débarrassée d'une étiquette d'État déraisonné et irrationnel, puis s'est également assurée une nouvelle légitimité sur le plan domestique. Finnemore et Sikkink soutiennent que légitimité internationale et légitimité interne sont liées l'une à l'autre. Une

meilleure légitimité internationale amène souvent une plus grande légitimité domestique. À cet égard, les auteurs avancent que:

Scholars have long understood that legitimation is important for states and have recognized the role of international sources of legitimation in shaping state behaviour. (...) Certainly there are costs that come with being labelled a « rogue state » in international interactions, since this entails loss of reputation, trust, and credibility, the presence of which have been amply documented to contribute to Pareto-improving effects from interstate interaction. We argue, though, that states also care about international legitimation because it has become an essential contributor to perceptions of domestic legitimacy held by a state's own citizens. (...) Domestic legitimation is obviously important because it promotes compliance with government rules and laws; ruling by force alone is almost impossible. Thus, international legitimation is important insofar as it reflects back on government's domestic basis of legitimation and consent and thus ultimately on its ability to stay in power (Finnemore et Sikkink 1998, 903).

Dans les perspectives d'affermir sa légitimité domestique et internationale - l'une se nourrissant de l'autre et vice versa- le gouvernement de la RPC, dans ses relations avec Pyongyang, Moscou et Séoul, a mis de l'avant une coopération qui se fonde sur la promotion de normes globales se rattachant au libéralisme économique, mais aussi au multilatéralisme diplomatique. Le gouvernement chinois a donc fait le choix de devenir une courroie de transmission de ces normes. Comme nous l'avons vu, les analyses de Joseph Nye, Robert Keohane, de Martha Finnemore, de Kathryn Sikkink et de Pang Zhongying nous permettent d'approfondir les questions des régimes et des normes et de démontrer que celles-ci jouent un rôle fondamental dans la détermination du comportement des États dans un contexte d'interdépendance complexe.

Entre autres, nous montrerons que pour pouvoir profiter de la légitimité d'une puissance mondiale, la RPC ne peut pas agir en marge des régimes et des normes internationaux. De ce fait, elle est appelée à sociabiliser les plus petits États qui restent sous son influence relative, telle la Corée du Nord, aux normes du libéralisme économique. Ce rôle de prosélyte des normes est une conséquence du fait que la nouvelle politique étrangère de Beijing concourt à faire de la RPC le pivot moteur du régionalisme asiatique. À cet effet, Pang Zhongying nous rappelle que: «China has accepted and developed the idea of Asian regionalism as a process of interaction and socialization in the region» (Pang 2004, 355-356). Quant à lui, Yi

Xiongxiang souligne aussi la volonté qu'éprouve Beijing de vouloir montrer le bon exemple et de devenir le leader vertueux de la région. À cet effet, il souligne que:

China's grand design for its « peaceful developments » starts at the regional level, where Beijing seeks to reassert its traditional leadership role as a « virtuous leader ». Despite its global aspirations, Beijing is focusing its interests in the Asia-Pacific region: strengthening bilateral diplomacy, developing « constructive partnership of cooperation » and participating in regional multilateral organizations are three main mechanisms in China's « regional first » policy (...), Beijing's new found confidence in promoting bilateral relations with other Asian countries on the basis of « mutual understanding, mutual accommodation and mutual adjustment » and a recognition that economic interests are the driving force in bilateral ties represent a departure from the ideological alliance and opportunism that prevailed earlier in Chinese foreign policy. In its bilateral ties, China seeks to « chaoyue yishi xingtai yinsu » (go beyond ideological considerations) (Yi 2005, 87).

Toutefois, le PCC ne fait pas qu'importer des normes internationales pour conforter sa légitimité politique. C'est en poursuivant le même dessein qu'il en produit et en exporte également. S'inscrivant en porte à faux à la troisième vague de démocratisation, Beijing compose avec les fondements politiques de la Chine communiste et invoque des déterminismes culturels autoritaires pour conforter sa légitimité aux yeux de la population. En ce sens, les normes révolutionnaires célébrant le Parti unique prennent une teinte nationaliste, sinon régionaliste, et jouent notamment un rôle dans les modalités qui caractérisent les relations Beijing-Pyongyang. L'exportation de normes propres au « socialisme de marché » contribue au rayonnement régional de la Chine en Asie, du moins dans sa périphérie, et entraîne la formation d'une identité collective régionale centrée sur la reconnaissance de la supériorité d'un modèle de développement pour certaines sociétés. À cet effet, Alexander Wendt soutient que les identités collectives:

(...) stem from demonstration effect, diffusion, and « lesson drawing » (in which one society learns from another that one form of social organization) is « better » than another). The effect is to reduce the heterogeneity (or increase the similarity) among actors (Wendt 1994, 390).

L'exportation du modèle politique autoritaire du « socialisme de marché » conforte également la légitimité du PCC devant la population chinoise. En effet, le fait que ce modèle puisse être adopté par d'autres États montre indiscutablement que celui-ci en est un de qualité. À cet égard, Finnemore et Sikkink soulignent que:

Domestic legitimacy is the belief that existing political institutions are better than other alternatives and therefore deserve obedience. Increasingly, citizens make judgments about whether their government is better than alternatives by looking at

those alternatives (in the international and regional area) and by seeing what other people and countries say about their countries (Finnemore et Sikkink 1998, 903).

La position hégémonique du Parti dans l'espace sociopolitique est dorénavant expliquée en invoquant des particularismes nationaux et des normes culturelles qui sont particuliers à l'Asie confucéenne. Beijing, autant dans ses relations avec Pyongyang qu'avec d'autres pays d'Asie, se montre hostile au libéralisme politique. En encourageant le maintien de l'autoritarisme à Pyongyang et du Parti unique « éclairé », puis en appuyant les réformes de libéralisation économique et en s'opposant à une vie politique « idéologisée », le PCC cherche aussi à légitimer l'ordre du pouvoir en RPC, et ce, en projetant l'univers normatif auquel il adhère sur un État qui lui est satellite et qu'il reconnaît comme lui étant très proche culturellement.

Pour la RPC, le monde politico-économique d'aujourd'hui est hétérogène, multipolaire et laisse place une diversité des modèles. Alors que, comme le souligne Robert Gilpin: «Differing national systems of political economy constitute a serious obstacle to the movement toward an even more open multilateral global economy » (Gilpin 2001, 195), la RPC semble vouloir s'assurer de la conformité des systèmes qui lui sont limitrophes dans le but de permettre une meilleure intégration régionale et de battre en brèche l'unipolarité souhaitée à Washington. Il s'agit d'une intégration en vertu de laquelle son modèle gagnerait une valeur de référence, mais aussi de légitimité. Il apparaît clair que Beijing souhaite que « le socialisme de marché » devienne une norme prééminente, ce qui témoignerait des succès du modèle chinois. En conceptualisant ce type de norme, Finnemore et Sikkink soutiennent que :

Some domestic norms appear more likely candidates for internationalization than others. This could be due either to the quality of the norm itself or to the quality of the states promoting the norm. Drawing on natural selection theory, Ann Florini has argued that "prominence" is an important characteristic of norms that are likely to spread through the system. Norms held by states widely viewed as successful and desirable models are thus likely to become prominent and diffuse (Finnemore et Sikkink 1996, 906).

Après avoir procédé à une revue de littérature sur les concepts de normes et de légitimité politique, nous allons maintenant utiliser notre version amendée de la théorie de Dale Copeland pour mener nos trois études de cas. Tour à tour, nous

allons vérifier l'impact des attentes commerciales sur la détermination de la politique étrangère chinoise à l'égard de la Russie/URSS, de la Corée du Sud et de la Corée du Nord à partir du début des années 1980 et de l'enclenchement des réformes économiques en RPC. Dans l'étude de cas portant sur la Corée du Nord, nous accorderons une place fondamentale à la question de la légitimité politique afin de discerner et d'expliquer les éléments de coopération et de distanciation qui cohabitent dans la formulation de la politique étrangère chinoise à l'égard de Pyongyang.

3. La politique étrangère à l'égard de l'URSS/Russie (1978-2004)

Dans ce chapitre, il sera démontré que les difficultés économiques et politiques qui ont affligé l'URSS au début des années 1980 ont amené les autorités soviétiques à initier des réformes d'envergure en politique étrangère et en politique interne, et ce, en poursuivant l'ultime objectif de relancer l'économie du pays. Ces bouleversements ont poussé Beijing, qui avait déjà entamé son programme de réformes à la fin des années 1970, à voir en l'URSS réformée un partenaire économique prometteur, puis à entretenir à l'égard du voisin soviétique des attentes commerciales de plus en plus optimistes. Il faut tout de même préciser que le point d'origine des attentes commerciales entretenues par Beijing à l'égard de l'URSS remonte au moment où ont été initiées les réformes. En fait, pour Deng Xiaoping, l'ouverture économique de la Chine sur le monde ne pouvait que contribuer à galvaniser les échanges entre l'Empire du Milieu et les autres États. Cette analyse précise donc que l'émergence à Beijing d'attentes commerciales entretenues à l'égard de l'URSS a été consubstantielle à la nouvelle politique étrangère des réformes mais que, ces mêmes attentes ont été galvanisées par les changements introduits dans l'URSS gorbatchévienne. En outre, il sera avancé que la chute de l'URSS et la privatisation, puis l'intégration de l'économie russe au sein du marché mondial ont permis d'entretenir, puis de dynamiser les attentes commerciales chinoises à l'égard de Moscou.

Avec l'introduction des réformes et les impératifs des « quatre modernisations », la RPC a remis en question l'essence de la politique qu'elle observait envers l'URSS depuis le début des années 1960. Idéologisée, celle-ci condamnait l'hypertrophie bureaucratique soviétique et critiquait l'impérialisme du régime de Moscou. Beijing entendait démontrer que son modèle de gouvernement était une référence révolutionnaire, alors que l'URSS ne restait qu'une forme édulcorée du socialisme.

Cependant, à ces rivalités idéologiques, qui ont ponctué les relations sino-soviétiques pendant près de 30 ans, succédera, dans les années 1980, une

dynamique plus pragmatique aspirant à plus de coopération sur les plans diplomatique et économique. Devant les changements qui affectèrent la politique soviétique dans les années 1980 et la politique russe durant les années 1990, la RPC consolida les attentes commerciales qu'elle entretenait déjà à l'égard de Moscou, lesquelles débouchèrent sur des politiques chinoises cherchant toujours davantage de coopération entre ces deux États. L'analyse se fera en deux temps. Tout d'abord, dans les sections 3.1 à 3.5, nous nous attarderons au développement, puis à la consolidation des attentes commerciales optimistes entretenues par la Chine à l'égard de l'URSS et, subséquemment, de la Russie. Ensuite, dans la section 3.6, nous démontrerons que ces attentes ont généré une politique étrangère chinoise de plus en plus ouverte à l'égard de Moscou et que celles-ci ont entraîné davantage de coopération entre les deux États.

3.1 Le conflit sino-soviétique

3.1.1 Le conflit sino-soviétique et les rivalités idéologiques

Dès 1956, la RPC procéda à des manœuvres politiques qui firent comprendre au Parti communiste de l'Union Soviétique que Beijing refuserait dorénavant l'autorité hégémonique de Moscou à l'intérieur du mouvement communiste international. À cet effet, par la mise en route de la campagne des Cent Fleurs, Mao Zedong chercha, dans l'optique de s'opposer à la rigidité du révisionnisme auquel s'adonnait le PCUS, à favoriser la libre critique afin que le marxisme chinois ne tombe pas dans les mêmes travers que le marxisme soviétique (Lévesque 1973, 23)⁸. Durant la même période, le septième congrès du PCC s'attaqua directement au modèle soviétique en pourfendant les trois fléaux du « bureaucratisme », du « sectarisme » et du « subjectivisme ». Pour les communistes chinois, la condamnation de Staline au vingtième congrès du PCUS en 1956 allait marquer la défaite de la révolution soviétique au détriment des intérêts bureaucratiques. L'année suivante, en 1957, le Premier ministre chinois Zhou Enlai se rendit en Pologne et en Hongrie plaider que l'unité révolutionnaire était toujours possible dans la pluralité des façons de faire (Lévesque 1973, 25). Entre 1956 et 1960, les germes du schisme poussaient dans le terroir d'une critique chinoise de la bureaucratie soviétique dont, selon les idéologues de Beijing, les positions révisionnistes s'avéraient être le signe évident d'une capitulation de l'URSS face à l'impérialisme occidental.

En 1964, l'arrivée au pouvoir de Léonid Brejnev en URSS exacerba le phénomène bureaucratique que la RPC déplorait tant. Le mot d'ordre brejnévien était simple. Il visait la restauration des privilèges dont profitait la bureaucratie et qui avaient été attaqués sous Khrouchtchev. Également, la doctrine Brejnev conféra le droit à l'URSS d'envahir un État communiste qui n'aurait pas suivi la ligne politique prescrite par Moscou (Faust et Kornberg 1995, 107). Cette doctrine ne

⁸ Il est à noter que cette campagne de libre expression des opinions allait paradoxalement conduire à l'arrestation de nombreux dissidents politiques.

restait pas sans inféoder un lourd sentiment de frustration au sein d'une élite communiste chinoise fière de la voie originale dans laquelle elle s'était engagée.

Jacques Lévesque soutient que la Révolution culturelle fut en partie liée au conflit sino-soviétique et aux thèses brejnéviennes sur le mouvement communiste international (Lévesque 1973, 43). C'est fondamentalement dans sa volonté de rapprocher les cadres et les masses que la Révolution culturelle a critiqué durement le modèle soviétique. Ainsi, Lévesque souligne que le PCC arriva à la conclusion:

(...) qu'à l'intérieur de la bureaucratie du Parti et de l'État soviétiques s'était développée une nouvelle bourgeoisie qui restaurait de façon plus ou moins voilée le capitalisme en URSS au profit de ses intérêts et conduisait une politique extérieure en conformité avec les mêmes intérêts (Lévesque 1971, 60).

Ces perceptions entretenues par Beijing sur la nature du soviétisme attirèrent les foudres de Moscou en ce qu'elles compromettaient *de facto* la légitimité de la bureaucratie soviétique dans la direction du mouvement communiste à l'échelle internationale.

En 1967, les relations sino-soviétiques ont été rompues et la militarisation du conflit se traduisit par des pratiques d'intimidation quotidienne aux frontières, qui débouchèrent sur les accrochages sanglants de 1969 le long de la rivière Oussouri (Van Regemorter 1995, 95). De 1969 à 1978, la stratégie de Brejnev visa à entraîner l'Asie de l'Est dans un pacte de sécurité collective destiné à isoler la Chine. En 1978, ce projet avorta quand le Japon signa un traité d'amitié avec Beijing, préférant les « quatre modernisations » mises de l'avant par Deng Xiaoping à la stagnation du régime soviétique, conséquence directe du bureaucratisme brejnévien. Durant les années 1970, les relations sino-soviétiques ont été marquées, autant à Moscou qu'à Beijing, par la mise en exergue des aspects qui auraient consacré la trahison révolutionnaire de l'ennemi juré.

Dès 1979, la RPC, qui avait entamé les réformes, cherchait déjà à forger des relations de bon voisinage pour favoriser son développement économique (Faust et Kornberg 1995, 109). Beijing posa alors les conditions de la normalisation des relations avec Moscou⁹. L'URSS fit cependant la sourde oreille en continuant de

⁹ La réduction des troupes soviétiques sur les frontières, le retrait soviétique de l'Afghanistan et de la Mongolie, puis la cessation du support donné par l'URSS au Vietnam dans la guerre contre le Cambodge.

modeler sa politique étrangère au gré d'objectifs stratégiques et idéologiques, ce qui faisait sombrer l'économie du pays dans le marasme. Cependant, même devant le refus obstinément avancé par Moscou de se conformer aux conditions posées, la coopération entre les deux États s'accrut progressivement durant la décennie 1980. Mais, ce n'est qu'avec l'avènement de la *perestroïka* en 1985, par laquelle l'URSS adopta une politique étrangère plus pragmatique qui satisfaisait aux exigences de Beijing, que la normalisation sino-soviétique devint envisageable. La formulation de la politique étrangère de Beijing, de plus en plus déterminée par les impératifs liés aux réformes économiques, traduisait alors l'entretien d'attentes commerciales de plus en plus optimistes à l'égard de Moscou. Plus loin dans ce chapitre, dans la section 3.4, nous verrons en quoi la *perestroïka* et la mise en route d'une politique étrangère plus pragmatique, firent en sorte que Beijing formule des attentes commerciales toujours plus optimistes à l'égard de l'URSS.

3.2 Attentes commerciales chinoises et rapprochement sino-soviétique

Dans les années 1970, la politique étrangère de la Chine maoïste, bien qu'encore très idéologisée, apparaissait déjà comme plus pragmatique en remettant en question plusieurs références marxistes. La politique des « Trois Mondes » cherchait en premier lieu à opposer une résistance à l'hégémonisme du « Premier Monde », rassemblant l'URSS et les États-Unis, en forgeant une alliance entre les pays du Tiers-monde, ou « Troisième Monde », et les États du « Deuxième Monde », à l'intérieur duquel se trouvaient des pays développés comme le Japon, la France et l'Allemagne de l'Ouest. Cette politique étrangère comportait encore une forte dimension idéologique en ce qu'elle laissait une grande place au thème de l'anti-impérialisme (Zhao 2004, 4).

La rupture avec l'idéologie fut consommée avec la politique étrangère des réformes dessinée sous Deng Xiaoping. La politique pragmatique du *quanmian kaifang*¹⁰ devait être accompagnée d'une ouverture croissante sur le monde entier, sans laquelle le développement économique et la modernisation n'aurait su trouver les conditions de leur réalisation. Jusqu'à la fin des années 1970, Beijing a toujours fait la sourde oreille aux propositions de rapprochement présentées par Moscou (Pi 1989, 143). La politique étrangère des réformes changea la donne. En conséquence, dès 1979, Beijing entama des pourparlers de normalisation avec Moscou. Au mois de septembre de cette même année, Beijing envoya une délégation dans la capitale de l'URSS dans le but de précipiter un rapprochement entre les deux États et de discuter de la normalisation éventuelle de leurs relations (Pi 1989, 143).

Dans les années 1970, alors que les relations entre la RPC et l'URSS étaient très tendues, le total des échanges commerciaux, pris sur une base annuelle, oscillait entre 200 et 300 millions de dollars américains (Pi 1989, 149). Comparés au total des échanges commerciaux pour l'année 1959, qui s'élevait à deux milliards de dollars américains (Pi 1989, 149), les totaux annuels pour la décennie 1970 apparaissaient bien faibles. Ainsi, pour Beijing, il était clair que la mise en

¹⁰ Dont la traduction littérale du mandarin au français donne « ouverture de tous les côtés ».

route de la politique étrangère du *quanmian kaifang*, l'inclinant à adopter une attitude plus conciliante envers Moscou, allait naturellement déboucher sur une hausse du commerce entre les deux États. Également, Beijing ne restait pas sans méditer le fait que, dans les dernières années de la Révolution culturelle, la rigidité dont elle fit preuve à l'endroit des volontés de rapprochement exprimées par l'URSS expliquait en bonne partie l'état dégradé des relations sino-soviétiques. L'amélioration de la conjoncture relevait donc dans une large part de son pouvoir et de sa volonté.

Les chiffres de 1959 démontraient d'une manière convaincante le volume potentiellement plus élevé que pouvait atteindre le commerce entre Moscou et Beijing. En plaçant la question de la modernisation économique au cœur du débat politique, les réformes économiques chinoises, puis la formulation d'attentes commerciales positives, étaient indiscutablement aux sources d'une volonté chinoise de se rapprocher de Moscou. Pour Beijing, qui était décidée à discuter de normalisation avec l'URSS et qui avait fait le choix de coopérer davantage avec Moscou, le volume du commerce entre les deux États ne pouvait pas chuter sous le niveau de celui des années 1970.

Pour Lorne Bernard, les autorités chinoises ont ouvert leur politique étrangère par rapport à l'URSS parce qu'elles voyaient dans l'établissement et l'approfondissement de la coopération avec leur voisin la source potentielle d'énormes bénéfices sur le plan économique (Bernard 1990, 2). Selon Chi Su, la politique soviétique de Deng, qui cherchait davantage de coopération entre les deux États, a été lourdement déterminée par les impératifs économiques des réformes. Ainsi, il souligne que:

The prime force that has been moving China and Soviet Union toward détente is their parallel economic needs. In a sense, they are facing a common threat: « the new technological revolution » taking place in the Western democracies (and Japan) (Chi 1989, 117).

Or, pour Beijing, la politique étrangère soviétique en Asie était contraire aux impératifs de son propre développement économique en générant de lourdes tensions dans la région. Celles-ci nuisaient à la poursuite du *quanmian kaifang*, cette politique étrangère d'« ouverture de tous les côtés » mise au service des

« quatre modernisations » et des réformes économiques. La RPC posa trois conditions pour la normalisation des relations avec l'URSS (Pi 1989, 145). Tout d'abord, Moscou devait ramener la présence militaire à la frontière sino-soviétique au niveau de 1960. De 50 divisions, celle-ci devait impérativement passer à 12 divisions. Aussi, l'URSS devait retirer toutes ses troupes stationnées en Mongolie. Enfin, il fallait également que Moscou cesse d'appuyer l'occupation vietnamienne du Cambodge.

L'URSS ne satisfait pas aux trois demandes de la RPC dans l'immédiat, mais, dès le début des années 1980, les relations sino-soviétiques s'améliorèrent sur le plan commercial, et ce, sans pour autant parvenir à la normalisation. Il apparaît que derrière ce rapprochement, les impératifs chinois étaient essentiellement de nature économique. La RPC fut, en effet, disposée à laisser la question des trois conditions posées à l'URSS en suspens lorsque survint la possibilité de faciliter davantage les échanges commerciaux entre les deux États. Ainsi, en 1983, la RPC accepta d'ouvrir trois postes frontaliers, fermés depuis vingt ans, pour promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays. Les deux premiers se trouvant dans la province du Xinjiang et le troisième dans la province du Heilongjiang. L'amélioration des relations commerciales entre les deux États se fit rapidement ressentir. Le volume de échanges commerciaux entre Moscou et Beijing après avoir flotté entre 200 et 300 millions de dollars américains durant les années 1970, atteignit les 800 millions en 1983 et augmenta jusqu'à 1,17 milliard en 1984 (Pi 1989, 189).

A priori, les conditions posées par la RPC pour une normalisation des relations sino-soviétiques peuvent sembler relever du domaine stratégique. Or, il ressort que les dirigeants chinois se préoccupaient d'abord et avant tout de favoriser les conditions nécessaires au développement de l'économie chinoise, celles-ci passant inévitablement par une pacification de la région, mais aussi par le maintien de bonnes relations avec Washington. À cet égard, Chi Su cite Deng Xiaoping en rappelant l'essence de ses priorités dans la conduite de la politique étrangère chinoise : « our strategy in foreign affairs is to seek a peaceful environment to carry out the four modernizations » (Chi 1989, 117). Pour Pi Ying-hsien, les trois

conditions posées par Beijing ont servi à accorder aux autorités chinoises une marge de manœuvre afin qu'elles puissent modeler les relations sino-soviétiques au rythme de leur nouvelle politique étrangère du *quanmian kaifang*. Ainsi, souligne-t-il que :

When proposing the prerequisite to eliminating the « three major obstacles », Peking of course, understood that Moscow would not make any concessions in this respect. Therefore, Peking had ulterior motives for doing so. Peking's most important objective may be to gain the initiative in the normalization process, i.e., to use the « three major obstacles » to readjust the speed of the development of relations with Moscow in accordance with its national interests and its foreign policies. (...) However, when there was obvious progress in Peking-Moscow relations this spring, high-ranking U.S. officials reminded Peking that close economic and technological ties between Peking and Moscow might hinder U.S. technology transfers to Peking (Pi 1989, 158-159).

Pi Ying-hsien (Pi 1989, 153) résume en cinq points la position de Beijing, au début des années 1980, sur la normalisation de ses relations avec Moscou. On y remarque l'importance accordée par les autorités chinoises aux facteurs économiques, puis, par ricochet, à la constitution d'un environnement pacifique.

Tout d'abord, Beijing fait des efforts soutenus pour achever sa modernisation socialiste et, en conséquence, souhaite l'émergence d'un environnement international stable et pacifique. De plus, compte tenu du fait que la RPC et l'URSS sont deux États socialistes voisins, il est impératif que ceux-ci développent des relations politiques, économiques, scientifiques, technologiques et culturelles. En outre, l'approfondissement des relations sino-soviétiques ne sera pas seulement bénéfique pour les deux États, mais aussi pour le monde entier. Qui plus est, il y a récemment eu des progrès dans l'amélioration des relations bilatérales entre les deux États et Beijing souhaite poursuivre dans la même voie. Enfin, une condition impérative à la normalisation réside dans la résolution des trois principaux obstacles identifiés par Beijing.

3.3 Les réformes soviétiques : Une politique étrangère pragmatique et la *perestroïka*

En 1985, le taux de croissance de l'économie soviétique, limité à 3%, déclinait d'année en année depuis 20 ans (Lévesque 1995, 21). Aussi, à la même époque, le CAEM, espace économique dont le centre gravitationnel était l'URSS, battait de l'aile. Le CAEM, ou Conseil d'aide économique mutuelle, comprenait l'URSS, la Mongolie, six pays de l'Europe de l'Est, Cuba et le Vietnam. Le territoire couvert par cette organisation échappait en bonne partie au marché mondial capitaliste, sauf quand il s'agissait de fixer des prix communs pour permettre les échanges entre les pays dont les monnaies étaient non convertibles. Dans les années 1980, quatre problèmes majeurs expliquaient les ratés du CAEM et la nécessité pour l'URSS de diversifier ses partenaires économiques (Marrese 1990, 208).

Au chapitre de ceux-ci, nous retrouvons le déclin prononcé de la croissance économique et la baisse de la productivité des États membres. Également, des rigidités dans les institutions du CAEM et dans les gouvernements des États membres ont rendu plus difficiles les transferts technologiques, les échanges multilatéraux et l'exploitation productive des gains découlant du commerce bilatéral. De plus, l'hypertrophie bureaucratique qui caractérisait la plupart des États membres a généré des structures commerciales et productives s'adaptant plus difficilement aux mutations du système international et au phénomène de la mondialisation. Enfin, le CAEM ne parvenait pas à améliorer sa mauvaise posture à l'intérieur d'une économie mondiale dominée fortement par les structures de l'économie capitaliste.

Au même moment, aux États-Unis et dans les pays du G7, la croissance économique battait son plein grâce au virage technologique et à la hausse de la productivité dans le travail. Les conditions étaient si bonnes pour lancer une offensive contre le communisme que le tandem Reagan-Thatcher décida de faire monter la pression sur Moscou qui s'enlisait en Afghanistan. Autant à Washington qu'à Londres, de nouvelles dépenses militaires furent planifiées pour déstabiliser

l'URSS¹¹ (Thatcher, 1993). Les dirigeants soviétiques étaient divisés en deux camps : les conservateurs brejnéviens et les réformistes gorbatchéviens. Confronté à une croisée des chemins, Gorbatchev passa à l'histoire en engageant l'URSS sur le chemin des réformes.

La *perestroïka* soviétique, mise en route dès avril 1985, visa à restructurer l'URSS sur la base de trois axes de réforme. La réduction des dépenses militaires par une politique de détente internationale, l'accroissement de la production par une mobilisation intensive des ressources matérielles et technologiques, puis l'implantation de la *glasnost* qui visait à promouvoir un langage politique de vérité et de transparence (Dictionnaire de géopolitique du vingtième siècle 2000, 706). La réduction des dépenses militaires soviétiques obligea la définition d'une nouvelle politique étrangère qui, laissant les déterminants idéologiques d'antan de côté, sera accueillie positivement par les Chinois. Également, le fait que cette nouvelle politique étrangère fasse de l'économie la pierre de touche du développement soviétique fut bien reçu à Beijing. En effet, en plein développement, l'économie chinoise nécessitait non seulement de sécuriser son apport en ressources naturelles, dont, au chapitre des plus indispensables, figuraient le bois et le pétrole, ressources que l'on retrouvait abondamment en URSS, mais encore, l'économie chinoise éprouvait le besoin de trouver des débouchés aux produits de consommation à modeste prix qu'elle commençait à exporter (Faust et Kornberg 1995, 117). De plus, la réduction des dépenses militaires fit alors croire à Beijing que l'URSS allait procéder à une revitalisation et à une plus grande ouverture de son économie. Il va de soi que la volonté soviétique d'intégrer le marché mondial, puis celle d'abandonner progressivement le CAEM, ont contribué à la formulation d'attentes commerciales optimistes à Beijing.

Dès la seconde moitié des années 1980, l'insertion de l'URSS au sein du marché mondial passa surtout par la mise en place de certaines procédures, puis de plusieurs réaménagements législatifs, destinés à promouvoir le commerce entre l'URSS et les États, qui comme la Chine, ne faisaient pas partie de la zone CAEM. Dès les années 1970, conséquemment aux deux chocs pétroliers, l'URSS augmenta

¹¹ Par exemple, le projet de défense Star Wars ou l'Initiative de défense stratégique de 1983.

le volume de ses exportations destinées aux États qui ne faisaient pas partie du CAEM. Pour l'essentiel, Moscou profitait de la hausse des prix mondiaux de l'or noir pour écouler sur le marché mondial une partie de sa production pétrolière. En 1986, 47,3% du commerce soviétique avec les États ne faisant pas partie du CAEM relevait du domaine des énergies fossiles (Balassa et Claudon 1990, 110). Or, les chutes successives des prix du pétrole, qui survinrent au même moment, puis les très chroniques difficultés économiques soviétiques et la détérioration de la balance commerciale avec les États situés hors de la zone CAEM, firent en sorte que se multiplièrent les opinions bureaucratiques en faveur de la diversification des partenaires commerciaux. Pour plusieurs commentateurs comme Bela Balassa et Michael P. Claudon, les avantages comparatifs de l'URSS devaient être exploités, alors que l'adoption des principes de concurrence et de profit devait servir à propulser l'économie soviétique (Balassa et Claudon 1990, 115). Ceci dit, dès 1988, la part du commerce extérieur soviétique relevant strictement des entreprises, plutôt que des agences gouvernementales, était déjà de plus de 50% (Marrese 1990, 208).

À partir de 1985, différentes mesures économiques, politiques et administratives furent prises en faveur de l'ouverture de l'économie soviétique (Popov 1990, 102; Brisacier et Peretti-Vatel 1994, 20). Par exemple, en octobre 1985, la nomination de Boris Aristov, réformateur convaincu, au poste de ministre du Commerce avec l'extérieur illustre cette nouvelle tendance. Les politiques de ce dernier ont surtout cherché à réduire l'obstacle bureaucratique dans la planification et la gestion du commerce soviétique. Aussi, en août 1986, le Comité central et le Conseil des Ministres ont établi une commission d'État chargée du commerce avec l'étranger. Cette dernière devait coordonner et réguler plusieurs sphères d'activité ayant trait au commerce avec l'étranger comme la finance internationale, la production destinée à l'exportation, le tourisme, les infrastructures du transport et le travail des différents ministères ou agences qui ont trait au commerce extérieur.

Également, en janvier 1987, le Conseil des Ministres a adopté une résolution prévoyant la future légalisation et l'encouragement des entreprises à capitaux mixtes en URSS. À la fin de 1987, on en dénombra 23, au terme de 1988,

191, à la conclusion de 1989, 365. Qui plus est, en octobre 1987, une résolution du Comité Central et du Conseil des Ministres prescrivit des mesures reconnaissant la nécessité de réduire l'écart entre les prix internationaux et les prix domestiques. Dorénavant, pour faciliter le commerce, un décret de 1988 établit que le système de taux de change à coefficient variable devait être remplacé par un système de taux de change à coefficient fixe.

De plus, dès 1987, sera mise en œuvre une élimination progressive du système de retenues gouvernementales sur les devises étrangères provenant du paiement des exportations. Ainsi, dorénavant, un nombre croissant d'entreprises disposera des devises nécessaires permettant d'importer directement des intrants de l'étranger. Ensuite, le décret du 2 novembre 1988 étendit la liberté de commerce extérieur à presque toutes les entreprises. Ainsi, de nouvelles mesures sont instituées permettant aux entreprises de mettre la main sur des devises par un système de ventes aux enchères. Finalement, suivant l'exemple de la RPC, les bureaucrates soviétiques caressèrent l'idée d'établir des zones économiques spéciales pour attirer les investissements étrangers. Selon les plans de 1988, ce régime économique préférentiel devait toucher les régions de l'Extrême-orient russe, de Leningrad et de Novgorod. Le choix de l'Extrême-orient russe fit foi d'une volonté de Moscou de tirer profit du dynamisme économique chinois. Ces différentes mesures politiques, économiques et administratives eurent une influence sur l'ensemble des activités commerciales de l'URSS, ainsi que sur la tangente que suivront les relations sino-soviétiques. Entre autres, elles firent en sorte que la RPC formule des attentes commerciales de plus en plus optimistes envers l'URSS.

La nouvelle politique étrangère sous Gorbatchev prit en compte les conditions sous-jacentes à l'épanouissement des réformes économiques de la *perestroïka* (Hippia 1996, 98). En évacuant les déterminants idéologiques de jadis, elle ouvrit la porte à une normalisation des relations sino-soviétiques. Rompant avec la politique étrangère de Lénine et de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien, puis avec la politique étrangère du *Socialisme dans un seul pays* de Staline, qui fut poursuivie par les régimes bureaucratiques qui lui succéderont, la nouvelle politique étrangère soviétique de la *perestroïka* en fut une d'ouverture qui

se focalisa sur la coopération dans le désarmement, sur la stabilité du système international et sur l'atteinte des conditions requises à l'épanouissement économique. À cette époque, le Ministre aux Affaires étrangères de l'URSS, Édouard Chevardnadze, souligna que:

L'aspect économique des relations internationales devient aujourd'hui prioritaire. Dans ce domaine, il faut repenser certaines de nos approches. Le peu de perspicacité de certaines décisions prises à l'époque est évident. Par exemple, la non-participation de notre pays aux organisations économiques mondiales. De ce fait, nous subissons aujourd'hui d'importantes pertes. Il faut entrer dans le courant général de l'économie mondiale, mais maintenant ce n'est pas facile (Hippia 1996, 98).

Quant à lui, E. Obminski mit de l'avant que:

Le dégel dans les relations économiques internationales dépend essentiellement de la cessation de la course aux armements et du bannissement total des armes nucléaires. Car cela permettra de renforcer la confiance de ne plus craindre le lendemain. Dans les actuelles conditions nouvelles, il importe avant tout d'harmoniser nos processus économiques intérieurs et notre participation à l'économie mondiale (Hippia 1996, 103).

3.4 La RPC et la *Perestroïka*

La formulation par la Chine d'attentes commerciales optimistes à l'égard de l'URSS remonte donc à la fin des années 1970, mais celles-ci se consolident avec l'arrivée de Gorbatchev au Kremlin. Ainsi, avec la *Perestroïka*, la RPC ouvrit sans cesse sa politique étrangère à l'égard de Moscou et chercha à approfondir, à un rythme de plus en plus accéléré, la coopération entre les deux États.

La mise en route de la *Perestroïka* soviétique a démontré aux autorités chinoises qu'une nouvelle proximité existait entre l'URSS et la RPC. Il émergea en conséquence une prise de conscience d'un destin historique commun à partir duquel il devenait possible d'élargir les bases de la coopération entre Moscou et Beijing. En effet, les projets de réforme mis en route par Deng Xiaoping, tout comme ceux qu'élabora Gorbatchev, reposèrent sur une conviction partagée à propos du caractère suranné et anachronique des modèles de l'économie centralisée et planifiée. Comme le souligne Chi Su, Deng et Gorbatchev comprirent que :

If they do not accelerate their internal reform programs, both are likely to be thrown farther behind in terms of national power, and both would become second-rate powers by the end of the century. This awareness is the basic understanding of Deng's and Gorbachev's leadership. Because of it, they are increasingly speaking a common language and acquiring an interest in « seeking commonalities while putting aside the differences » (Chi 1989, 117).

Dès son arrivée au sommet du pouvoir soviétique, Gorbatchev s'est montré enclin à approfondir les relations sino-soviétiques, puis, il a insisté sur l'importance de forger et d'accroître de saines relations économiques entre les deux États. Pi Ying-Hsien a résumé en deux points la politique étrangère chinoise de Gorbatchev (Pi 1989, 103). L'énoncé de celle-ci fit en sorte que les autorités chinoises consolidèrent les attentes commerciales qu'elles entretenaient à l'égard de l'URSS. Tout d'abord, les Soviétiques affirmèrent qu'ils respectaient les réformes chinoises et comprenaient l'objectif poursuivi de moderniser un pays socialiste. Moscou reconnut qu'il y avait des similarités dans les efforts fournis par les deux États dans la priorité accordée à la poursuite du développement économique et social. Ainsi, la RPC et l'URSS devaient coopérer dans les sphères qui leur seraient mutuellement bénéfiques. Plus les relations bilatérales s'approfondiraient, plus les deux États

pourraient s'enrichir des expériences de l'autre. Également, Moscou reconnut que les économies soviétique et chinoise étaient dotées de caractéristiques complémentaires. En vertu de celles-ci, l'URSS reconnut aux relations économiques sino-soviétiques un formidable potentiel de développement, et ce, surtout en ce qui concernait les régions bordant la frontière entre les deux États. En l'occurrence, on stipula à Moscou que les deux peuples se devaient d'exploiter de concert les ressources qui se trouvaient dans la périphérie du fleuve Amour de manière à en tirer des bénéfices communs.

En RPC, la venue de Gorbatchev fut bien accueillie. La jeunesse et la nouveauté du personnage contrastaient avec l'immobilisme, la rigidité et le conservatisme des figures qui l'avaient précédé. À cet égard, Chi Su rappelle que: « The election of the 55-year-old Gorbachev as the top leader put an end to the gerontocracy in Soviet Union and ushered in a new era in Soviet policy » (Chi 1989, 118). Il souligne également que Gorbatchev: « (...) is believed by Chinese analysts to be sincere (...), they seem to have never doubted Gorbachev's intention » (Chi 1989, 118). Comme la modernisation socialiste était déjà bien enclenchée et qu'elle battait son plein dans la Chine au milieu des années 1980, l'intérêt des dirigeants pour un rapprochement avec l'URSS s'avéra d'autant plus vif. En fait, la revitalisation et l'expansion des entreprises chinoises requéraient l'importation de matériel étranger et les dirigeants pékinois savaient bien qu'une bonne partie de celui-ci devrait provenir de l'URSS ou de l'Europe de l'Est. Pi Ying-Hsien souligne que les objectifs de la RPC étaient:

To accelerate its « socialist modernization » by strengthening economic relations and trade relations with the Soviet Union. To facilitate the realization of its modernization program, Peking intends to introduce advanced technology and equipment from the West, notably the United States, and will try to obtain ordinary equipment and accessories from Eastern Europe, particularly the Soviet Union, to renovate its existing enterprises. There are about 400,000 enterprises on mainland China and the equipment of 75 percent of them came from the Soviet Union or East European countries. Therefore, for technical innovation, reconstruction, or expansion of these enterprises and replenishment of their accessories and parts, Peking must depend on imports from the Soviet Union and East European countries (Pi 1989, 155).

Durant la période qui s'échelonna entre l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir et la chute de l'URSS en 1991, les attentes commerciales chinoises à l'égard de

l'URSS se consolidèrent et Beijing aspira à toujours plus de coopération avec Moscou. Les deux États normaliseront même leurs relations en 1989, ce qui relevait de l'utopie une décennie plus tôt. Avec la chute de l'URSS, la privatisation et l'intégration de l'économie russe au marché mondial, les autorités chinoises galvaniseront encore davantage leurs attentes commerciales par rapport à Moscou.

3.5 La chute de l'URSS et la galvanisation des attentes commerciales chinoises

Dès 1990, les dirigeants de plusieurs républiques soviétiques décrétèrent la préséance des lois de chacune des républiques sur les lois de l'Union. En approuvant le plan des « cinq cents jours » de 1991, soutenu par Boris Eltsine, (Dictionnaire de géopolitique du vingtième siècle 2000, 707), Gorbatchev fit la preuve que la faible marge de manœuvre restant alors au gouvernement central de Moscou ne permettait plus à ce dernier de contester, d'obstruer ou d'amender significativement le processus d'insertion de l'URSS au sein du marché mondial capitaliste. En juin 1991, l'élection au suffrage universel de Boris Eltsine au titre de Président de la Russie accéléra vertigineusement les réformes politiques et économiques déjà entamées dans l'URSS des années 1980. Dès cet instant, Eltsine profita indiscutablement d'une toute nouvelle légitimité démocratique et celle-ci lui permit d'enclencher la « thérapie de choc » prescrite par les organisations internationales telles le FMI et la BM. La dissolution de l'URSS survint le 25 décembre 1991. Les processus de capitalisation de l'économie russe, puis celui de son intégration toujours plus poussée au sein du marché mondial capitaliste, s'en trouvèrent immédiatement catalysés. Après deux années d'incertitude, soit 1992 et 1993, les attentes commerciales chinoises furent propulsées à de nouveaux sommets. Ainsi, en 1994, lors des négociations pour un partenariat constructif entre Moscou et Beijing, les dirigeants des deux États posèrent comme objectif prioritaire de faire en sorte que les relations commerciales sino-russes atteignent le cap des 20 milliards de dollars par année en 2000 (Constantin 2000, 2-3).

3.6 Attentes commerciales et ouverture de la politique étrangère

Nous avons vu que, dès 1979, dans la foulée de la mise en route des réformes économiques et de sa politique étrangère du *quanmian kaifang*, la RPC avait formulé des attentes commerciales positives à l'égard de l'URSS. Celles-ci, sur le plan diplomatique, ont poussé la Chine à ouvrir sa politique étrangère à l'égard de l'URSS. En septembre 1979, la RPC dépêcha à Moscou une importante délégation qui avait pour mission de négocier la normalisation des relations avec l'URSS (Pi 1989, 143). Il s'agissait alors d'un point tournant dans la politique soviétique de Beijing. En effet, durant les années 1970, la RPC faisait la sourde oreille aux propositions de rapprochement avancées par Moscou et lui préférait les États-Unis dont elle se rapprochait depuis que Beijing et Washington avaient décidé de normaliser leurs relations. Cette délégation imposa trois conditions pour la normalisation des relations avec l'URSS. Or, le fait que Moscou n'ait pas complètement satisfait à celles-ci durant les années 1980 n'a jamais ralenti le rythme des rapprochements sino-soviétiques. À cet égard, Chi Su rappelle la position de Zhao Ziyang, alors Premier ministre de la RPC, suite aux refus répétés de l'URSS de satisfaire aux conditions posées par Beijing lors des négociations de 1982 qui se tenaient dans la capitale chinoise. Pour Zhao: « (...) talks would continue and (...) China's opposition to Soviet hegemonism and Beijing-Moscow dialogue were not contradictory to one another » (Chi 1989, 110).

De 1982 à 1985, les relations diplomatiques ne cessèrent de se réchauffer entre l'URSS et la RPC. En novembre 1982, lors des funérailles de Brejnev, les Ministres aux Affaires étrangères soviétique et chinois, Andrei Gromyko et Huang Hua, se rencontrèrent. En 1983, le nouveau Ministre soviétique aux Affaires étrangères, Mikhail Kapitsa, fut reçu en grandes pompes à Beijing. C'est également à cette occasion que les relations se réchauffèrent sur le plan commercial alors que Moscou et Beijing s'entendirent pour rouvrir les frontières le long des fleuves Amour et Oussouri au commerce bilatéral (Chi 1989, 112). De plus, les deux États se mirent d'accord pour doubler le commerce bilatéral pour l'année suivante et l'aide de l'URSS fut sollicitée par la RPC pour la rénovation de plusieurs

entreprises dans la province du Heilongjiang (Chi 1989, 112). Durant la période 1982-1985, la valeur annuelle des échanges sino-soviétiques a augmenté vertigineusement. De 412,3 millions de dollars américains en 1982, elle est passée à 756,7 millions en 1983, à 1,5 milliard en 1984 et à 2,5 milliards en 1985 (Pi 1989, 175).

En 1985, l'arrivée de Gorbatchev au pinacle du pouvoir politique galvanisa encore davantage l'intérêt des dirigeants chinois pour un rapprochement sino-soviétique plus substantiel. En décembre 1985, Li Peng, alors Vice-premier ministre, se rendit à Moscou. En 1986, se tint, à Beijing, la première rencontre de la commission sino-soviétique pour la coopération technique, scientifique, commerciale et économique. L'ouverture des frontières au commerce entre les deux États fut étendue au Xinjiang et à l'Asie centrale soviétique (Chi 1989, 114). On s'entendit conjointement pour que la valeur des échanges sino-russes atteigne les 15 milliards de dollars américains en 1990 (Pi 1989, 174). Sur le plan diplomatique, la visite du Vice-premier ministre soviétique Nikolai Talyzin, en septembre 1986, déboucha sur un nouvel accord consulaire avec la RPC (Pi 1989, 174-175). En outre, c'est aussi 1986 que survint un tournant décisif dans le processus de normalisation entre les deux États. En juillet, dans un discours prononcé à Vladivostok, Gorbatchev annonça qu'il était prêt à retirer certaines des troupes qui étaient massées en Afghanistan, en Mongolie et sur la frontière sino-soviétique (Chi 1989, 174). En novembre 1987, Deng Xiaoping proposa la tenue d'une rencontre au sommet avec Mikhaïl Gorbatchev. Cette première implication directe de Deng Xiaoping dans le processus de normalisation démontra hors de tout doute la volonté chinoise d'inaugurer une nouvelle ère de coopération avec Moscou.

Par la suite, les événements modifiant l'état des relations entre Moscou et Beijing allaient se succéder rapidement. Dès 1988, la frontière sino-soviétique s'avéra de nouveau ouverte pour les passages piétonniers et automobiles. Aussitôt, des pourparlers entre les autorités régionales chinoises et soviétiques furent entamés au sujet d'éventuels programmes de coopération énergétique (Moltz 1995, 164). En mai 1989, lors de la visite de Gorbatchev en RPC, la normalisation des relations sino-soviétiques était confirmée. Celle-ci mit un terme à un conflit vieux de plus de

30 ans. Sur le plan du commerce bilatéral, de 4,1 milliards en 1986, les échanges commerciaux entre les deux pays passèrent à 5,9 milliards de dollars en 1989 (IMF, Direction of trade 1991).

Pour Chi Su, quatre constats, qui résument l'essence de notre argumentation, peuvent être tirés de l'amélioration des relations sino-soviétiques durant la deuxième moitié des années 1980. Il mentionne que:

The bilateral relations between China and the Soviet Union have improved greatly. Not only the polemics have been ceased completely, but the two sides have exchanged warm greetings and visits. The level of visitors has also been raised from ministry official to first vice premier. With the expansion of trade and other contacts, a web of ties has been established between the bureaucracies (diplomatic, strategic, trade, economic planning, regional, cultural, academic, etc.), if not between the societies of both countries (Chi 1989, 114).

Les deux premières années qui ont suivi la chute de l'URSS, soit 1992 et 1993, laissèrent place à un certain refroidissement des relations sino-russes. Il y a deux principaux facteurs qui permettent d'expliquer cet état de fait. Le premier réside dans la politique étrangère atlantiste mise en route par le gouvernement Eltsine. Ainsi, au début de 1992, la politique extérieure mise de l'avant par le Ministre aux Affaires étrangères Andreï Kozyrev cherchait avant tout à faire de l'État russe un État européen. Tournée vers l'Occident et elle recevait l'appui d'une majorité de la population qui y voyait une étape consubstantielle au processus de démocratisation du système politique. Outre cela, celle-ci visait également à s'assurer les bonnes grâces des pays du G7 et des organisations internationales, telles que le FMI, desquels provenait l'aide financière conditionnelle à la poursuite des réformes économiques. Le deuxième facteur qui explique ce refroidissement est le fait que les autorités chinoises craignaient au plus haut point de voir la Russie devenir un État de plus en plus démocratique, phénomène qui aurait pu alimenter des courants de contestation en RPC critiquant l'autocratie du PCC et qui auraient pu catalyser des soulèvements populaires contre l'autoritarisme rappelant les événements de Tiananmen en 1989. Pour les dirigeants communistes chinois, les réformes politiques de la *glasnost* avaient été poussées trop loin, alors que les réformes économiques de la *perestroïka* avaient été trop hésitantes (Faust et Kornberg 1995, 112).

À la fin de 1992, alors que les réformes économiques déstabilisaient la société russe en creusant sans cesse davantage le fossé des inégalités sociales, de nombreuses pressions émanèrent de la Douma afin que la Russie se redresse et ne tombe pas dans un état de complète vassalité par rapport à l'Occident. En conséquence, la politique étrangère russe fut amendée afin d'accorder davantage d'importance au continent asiatique. En conséquence, en novembre 1992, le Président Eltsine se rendit à Séoul, en décembre de la même année à Beijing, puis à New Delhi en janvier 1993.

Dans les années suivantes, les rapprochements et les visites en tout genre ne cesseront de se multiplier entre les plus hauts représentants politiques des deux États. Les pourparlers resteront essentiellement de nature économique. Bien que le volume des échanges commerciaux fut, mois après mois, en pleine croissance entre les deux États, Moscou et Beijing en restèrent insatisfaits. Le fait qu'il s'agissait d'un commerce plutôt local, dont les voies restaient moins accessibles aux grandes entreprises russes et chinoises, ne contribuait pas à faire de ces échanges le moteur d'une croissance économique d'envergure. À cet effet, James Clay Moltz rappelle que les échanges non planifiés qui avaient lieu à la frontière sino-russe représentaient en 1992 plus de 46% du commerce qui s'opérait entre les deux États (Moltz 1995, 179). En 1993, plus du tiers des échanges commerciaux sino-russes s'effectuèrent à l'intérieur d'une zone restreinte se limitant au Heilongjiang chinois et à l'Extrême-Orient russe (Wishnick 1998, 430).

En conséquence, entre 1992 et 1994, les autorités russes envoyèrent plus de trente délégations commerciales en RPC, le Premier ministre Tchernomyrdine et Eltsine allèrent également à Beijing. Du côté chinois, le Président Jiang Zemin et le Ministre aux Affaires étrangères Qian Qichen se rendirent à Moscou. De ces différentes rencontres, émergea l'idée que la conclusion d'un partenariat privilégié pourrait faire en sorte que la coopération entre Moscou et Beijing s'épanouisse à l'intérieur d'un cadre plus officiel, et, aussi, plus réglementé. En 1994, la RPC et la Russie conclurent un partenariat constructif dont l'essence s'avérait surtout économique. Il y fut fixé l'objectif de voir les échanges commerciaux entre les deux pays atteindre les 20 milliards de dollars en l'an 2000 (Constantin 2000, 2-3).

En 1996, un nouveau partenariat fut négocié entre la Russie et la Chine. Alors que Eltsine mandata Evgueni Primakov, son nouveau Ministre aux Affaires étrangères, de doter Moscou d'une nouvelle politique étrangère montrant que la Russie restait un État fort et souverain encore apte à faire contrepoids à l'OTAN, la RPC cherchait à consolider ses liens commerciaux avec son voisin. Le partenariat sino-russe de 1996 contenait six points précis (Anderson 1997, 22). Ceux-ci permettent de remarquer une toujours plus grande ouverture de la politique étrangère formulée par la RPC à l'endroit de la Russie, et ce, tant sur les plans diplomatique et stratégique qu'économique.

On y retrouvait tout d'abord un engagement bilatéral visant l'accroissement des liens économiques et politiques entre Moscou et Beijing. On y fait aussi mention de l'existence d'un but commun dans l'augmentation du commerce bilatéral. De plus, on y soulignait l'importance de créer un système multilatéral en Asie. En outre, fut mise de l'avant une volonté de coordonner les positions des deux États au sein des Nations Unies. Suite à cela, les deux États s'engagèrent à respecter inconditionnellement la souveraineté de l'autre partie. Enfin, le nouveau partenariat renfermait un engagement conjoint en faveur de la préservation d'un monde multipolaire.

Sur le plan du commerce bilatéral, les échanges entre la Russie et la RPC passèrent de 5,8 milliards en 1992 à 6,8 milliards de dollars américains en 1996 (IMF, Direction of trade 1997). Entre 1992 et 1996, la coopération sino-russe a pris la voie de nombreux projets d'envergure dans le domaine de l'énergie, des matières premières et des télécommunications. Faut-il préciser que de 1997 à aujourd'hui, la politique étrangère chinoise a continué de s'ouvrir toujours davantage à la Russie. En prenant en compte la hausse constante du commerce entre les deux États, les autorités chinoises ont toujours renouvelé et consolidé leurs attentes commerciales optimistes à l'égard de leur voisin russe. Pour preuve, le total des échanges commerciaux entre les deux États se chiffrant à 6,1 milliards de dollars américains en 1997 a augmenté à 7,74 milliards en 2000, à 10,66 milliards en 2001, à 11,93 milliards en 2002, et à 15,75 milliards en 2003 (IMF, Direction of trade 2004)¹².

¹² À ce jour, les dernières données disponibles remontent à l'année 2003.

Depuis le milieu des années 1990, les relations sino-russes se sont approfondies sur les plans diplomatique et économique. La politique étrangère mise également de l'avant par Jiang Zemin a toujours cherché davantage de coopération avec le voisin russe. Ainsi, Elizabeth Wishnick rappelle que:

According to Jiang, it was necessary to chart out a new form of cooperation, because the history of relations between Beijing and Moscow showed that both alliances and confrontations have been detrimental to the development of bilateral ties. Reiterating China's commitment to an independent foreign policy, the Chinese leader said that cooperation with Russia would further promote the development of global stability and multipolarity (Wishnick 2001, 805-806).

Lors d'une rencontre au sommet qui s'est tenue en juillet 2000, Jiang Zemin proposa la conclusion d'un traité d'amitié entre Moscou et Beijing. Ce traité, ratifié en 2001, témoigna d'une volonté toujours plus manifeste de coopérer avec la Russie, et ce, compte tenu du fait que la politique étrangère de neutralité diplomatique de Beijing avait, depuis les années 1980, conduit les dirigeants chinois à rejeter la possibilité de signer un traité de cette nature avec un autre État. Il va de soi que, sans pour autant déboucher sur une alliance stratégique, ce traité, valable pour une durée de 20 ans, consolida la coopération sino-russe (Wishnick 2001, 803).

Dans les années 1990, au fur et à mesure que la coopération sino-russe se développait, l'intérêt des dirigeants chinois se tourna de plus en plus vers les ressources énergétiques de la Russie. Ceci s'explique notamment par le fait que, conséquemment au rythme accéléré du développement économique en RPC, la sécurisation de l'approvisionnement en ressources énergétiques, tout particulièrement en pétrole et en gaz naturel, devint une priorité fondamentale pour les autorités chinoises. Soulignons l'importance de la croissance économique chinoise d'alors en mentionnant que le PNB de la RPC passa de 2586,4 milliards de yuans en 1992, à 5851,1 milliards en 1995, à 8935,7 en 2000, puis finalement, à 11689,8 milliards en 2003 (IMF, Direction of trade 2004). Ainsi, sur une période de 10 ans, l'on peut constater l'existence d'une hausse de plus de 400% du PNB chinois.

Dans les dernières années, la question énergétique est devenue, pour les dirigeants chinois, la pierre de touche de la coopération sino-russe et ceux-ci ont

négocié plusieurs ententes allant en ce sens (Wishnick 2001, 812). Tout d'abord, en 1999, la RPC obtint de la firme russe Yukos qu'elle envoie 1,5 million de tonne de pétrole par année en Chine. Ce volume devait être porté à 10 millions de tonnes en 2005. Ensuite, en 2001, un projet de 1,7 milliard de dollars américain visant la construction d'un oléoduc entre Angarsk en Sibérie et Daqing dans le nord-est de la Chine fut mis de l'avant. À terme, celui-ci devait permettre d'acheminer en Chine 147 millions de barils de brut annuellement. Enfin, la firme russe Gazprom fut également sollicitée pour la construction d'un oléoduc liant le Xinjiang, dont le sol est riche en ressources pétrolifères, et la métropole économique de Shanghai.

3.7 Synthèse de l'analyse et vérification de la théorie amendée de Dale Copeland

De ce chapitre, émerge donc la conclusion que, conformément à la théorie de Dale Copeland sur les attentes commerciales telle que nous l'avons modifiée, l'expression chinoise d'attentes commerciales à l'égard de la Russie, conséquemment à l'enclenchement des réformes économiques, a induit une politique étrangère chinoise de plus en plus ouverte envers Moscou. Cette ouverture a toutefois été très progressive et s'est développée au gré de différentes étapes. Aux timides rapprochements durant la fin de l'ère brejnévienne, ont succédé la normalisation sous Gorbatchev, la conclusion du partenariat stratégique sous Eltsine, puis finalement, la signature d'un traité d'amitié sous Poutine. Ces différentes phases du rapprochement sino-russe ont généré toujours davantage de coopération entre les deux États, et ce, autant sur les plans diplomatique et économique. L'approfondissement de ce rapprochement a également suivi le rythme d'une consolidation progressive des attentes commerciales chinoises. Nous verrons dans le prochain chapitre que l'expression d'attentes commerciales chinoises, corollairement à la mise en route de la politique du *quanmian kaifang*, a également poussé la RPC à ouvrir sa politique étrangère à l'égard de la Corée du Sud, à normaliser ses relations avec celle-ci, puis à chercher toujours davantage de coopération avec Séoul.

4. La politique étrangère à l'égard de la Corée du Sud (1978-2004)

Dans ce chapitre, il sera démontré que les réformes économiques chinoises ont amené Beijing à formuler des attentes commerciales à l'égard de la Corée du Sud. La formulation de ces mêmes attentes, corollaire à la mise en route de la nouvelle politique étrangère du *quanmian kaifang*, a également poussé la RPC, comme cela a été démontré dans notre étude de cas portant sur l'URSS, à modeler une politique étrangère plus ouverte à l'égard de la République de Corée, politique cherchant plus de coopération avec celle-ci.

Similairement à ce qui a été constaté dans le processus de rapprochement avec Moscou, l'ouverture de la politique étrangère sud-coréenne de Beijing s'est déroulée de manière progressive. Avant 1978, la RPC observait une politique étrangère qui ne reconnaissait qu'une seule Corée, la République populaire et démocratique de Corée. Entre 1978 et 1992, Beijing a conservé le même discours, mais a changé ses pratiques. En nouant des relations économiques avec la Corée du Sud, la RPC a infléchi sa politique coréenne en adoptant une politique étrangère qui, *de jure*, reconnaissait une seule Corée, alors que, *de facto*, celle-ci prenait désormais en compte la réalité de deux Corée. Après 1992, moment où survint la normalisation des relations sino sud-coréennes, Beijing passa à une politique étrangère reconnaissant, *de jure* et *de facto*, deux Corée.

Les différents paliers par lesquels sont passés les rapprochements entre les deux États qui sont à l'étude ne peuvent pas être expliqués d'une manière exclusive par des considérations relatives aux aléas de la politique domestique sud-coréenne, conjonctures qui auraient contribué à renforcer les attentes commerciales chinoises. En fait, ceux-ci s'expliquent également par deux autres facteurs: l'existence d'une relation privilégiée et particulière avec la Corée du Nord qui a rendu plus délicate la question d'une normalisation des relations avec Séoul, puis, les mutations qui ont caractérisé le système international avec la fin de la Guerre froide et la chute de l'URSS. Dans cette étude de cas, il sera démontré que les attentes commerciales chinoises ont trouvé leurs assises dans le formidable développement économique sud-coréen qui fut initié dans les années 1960, sous le régime dirigiste et autoritaire

du Général Pak Chung-hee. Bien que, contrairement à l'étude de cas précédente, le caractère progressif de l'ouverture de la politique étrangère de Beijing ne saurait être expliqué d'une manière exclusive par une galvanisation des attentes commerciales chinoises, l'essentiel de ce que nous voulons démontrer subsiste : la formulation d'attentes commerciales chinoises a entraîné l'ouverture de la politique étrangère de Beijing à l'endroit de Séoul et celle-ci a généré davantage de coopération entre les deux États.

L'analyse sera conduite en deux temps. Tout d'abord, nous nous attarderons dans les sections 4.1 et 4.2 aux conjonctures dans lesquelles ont été formulées les attentes commerciales chinoises à l'égard de la Corée du Sud. Pour ce faire, nous allons commencer par dépeindre l'état des relations entre Beijing et Séoul avant les premiers rapprochements commerciaux qui remontent à la fin des années 1970. Dans la section 4.1, nous démontrerons que la Guerre de Corée (1950-1953) a débouché sur une rupture totale des relations entre les deux États en raison de l'alliance sino nord-coréenne qui a conduit à une participation de la RPC dans ce conflit. L'antagonisme total qui a marqué les relations entre Séoul et Pyongyang a poussé la politique étrangère et idéologisée de la Chine maoïste à épouser les vues exprimées par la Corée du Nord sur la réunification d'une péninsule qui se devait d'être révolutionnaire et socialiste. Dans la section 4.2, nous traiterons du prodigieux développement économique qui a marqué la Corée du Sud à partir des années 1960, puis nous démontrerons que celui-ci a fait de Séoul un partenaire économique incontournable pour une Chine engagée sur la voie des réformes. Nous insisterons sur le fait que les attentes commerciales chinoises prirent leur source dans ce développement économique. Celles-ci ont amené Beijing à remettre en question la pertinence d'un soutien inconditionnel à Pyongyang, d'abord *de facto*, puis ensuite, *de jure*. Dans un deuxième temps (section 4.3), nous démontrerons que la formulation d'attentes commerciales à l'égard de la Corée du Sud a entraîné davantage de coopération entre les deux États, et ce, autant sur les plans économique que diplomatique.

4.1 La Guerre de Corée et l'impossibilité des relations entre Beijing et Séoul

Jusqu'en 1978, la reconnaissance chinoise *de jure* et *de facto* d'une seule Corée, la République démocratique et populaire de Corée, s'explique par la politique étrangère idéologisée du maoïsme qui reposait sur une nette distinction entre États révolutionnaires et États réactionnaires. Ainsi, la politique coréenne de Beijing reprenait cette dichotomie et interprétait la fracture politique qui marquait la Péninsule depuis 1945 au travers du prisme de l'idéologie.

En 1945, l'aventure coloniale du Japon en Asie se termina conséquemment à la défaite japonaise et à la conclusion de la Seconde Guerre mondiale. Aussitôt libérée, la péninsule coréenne fut divisée au niveau du 38^e parallèle en conformité avec les délibérations de la Conférence de Yalta (Bidet 1998, 39). Alors que le Nord fut investi par l'URSS, le Sud se vit imposer un gouvernement de type militaire par les États-Unis, lequel se trouva alors dirigé par Syngman Rhee. En 1948, les deux États devinrent indépendants: le Sud emprunta la voie capitaliste alors que le Nord, dirigé par Kim Il Sung, s'aligna sur la voie révolutionnaire. À la frontière internationale séparant les deux États, se superposa la fracture idéologique de la Guerre froide, ce qui accentua le fossé entre les deux Corée.

Dès 1948, le Nord n'accepta pas la division de la péninsule en deux États et ne reconnut aucune légitimité à la Corée du Sud, État qui lui paraissait dirigé par un gouvernement fantoche. En juin 1950, l'armée populaire nord-coréenne envahit la Corée du Sud afin de procéder à la réunification de la Corée (Faust et Kornberg 1995, 162). La réaction des forces alliées fit de cette invasion l'un des moments les plus dramatiques de la Guerre froide. Au mois de septembre de la même année, les forces alliées débarquèrent à Inchon au sud de la péninsule et s'impliquèrent dans le conflit en s'appuyant sur une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU demandant aux États membres de participer militairement à l'effort de libération du Sud (Chen 1994, 125). Devant l'offensive planifiée par les Alliés, la RPC décida de s'impliquer dans le conflit en mobilisant 30 divisions militaires pour venir en appui au Nord (Dictionnaire géopolitique du vingtième siècle 2000, 167), puis en envoyant, dans les trois années qui suivirent, plus d'un million de volontaires (Faust

et Kornberg 1995, 162). Le 27 juillet 1953, un cessez-le-feu fut conclu à Panmunjom, puis une zone démilitarisée fut instaurée entre les deux États. Les frontières furent fixées au même endroit que celles qui prévalaient avant la guerre. Les conséquences de ce conflit furent doubles. D'une part, le fait tragique qu'il y eut plus d'un million de morts autant au Nord qu'au Sud contribua à sceller un antagonisme radical entre les deux États, puis à alimenter une mémoire tragique des événements venant renforcer la césure idéologique entre Séoul et Pyongyang. D'autre part, la participation de la RPC dans ce conflit aux côtés de la Corée du Nord allait nourrir une fraternité révolutionnaire entre les deux États. Cette nouvelle intimité rendit impossible tout rapprochement entre Beijing et Séoul, et ce, tant et aussi longtemps que la RPC allait maintenir une politique étrangère idéologisée, structurée par les antagonismes de la Guerre froide.

4.2 Le prodigieux développement économique sud-coréen et la formulation d'attentes commerciales chinoises (1962-1989)

Au terme de la Guerre de Corée, l'économie sud-coréenne était exsangue. Trois années de guerre civile avaient porté un dur coup aux infrastructures industrielles du pays, héritières pour la plupart de la colonisation japonaise. Durant les années 1950, et ce malgré une importante aide économique américaine, l'économie du pays en resta une de misère et de subsistance (Deverge 1989, 26). En 1960, la Corée du Sud était un des États les plus pauvres du globe, certains de ses indicateurs économiques la donnaient, en guise d'exemples, largement en retard sur des pays comme le Soudan ou la Guinée-Conakry (Deverge 1989, 26).

Le 16 mai 1961, le Général Pak Chung-Hee fomenta un coup d'État militaire et s'empara du pouvoir. À cette époque, la Corée du Sud accusait un net retard sur l'économie nord-coréenne, notamment sur le plan du développement industriel, mais aussi sur ceux de la croissance et du revenu *per capita* (Harvie et Lee 2003, 19). En conséquence, le Général Pak fixa deux priorités nationales autour desquelles devait être articulée la revitalisation de la Corée du Sud : la conjuration du fléau communiste et le développement économique du pays. Dans cette section, nous nous intéresserons aux caractéristiques du développement économique sud-coréen entamé dans les années 1960 et nous montrerons en quoi ce dernier fit de la Corée du Sud un partenaire économique incontournable pour la Chine des réformes, mais aussi, en quoi celui-ci fit en sorte que la RPC en vienne à formuler des attentes commerciales optimistes à l'égard de Séoul.

Pak Chung-Hee envisagea la question du développement économique dans les perspectives d'une planification économique rigoureuse. En ce sens, le développement économique sud-coréen fut aiguillé par des politiques éminemment dirigistes. Entre 1962 et 1981, quatre plans quinquennaux se succédèrent et à chacun de ceux-ci correspondait une phase spécifique du développement économique sud-coréen. Cette approche percevant le développement comme l'aboutissement d'une série d'étapes est à la base de la stratégie du « développementalisme », stratégie sur laquelle reposèrent notamment les succès économiques du Japon de l'après-guerre.

Appliquant cette recette, la Corée du Sud connut elle aussi des succès mirobolants sur le plan de la croissance. Entre 1963 et 1973, le produit national brut crut selon une moyenne de 9,54 %, alors qu'entre 1973 et 1986, il augmenta de 7,82% (Harvie et Lee 2003, 17). En 1987, la Corée du Sud était devenue le 12^e exportateur mondial alors que ses activités commerciales représentaient 2% du commerce à l'échelle internationale (Deverge 1989, 26). Alors qu'en 1962, le PNB *per capita* se chiffrait à 87 dollars américains, il atteignit les 5199 dollars américains en 1989 (Harvie et Lee 2003, 10). Le miracle économique sud-coréen se traduisit donc aussi par une hausse considérable du pouvoir d'achat. Durant la décennie 1980, Séoul devint un acteur économique d'importance majeure dans la région, acteur que la RPC, engagée dans son propre projet de modernisation socialiste, ne pouvait plus ignorer. En fait, elle perçut celle-ci comme une destination privilégiée pour ses exportations, puis, elle y vit aussi un terreau fertile en produits technologiques qu'elle se devait coûte que coûte d'importer pour moderniser ses industries.

Les deux premiers plans quinquennaux mis en route par la Corée du Sud (1962-1966 et 1967-1971) visèrent essentiellement à briser le cercle vicieux de la pauvreté, à moderniser la structure industrielle, puis à poser les bases d'un développement économique soutenu reposant sur les exportations (Harvie et Lee 2003, 33). Manquant de ressources naturelles et ne pouvant miser uniquement sur les exportations provenant du secteur primaire dans la poursuite de son développement (Song 1997, 89), la Corée du Sud mit de l'avant une stratégie de modernisation axée sur des exportations issues de secteurs intensifs en main d'œuvre, exploitant ainsi un avantage comparatif résidant dans une offre de travail abondante et à faible coût.

Les deux premiers plans mirent donc l'accent sur le développement des industries légères, comme celles du textile et de la transformation du bois d'œuvre, à partir desquelles devait être dégagés les surplus nécessaires au développement des industries lourdes et chimiques. Avec le troisième plan quinquennal (1972-1976), Séoul chercha à développer des secteurs intensifs en capitaux en misant sur des industries dans le domaine de la construction navale, de la chimie, de la

pétrochimie et de la sidérurgie (Lorot et Schwab 1986, 16-17). Avec le quatrième plan (1977-1981), la Corée du Sud privilégia la recherche et le développement et s'engagea dans la voie du virage technologique, tangente qui allait caractériser l'essentiel de son développement économique dans les années 1980 (Lorot et Schwab 1986, 18-19). Dès lors, ses exportations se concentrèrent de plus en plus dans les secteurs des composants électroniques, des semi-conducteurs et des biotechnologies.

Or, le prodigieux développement sud-coréen a poussé les dirigeants chinois, au moment où ils engageaient la RPC sur la voie des réformes, à formuler des attentes commerciales optimistes à l'égard de Séoul. La politique étrangère du *quanmian kaifang* interdisait dorénavant aux dirigeants chinois de restreindre leurs relations économiques avec d'autres États en invoquant des motifs idéologiques comme ce fut le cas à l'époque où le maoïsme conditionnait la politique étrangère. Comme nous l'avons vu avec l'URSS, le simple fait de penser nouer des relations avec un État, État avec lequel on s'avérait privé de relations commerciales auparavant, implique *de facto* l'émergence d'attentes commerciales optimistes. Or, même si l'alliance entre Beijing et Pyongyang était solide et l'inimitié entre les Corée du Sud et du Nord était bien enracinée, Beijing, confrontée au prodigieux développement économique sud-coréen, éprouva un vif intérêt à se rapprocher d'un ennemi qui lui était consacré depuis plus de trente ans.

Par la prise en compte du fait que la RPC s'engageait alors sur la même voie « développementaliste », voie que la Corée du Sud avait empruntée vingt ans plus tôt, les dirigeants chinois comprirent qu'ils pouvaient désormais nouer une relation toute particulière avec la Corée du Sud, relation qui, au demeurant, permettrait à la RPC de mieux comprendre les recettes d'un développement prodigieux et de les appliquer par mimétisme, mais aussi, à partir de laquelle les ténors de Beijing pouvaient espérer construire des relations commerciales prometteuses et fructueuses sur le long terme. En 1980, Hu Yaobang, l'un des plus hauts gradés du PCC, affirma que les réformes économiques chinoises s'inspiraient des expériences « développementalistes » yougoslaves, roumaines et sud-coréennes (Chung 1988, 1034). La même année, Zhao Ziyang souligna également que la RPC étudiait

scrupuleusement le développement économique sud-coréen pour mener à bien ses propres réformes (Chung 1988, 1034). Plus tard, Deng Xiaoping soutint que la RPC avait tout intérêt à émuousser ses relations avec Séoul puisque le monde des affaires et le gouvernement sud-coréens permettraient à la Chine d'avoir accès à du capital et à des nouvelles technologies, ce qui l'aiderait indiscutablement à pousser plus loin son processus de réformes (Kim 2001, 383).

En fait, comme le souligne Justin Yifu Lin, la RPC épousa, suite aux réformes, le même modèle « développementaliste » qui avait garanti les succès sud-coréens. En laissant de côté la stratégie du bond en avant (1952-1978), coûteuse, idéologisée et peu performante, les dirigeants chinois, s'inspirant du modèle sud-coréen, privilégièrent une stratégie basée sur les avantages comparatifs (1978-2005), plus graduelle et prévoyant plusieurs phases de développement, à chacune desquelles correspondaient des industries clefs. Selon cette stratégie, les dirigeants chinois envisagèrent de voir tour à tour se succéder les industries intensives en main d'œuvre, en capital et en technologie (Lin 2003, 183-184).

En outre, de son statut ouvertement déclaré d'élève de l'école du modèle de développement sud-coréen (Chung 1988, 1034), la RPC formula aussi des attentes commerciales envers la Corée du Sud parce que ses dirigeants reconnurent une complémentarité aux économies chinoise et sud-coréenne. Cette complémentarité s'exprimait alors dans un désir partagé par les deux États d'accentuer l'ouverture de leurs économies respectives sur l'étranger. Dans cette optique, Chung Jae Ho rappelle que:

China's new emphasis on economic cooperation with the outside world coincided with South Korea's search for more export markets and for peace on the peninsula. Seoul was prepared to respond with alacrity to any overtures Beijing might make (Chung 1988, 1034).

Au début des années 1980, les types de produits échangés entre les deux États mettaient également en exergue l'existence d'un immense potentiel de complémentarité commerciale entre les deux économies. Les réformes chinoises s'appliquèrent en premier lieu au domaine de l'agriculture en mettant de l'avant la décollectivatisation de celle-ci. La RPC cherchait alors à faire valoir son avantage comparatif résidant dans les secteurs de production qui étaient intensifs en main

d'œuvre. Le retour à l'exploitation familiale et la libéralisation des prix eut pour conséquence une vertigineuse augmentation de la production agricole. Ainsi, la valeur brute de cette dernière a augmenté selon une moyenne de 6,5 % par an entre 1978 et 1984 (Rocca et de Beer 1997, 57). En conséquence, la RPC accumula des surplus qui se devaient d'être exportés. Comme le souligne David Dollar: « The success of agricultural reform in China during the 1980s has led to surpluses in a number of crops and these are pattern of trade » (Dollar 1989, 1168).

Au même moment, la Corée du Sud poursuivait son ascension dans les phases de développement prescrites par son modèle « développementaliste » et concentrait ses efforts dans l'émulation de ses avantages comparatifs dans les secteurs de production intensifs en capitaux et en technologie. Les autorités de Séoul avaient également pris acte de la nécessité d'importer des matières premières et des produits issus de l'agriculture, et ce, compte tenu du fait que l'économie sud-coréenne n'arrivait pas à satisfaire aux exigences de la demande dans ces secteurs. Cette donne allait façonner bien des appréhensions par rapport à la rentabilité du commerce qui pouvait être entretenu avec la RPC.

Également, prenant en compte les conséquences des réformes dans le domaine de l'agriculture et le fait que la RPC n'en était qu'à la première phase du développement de ses avantages comparatifs, celle où l'accent doit être mis sur des secteurs intensifs en main d'œuvre, les dirigeants chinois étaient conscients d'un besoin croissant d'importer des produits manufacturés. En fait, la demande pour ce type de produits montait en flèche, et ce, au rythme même où le revenu des paysans, qui constituaient alors la majorité de la population chinoise, augmentait. Celui-ci, durant la période 1978-1984, a cru selon une moyenne de 15,4% par an (Rocca et de Beer 1997, 57). Pour synthétiser, reprenons les propos de David Dollar qui mettent en valeur la nature de la complémentarité qui existait alors entre ces deux économies:

South Korea is a resource-poor country that views China as a source of natural resources and agricultural products, and has a growing market for its manufactured goods. China, on the other hand, has been pushing its primary exports and importing large quantities of manufactured products from the ROK and elsewhere (Dollar 1989, 1168).

À cela, Chung Jae Ho rajoute que dans la première moitié des années 1980: « South Korea exports semi-finished and finished products such as electrical appliances, textile fabrics, and steel, while China exports natural resources, agricultural products, silk and cotton yarns, and various raw materials » (Chung 1988, 1038).

Durant la deuxième moitié des années 1980, les attentes commerciales chinoises par rapport à la Corée du Sud se sont consolidées. Progressivement, la RPC s'est mise à développer des secteurs de production intensifs en main d'œuvre autres que celui de l'agriculture. Avec le développement de ses zones économiques spéciales, la production connut une rapide croissance. L'essor économique chinois reposait dès lors davantage sur le secteur industriel que sur l'agriculture. De plus, pour mener à bien ce développement, la RPC se devait d'importer de la machinerie industrielle, des produits issus du domaine technologique, ainsi que du capital. Dans cette perspective, la Corée du Sud, qui avait entamé son virage technologique au début des années 1980, apparaissait, aux yeux des dirigeants chinois, comme un partenaire privilégié pouvant assurer l'accès à des produits technologiques de pointe, à de l'équipement industriel et à des capitaux *via* la participation sud-coréenne en sol chinois à des entreprises à capitaux mixtes. À cet effet, Hong Liu souligne que :

China also places high expectations on Sino-South Korean economic ties. The socialist market economy that China has been building is probably irreversible, and South Korean capital, goods, high technology, and industrial experience can be of great benefit to China's economic reform (Hong 1993, 1168).

De son côté, l'économie sud-coréenne connaissait une formidable hausse des salaires. En conséquence, les industries intensives en main d'œuvre se faisaient de plus en plus rares sur son territoire. Séoul éprouvait alors un croissant besoin d'importer des produits manufacturés de faible coût pour satisfaire aux exigences de la demande intérieure, alors que les bas salaires qui prévalaient en RPC débouchaient justement sur ce genre de production. Dans cette optique, David Dollar souligne que:

The important complementarity is that China is a labour abundant, low wage country whereas South Korea is increasingly a medium -to high- wage country with a growing abundance of skilled labour and a growing shortage of semi-skilled labour (Dollar 1989, 1169).

De plus, comme il l'explique, la RPC a également développé des attentes commerciales à l'égard de la Corée du Sud au milieu des années 1980:

For China, (South Korean foreign) investment would lead to an upgrading of the labour force and the introduction of modern management techniques into previously stagnant industry. It would also enable China to export manufactured goods and import more of the machinery and components that its economy needs (Dollar 1989, 1175).

Pour résumer, soulignons qu'il y a trois principales causes derrière la formulation par Beijing d'attentes commerciales optimistes à l'égard de la Corée du Sud. Au premier chef, il y a la mise en route des réformes économiques, suivie de l'adoption de la politique étrangère du *quanmian kaifang*, qui ont conduit les dirigeants chinois à ne plus discriminer les autres États à partir de critères idéologiques, puis à chercher à multiplier les partenaires économiques de la RPC. La Corée du Sud étant un État se situant dans la périphérie de la Chine, il est clair qu'un rapprochement économique avec cette dernière s'imposait en priorité. Aussi, il y a le prodigieux développement économique sud-coréen qui, à la fois, a servi de modèle aux réformes chinoises et a fait penser aux dirigeants chinois que le dynamisme économique sud-coréen laissait présager la possibilité d'un commerce sino sud-coréen prospère et tourné vers l'avenir. Enfin, la complémentarité de ces deux économies, engagées d'une manière différée dans un processus semblable de développement, a fourni un incitatif supplémentaire au gouvernement chinois dans la formulation d'attentes commerciales à l'égard de la Corée du Sud. Dans la prochaine section, nous allons démontrer que la formulation chinoise d'attentes commerciales à l'égard de la Corée du Sud a débouché sur la mise en route d'une politique étrangère plus ouverte. Nous étudierons ainsi les différents lieux de coopération qui, tant sur les plans diplomatiques et économiques, ont marqué les politiques de Beijing à l'égard de Séoul à partir des années 1980.

4.3 Attentes commerciales et ouverture de la politique étrangère chinoise

Dans les années 1980, l'ouverture de la politique étrangère chinoise à l'égard de la Corée du Sud s'est limitée aux questions commerciales, mais il n'en reste pas moins que celle-ci fut un des signes les plus éloquents de la mise au rancart des politiques maoïstes et idéologisées dans la Chine des réformes. À cet égard, Chung Jae Ho souligne que:

The development of Sino-South Korean economic relations is politically, economically important. It tacitly signals the end to thirty years of intense antagonism and it illuminates the nature of post-Mao Chinese foreign policy and the changing nature of international relations in northeast Asia (Chung 1988, 1031).

Il faut souligner que cette ouverture s'est faite en dépit du fait que la RPC a tenu, tout au long du processus, à conserver de bonnes relations avec la Corée du Nord, rival historique de la Corée du Sud ne reconnaissant pas la légitimité du gouvernement de Séoul et avec lequel elle entretient une relation antagonique, teintée par les inimitiés datant de la Guerre de Corée. Ceci explique le fait que la RPC ait tout d'abord reconnu *de facto* la Corée du Sud avant de la reconnaître *de jure* en 1992, année de la normalisation des relations entre les deux États. La reconnaissance *de facto* de Séoul s'est traduite par l'établissement de relations commerciales avec la Corée du Sud.

C'est en 1979, un an après la mise en route des réformes en RPC, que débute un commerce surtout indirect avec la Corée du Sud (Chung 1988, 1034). À la demande explicite de la RPC, ces échanges restèrent informels et furent gardés secrets de manière à ne pas irriter la Corée du Nord (Chung 1988, 1034). Ces échanges indirects transitaient par Hong Kong, Singapour ou le Japon. Malgré tout, ce commerce fut des plus florissants et gagna rapidement en expansion. Ainsi, se chiffrant à 6 millions de dollars américains en 1979, il s'éleva jusqu'à 482 millions de dollars en 1985 (Chung 1988, 1036). Pendant cette période, la Chine exporta en Corée du Sud des produits agricoles et des ressources naturelles, au chapitre desquelles le charbon figurait au premier rang avec plus de 200 000 tonnes annuellement (Chung 1988, 1040). En sus des relations commerciales, la Chine se montra également favorable à la coopération avec la Corée du Sud dans le domaine

de l'investissement direct en accueillant les capitaux sud-coréens dans la constitution d'entreprises à capitaux mixtes. Ainsi, en 1985, plusieurs ententes visant la création d'entreprises à capitaux mixtes furent conclues entre le gouvernement chinois et des conglomérats sud-coréens comme Daewoo, Lucky Goldstar, Samsung et Hyundai (Chung 1988, 1043). Dans cette optique, David Dollar souligne qu'à cette époque:

(...) the Daewoo group has opened a factory in Fuzhou to assemble refrigerators and color's TVs. Samsung also has joint ventures in China – a refrigerator plant in Beijing producing half a million units per year, a color TV operation in Shenzhen, and a VCR plant in Zhuhai (Dollar 1989, 1174-1175).

Dans la deuxième moitié des années 1980, le commerce entre les deux États s'accéléra. En 1987, le montant des échanges sino sud-coréens se chiffrait déjà à 1,49 milliards de dollars américains, soit près de trois fois celui des échanges sino nord-coréens (Jia et Zhuang 1992, 1146). Il atteignit 3,8 milliards de dollars américains en 1990 et 5,8 milliards, à la veille de la normalisation, en 1991.

Sans pour autant qu'il y ait une reconnaissance *de jure* de la Corée du Sud par la RPC, la deuxième moitié des années 1980 fut le théâtre de rapprochements diplomatiques d'importance et hautement symboliques, qui laissaient présager une normalisation prochaine des relations sino sud-coréennes. Ainsi, en 1986, Beijing témoigna d'un début de reconnaissance diplomatique de la Corée du Sud en envoyant la plus imposante délégation d'athlètes, composée de 350 membres, aux Jeux asiatiques de Séoul (Kim 2001, 377). Dans la même veine, la participation chinoise aux Jeux Olympiques de Séoul a révélé une nouvelle ère de coopération désormais en voie de consolidation (Kim 2001, 377). Enfin, en 1990, la RPC accepta d'initier des échanges commerciaux directs avec la Corée du Sud en instaurant un jumelage entre la Chambre de commerce chinoise et l'Association coréenne de promotion des exportations (Kim 2001, 377). La RPC n'était alors plus qu'à un pas de reconnaître la légitimité du gouvernement sud-coréen. C'est ce qu'elle fit en 1991 avec son vote décisif au Conseil de Sécurité de l'ONU en faveur de l'entrée de la Corée du Sud au sein de l'institution (Kim 2001, 380). La même année, le gouvernement chinois demanda à Qian Qichen, le Ministre aux Affaires étrangères, de s'occuper directement de la question des relations entre Beijing et

Séoul. Le fait que la RPC décida de traiter les relations sino sud-coréennes au niveau ministériel créa un précédent et démontra l'existence d'une volonté d'approfondir les liens avec la Corée du Sud. Qian Qichen et Lee Sang Ock, Ministre sud-coréen aux Affaires étrangères, se rencontrèrent alors à plusieurs reprises pour discuter de questions relatives aux relations bilatérales entre les deux États (Kim 2001, 380). Après une année d'hésitations et au grand dam de la Corée du Nord, Beijing se décida finalement à normaliser ses relations avec Séoul en avril 1992 et démontra ainsi sa volonté résolue de jeter les bases d'un approfondissement de la coopération avec une Corée du Sud qu'elle reconnaissait dorénavant *de facto* et *de jure*.

La période qui s'ouvrit avec la normalisation des relations entre Beijing et Séoul fut marquée par toujours davantage de coopération entre les deux États, mais, aussi, par une politique étrangère chinoise sans cesse plus ouverte à l'égard de la Corée du Sud. Sur le plan économique, l'approfondissement de la coopération s'est effectué à un rythme vertigineux. Suite à la normalisation, la RPC ouvrit encore davantage son économie aux investissements sud-coréens. Ainsi, en 1993, elle permit à un nombre record de 616 entreprises sud-coréennes d'investir des capitaux en Chine (Kim 2001, 387). En 1998, le montant total des investissements sud-coréens en RPC s'élevait à 14,26 milliards de dollars américains qui étaient répartis sur plus de 10 000 projets différents (Kim 2001, 387). En outre, de 1992 à 2003, la valeur du commerce entre les deux États connut une fulgurante ascension. Elle est passée de 5,1 milliards de dollars américains en 1992, à 24 milliards en 1997 et à 63,2 milliards en 2003 (IMF, Direction of trade 1997). Spécifions que la valeur du commerce entre Séoul et Beijing était sept fois plus élevée en 2003 qu'elle ne l'était en 1992. Autre statistique éloquente, en 1997, le commerce sino sud-coréen s'avérait 34 fois plus élevé que le commerce sino nord-coréen (Kim 2001, 387).

À partir de 1999, les rapprochements se précipitèrent, alors que des événements clefs marquèrent l'approfondissement des relations sino sud-coréennes sur le plan économique, notamment par l'accélération des investissements en sol chinois. En juin 1999, la Corée du Sud annonça sa participation dans la construction d'une centrale nucléaire chinoise (Norper 1999, 3). En février 2000, la

compagnie South Korea Telecom signa une entente avec China Unicom pour l'installation de la technologie nécessaire à l'utilisation des téléphones portables en RPC (Snyder 2000, 2). En octobre 2000, Beijing donna son assentiment au conglomérat sud-coréen Samsung pour l'établissement d'un vaste centre de recherche technologique à Beijing (Snyder 2000, 1). En décembre 2002, le *joint venture* sino sud-coréen entre Hyundai Motors China et la Beijing Automotive Company lança plus de 80 000 véhicules sur le marché chinois (Snyder 2002, 4). Enfin, en juin 2003, la compagnie chinoise Tianshan Industrial Company annonça la participation de plusieurs firmes coréennes dans le projet de construction du plus grand parc industriel de haute technologie au monde dans la province du Hebei (Snyder 2003, 4).

Sur le plan diplomatique, dans les années 1990, la RPC a ouvert sa politique étrangère envers la Corée du Sud en mettant un bémol sur la politique d'appui inconditionnel qu'elle avait traditionnellement observée par rapport au gouvernement de la Corée du Nord. Sa nouvelle politique coréenne s'établit alors en deux volets. Premièrement, par la politique de *wending*¹³, la RPC mit en relief son rôle de médiateur en proclamant son objectif de faire maintenir la paix et la stabilité sur la péninsule. Dans un deuxième temps, elle chercha à rassurer Séoul. Par la politique du *wuhehua*¹⁴, elle annonça qu'elle ne tolérerait pas d'armes nucléaires en Corée du Nord (Chung 2004, 7). Elle décida de défendre le droit à la sécurité de la Corée du Sud en adoptant une position plus neutre en regard des différents conflits pesant sur la péninsule coréenne, et ce, en faisant de la nécessité de la stabilité sa doctrine officielle. C'est lors de la crise du nucléaire nord-coréen de 1993-1994 que cette nouvelle attitude de Beijing devint le plus manifeste. En fait, elle pesa fortement sur Pyongyang pour que la Corée du Nord abandonne son programme nucléaire dans les termes de l'*Agreed framework* proposé à Genève par l'ancien Président américain Jimmy Carter (Kim 2001, 394). À cet effet, Wu Xinbo souligne que:

China has played a unique but significant role on the Korean issue. It helped overcome the nuclear crisis and persuaded Pyongyang to conclude a nuclear

¹³ Politique de stabilité

¹⁴ Politique de non-prolifération nucléaire

framework agreement with Washington, (...) China has been endeavouring to play the role of « constructive broker » between the DPRK on one side and the Republic of Korea and U.S. on the other, helping break the stalemate in negotiations and keeping the process moving (Wu 2003, 86-87).

Dans les pourparlers à quatre, qui débutèrent en août 1997 à New York, réunissant la Chine, les États-Unis, la Corée du Sud et la Corée du Nord et portant sur le dossier du nucléaire nord-coréen, la RPC su trouver une autre tribune pour jouer son rôle de médiateur dans le conflit opposant les deux Corée. Dans les rondes de négociation qui s'échelonnèrent jusqu'en 2005, elle chercha constamment à assurer la paix et la stabilité sur la péninsule et, du coup, à satisfaire Séoul en comblant son désir de sécurité qui passait inévitablement par un rapprochement avec le Nord, rapprochement dont la RPC fut un grand artisan.

Beijing tint à tout moment à rassurer Séoul que les relations qu'elle continuait à entretenir avec Pyongyang ne représentaient aucun danger pour la Corée du Sud. Ainsi, lors de la visite officielle de Jiang Zemin à Séoul en 1995, il fut souligné que le traité d'alliance liant la Corée du Nord et la RPC, depuis 1961, n'engageait pas Beijing à supporter une éventuelle attaque du Nord sur le Sud (Kim 2001, 397). En 1998, la coopération sino-sud-coréenne s'approfondit encore davantage alors qu'un partenariat coopératif fut conclu entre les deux États (Kim 2001, 397). Une attention toute particulière fut accordée à la nécessité d'approfondir la coopération administrative et économique entre Séoul et Beijing. Ce partenariat démontra une ferme volonté de part et d'autre de poursuivre et d'approfondir les rapprochements dans les années à venir en démontrant que l'inflexion de 1992, consistant en une reconnaissance *de jure* de la Corée du Sud, allait continuer de conditionner les rapports entre les deux États.

4.4 Synthèse de l'analyse et vérification de la théorie amendée de Copeland

Au travers de ce chapitre, nous avons vu, comme ce fut le cas dans notre première étude portant sur la politique étrangère russe et soviétique de Beijing, que la formulation d'attentes commerciales chinoises a amené la RPC à chercher davantage de coopération avec Séoul. En ce sens, la version modifiée que nous avons proposée de la théorie de Copeland a permis d'établir un lien de causalité entre l'entretien d'attentes commerciales chinoises et l'ouverture de la politique étrangère de Beijing à l'égard de Séoul. Également, il apparaît que la formulation de ces mêmes attentes a été tributaire de la politique étrangère du *quanmian kaifang* amenant dorénavant les dirigeants chinois à privilégier les facteurs favorables à la modernisation économique au détriment d'une rigidité idéologique qui prévalait au temps où le maoïsme déterminait la politique étrangère. Ces nouvelles orientations en politique extérieure ont fait en sorte que les dirigeants chinois se sont intéressés au prodigieux développement économique sud-coréen, et ce, non seulement en y voyant un gage de prospérité pour l'avenir des rapports sino sud-coréens, mais encore en y trouvant une opportunité de se mettre à l'école « développementaliste » afin de structurer leur propre programme de réformes.

5. La politique étrangère de la RPC à l'égard de la Corée du Nord (1978-2004)

À travers nos deux premières études de cas, nous avons vérifié la théorie de Dale Copeland portant sur les attentes commerciales. Suite à la formulation d'attentes commerciales positives, autant envers l'URSS/Russie qu'à l'égard de la Corée du Sud, la RPC ouvrit sa politique étrangère et souhaita davantage de coopération avec ces deux États. Par ailleurs, selon la version amendée de la théorie de Copeland que nous avons proposée, la formulation d'attentes commerciales pessimistes devrait déboucher sur une politique étrangère qui se refroidit, mais aussi sur une volonté de coopérer qui s'effrite. Dans ce chapitre, consacré à l'étude de la politique étrangère nord-coréenne de Beijing, nous verrons que la théorie de Copeland néglige certains déterminants internes de la politique étrangère des réformes. Selon la théorisation de Copeland, la formulation chinoise d'attentes commerciales négatives par rapport à Pyongyang, dans les années 1990, corollaires d'une économie nord-coréenne exsangue, aurait dû mener à une politique étrangère distante et, même, à de potentiels conflits.

Or, nous remarquons qu'à partir des années 1990, la politique nord-coréenne de Beijing n'est pas homogène. En effet, celle-ci allie à la fois des éléments de coopération et de distanciation. Même si la distanciation peut être expliquée par la théorie de Copeland, nous proposons ici une explication originale de ces deux axes, laquelle repose sur la prise en compte de facteurs internes dans l'élaboration de la politique étrangère. Pour mieux comprendre le caractère bidimensionnel de la politique nord-coréenne de Beijing, il faut savoir conceptualiser les réformes comme une tentative mise de l'avant par les dirigeants chinois destinée à légitimer *de novo* le pouvoir politique exercé par le PCC.

Dans la première section de ce chapitre (5.1), nous allons esquisser un bref historique de la Corée du Nord, puis nous allons caractériser son système politique autoritaire à l'intérieur duquel l'idéologie joue encore un rôle de premier plan. En outre, nous mettrons en exergue l'existence d'une profonde divergence entre les

trajectoires chinoise et nord-coréenne à la fin du vingtième siècle. Alors qu'à la fin des années 1970, la RPC adopta le pragmatisme des réformes et ouvrit son économie sur le monde, la Corée du Nord de Kim Jong-Il, quant à elle, se replia sur son idéologie *juche* en faisant de l'autarcie, de la militarisation et de l'autosuffisance économique, ses *leitmotiv* quotidiens.

Dans la deuxième section de ce chapitre (5.2), il sera démontré que, contrairement à la Corée du Sud et à l'URSS/Russie, la Corée du Nord a été un fidèle allié stratégique et idéologique de la RPC maoïste. À cette occasion, nous brosserons un tableau de la politique nord-coréenne que Beijing a modelée entre 1949 et 1992.

Dans un troisième temps (section 5.3), il sera démontré pourquoi la RPC a formulé des attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang dans les années 1990. Une attention particulière sera portée au déclin de l'économie nord-coréenne, puis à l'inertie constatée suite au décès de Kim Il-Sung en 1994, mais aussi, conséquemment à l'arrivée de son fils Kim Jong-Il au pinacle du pouvoir. En vertu de ces attentes commerciales négatives, nous verrons que la théorie de Copeland nous aurait poussé à conclure à un nécessaire refroidissement de la politique nord-coréenne de Beijing. Or, tel fut partiellement le cas puisque la politique hétérogène de Beijing allie des éléments de coopération et de distanciation.

Dans la dernière section de ce chapitre (5.4), nous allons détailler et approfondir les trois principaux vecteurs de la politique nord-coréenne de Beijing à partir des années 1990 : (1) distanciation symbolique et idéologique, (2) socialisation à des normes internationales et (3) maintien de l'État autoritaire. Cette nouvelle politique de Beijing est hétérogène. Alors que le premier vecteur alimente une distanciation, les deux suivants mettent de l'avant un nouveau type de coopération que cherchent à promouvoir les dirigeants chinois avec Pyongyang. Il sera démontré que les trois axes de la nouvelle politique nord-coréenne de Beijing peuvent être expliqués par l'existence d'une quête de légitimité politique sous-jacente à l'entreprise des réformes économiques. L'analyse du cas nord-coréen, en ce que celui-ci implique des considérations historiques et conjoncturelles

particulières, nous permet ainsi de révéler l'existence de déterminants domestiques dans la politique étrangère des réformes.

5.1 La Corée du Nord : Esquisse historique axée sur l'importance de l'idéologie *juche* (1945-1990)

Le Japon déposa le dernier roi de Corée en 1910 et fit immédiatement de la Péninsule l'une de ses colonies. Les projets impérialistes de l'archipel nippon débouchèrent sur une modernisation de la Corée, mais au fort prix d'une exploitation sans merci de cette dernière. Très tôt, une résistance à l'occupant s'organisa. Dans les années 1920, celle-ci emprunta deux voies divergentes sur le plan de l'idéologie: celle du nationalisme et celle du communisme (Cummings 2001, 28-30). À partir de 1945, suite à la libération et conséquemment à la défaite du Japon, le destin de la Péninsule resta profondément marqué par cette coupure idéologique. En effet, les États-Unis décidèrent unilatéralement de séparer la Corée en deux zones d'influence: l'une soviétique, l'autre américaine (Cummings 2001, 33-35). En 1948, deux États polarisés par la même fracture idéologique émergèrent : la République populaire démocratique de Corée au Nord et la République de Corée au Sud.

Kim Il-Sung, qui fut l'un des plus illustres architectes de la guérilla coréenne naguère menée contre l'envahisseur japonais, devint, sous les auspices de l'URSS, le chef du Parti des travailleurs de la Corée du Nord en 1946 (Lee 2001, 15). Premier chef d'État de la Corée du Nord en 1948, son objectif primordial était l'unification socialiste de la Péninsule. Ce dessein, appelé dans sa nature à se frotter aux intérêts américains en Asie de l'Est, allait mener à la Guerre de Corée qui s'échelonna sur trois ans de 1950 à 1953.

La Guerre de Corée prit fin en 1953 avec l'Armistice de Panmunjom. Les frontières des deux États revinrent aux limites qui furent imposées aux zones d'influences soviétique et américaine en 1945. Dès lors, le gouvernement de Corée du Nord mit de côté ses projets de réunification socialiste pour un temps afin de se concentrer sur la reconstruction d'un pays disloqué par une guerre dévastatrice. Priorisant le développement de l'industrie lourde pour accélérer la modernisation du pays et l'avènement du communisme, Kim Il-Sung élaborait l'idéologie *juche*, destinée à rallier les troupes autour d'une théorisation autochtone du socialisme

(Lee 2001, 24-27). C'est aussi par cette idéologie qu'il entendait préparer les conditions d'une unification socialiste de la Péninsule.

L'importance de l'idéologie *juche* fut considérable dans le développement de la Corée du Nord. La prééminence de l'idéologie dans la politique nord-coréenne, à partir de laquelle il est possible de tirer des traits communs avec la place centrale qu'occupait le maoïsme en RPC jusqu'à la fin des années 1970, explique à bien des égards en quoi fut ressentie une communauté de destin entre Beijing et Pyongyang, et, de là, le pourquoi de l'existence d'une relation privilégiée entre ces deux États. Autant le *juche* que le maoïsme se présentaient comme des tentatives de nationaliser le marxisme-léninisme pour l'adapter à des conjonctures particulières. En somme, la RPC et la Corée du Nord s'entendaient toutes deux pour garder une certaine indépendance par rapport à une URSS se présentant trop souvent comme la gardienne du dogme marxiste-léniniste, seule habilitée à en faire l'exégèse (Lee 2001, 26).

L'idéologie *juche* se veut englobante et holiste. Elle structure encore aujourd'hui d'une manière déterminante la société nord-coréenne et les politiques de l'État. Sous Kim Jong-Il, le caractère fondamental et prééminent de cette dernière a d'ailleurs été galvanisé. Il importe de bien comprendre les principaux aspects qui la caractérisent puisque l'importance encore accordée à celle-ci explique que, dans les années 1990, la RPC, engagée pragmatiquement dans les réformes et ayant mis de côté le maoïsme, ait éprouvé un besoin de se distancer symboliquement et idéologiquement de Pyongyang.

La pensée *juche* cherche à faire de la Corée une forteresse idéologique et matérielle (Zhebin 1998, 136). D'abord et avant tout, elle postule que la construction coréenne du socialisme doit être menée dans les perspectives d'une autosuffisance totale et complète. Sur le plan philosophique, le *juche* repose sur cinq principes bien établis qui mettent en lumière la place centrale du volontarisme politique: l'importance d'un nationalisme militant, l'être humain est le maître de la nature, le déterminisme spirituel et idéologique explique la vie sociopolitique, la créativité est à la base de l'action et le socialisme ne peut être érigé que grâce à l'activité de la conscience humaine. Appliquée à la *praxis* politique, cette idéologie

impose également cinq principes d'action : la préservation de la souveraineté idéologique, l'indépendance politique, l'autosuffisance économique, l'autodéfense militaire et l'avancement indépendant du socialisme. Postulant le rôle essentiel d'un « grand leader », l'idéologie *juche* avait aussi pour rôle de préserver et de consolider le pouvoir dictatorial d'un seul homme, Kim Il-Sung, devant les pressions exercées par l'URSS de Khrouchtchev, qui, engagée dans son processus de déstalinisation, condamnait dorénavant les pratiques associées au culte de la personnalité d'un dirigeant suprême. Ainsi, Lee Hy-Sang rappelle que :

The death of Joseph Stalin had brought on a collective leadership in the Kremlin, generating pressure on the satellite countries to do the same. However, Kim wanted the Stalinism of one-man dictatorship and personality-cult to persist in his country, as well as Stalin's heavy industry doctrine (Lee 2001, 15).

De son énoncé embryonnaire dans les années 1950, jusqu'à la mort de Kim-Il Sung en 1994, l'idéologie *juche*, par son influence déterminante sur les décisions politiques, a profondément marqué l'évolution de la société nord-coréenne. En 1956 fut lancé le mouvement du *Chollima*, lequel, en droite ligne avec le volontarisme du *juche*, visait le développement économique du pays à la vitesse du cheval ailé qui, dans la mythologie coréenne, portait le même nom. Kim Il-Sung comptait alors sur une main-d'œuvre abondante censée faciliter le développement de l'industrie lourde, secteur qui devait être le pivot de la modernisation socialiste. Exploitant un système reposant sur les récompenses, les distinctions héroïques et la mobilisation des masses, le mouvement du *Chollima* généra un dynamisme qui déboucha sur un franc succès dans le domaine de la sidérurgie (Lee 2001, 27-28). Dans la même veine, l'idéologie *juche*, cherchant à atteindre l'autosuffisance dans le domaine alimentaire, vivifia le rendement du secteur agricole en prescrivant la collectivisation de l'agriculture. Entre 1955 et 1960, le rendement de la production agricole augmenta de plus de 60% (Lee 2001, 38). Bien que peu diversifié, car reposant uniquement sur l'industrie lourde et l'agriculture, le développement économique nord-coréen supplantait dès lors celui de la Corée du Sud, ce qui confirmait la validité de son modèle et la pertinence de son idéologie. Entre 1956 et 1962, l'économie nord-coréenne a cru selon un rythme moyen de 23,4% (Lee 2001, 1974). Selon Lee Hy-Sang, l'idéologie *juche* a joué un rôle moteur dans le

développement économique nord-coréen de la fin des années 1950. Il souligne que : « The economy of North Korea had posted an unmistakable burst of growth in the 1950s, engineered as it was primarily through coercion, mass mobilization, and intensified use of resources » (Lee 2001, 69).

Dans les années 1960, la Corée du Nord mit à profit son rapide développement sidérurgique dans la poursuite d'un effort de militarisation sans précédent. Prescrite par l'idéologie *juche*, l'atteinte de l'autosuffisance militaire s'imposait alors prioritairement. Le programme de militarisation avancé par Kim Il-Sung en 1962 visait quatre objectifs principaux : l'armement de toute la population, la modernisation de l'équipement militaire, la fortification complète du pays et l'entraînement accru de tous les soldats (Lee 2001, 51). La militarisation de la société nord-coréenne eut pour incidence directe le ralentissement de la croissance économique. En effet, entre 1963 et 1970, le taux de croissance moyen de celle-ci se chiffrait à 8,3% (Lee 2001, 74). Pour la même période, celui de l'économie sud-coréenne, qui prenait alors son envol, se chiffrait à 9,6% (Song 1997, 60-61). L'idéologie *juche* qui, au départ, avait conduit à un développement économique sans précédent, contribuait dorénavant à ralentir la croissance de par le fait des imposantes sommes qui furent consacrées aux dépenses militaires. Il s'agissait d'un précieux capital dont furent privés les autres secteurs de l'économie nord-coréenne.

Cependant, c'est surtout dans les années 1970 et 1980 que les succès du modèle « développementaliste » sud-coréen démontrèrent les limites d'un développement économique lourdement conditionné par l'idéologie *juche*. Dans les décennies 1970 et 1980, les dépenses militaires continuèrent de s'élever vertigineusement en Corée du Nord. Même si le taux de croissance moyen pour la période s'échelonnant de 1971 à 1989 se chiffrait à 9,32%, celui-ci se doit d'être relativisé car il s'explique davantage par un accroissement sans précédent du complexe militaro-industriel que par un développement du secteur civil (Lee 2001, 74). Dans les années 1980, l'isolement d'une Corée du Nord qui aspire à l'autarcie apparut de plus en plus patent. Confrontée au fait que la RPC prit le chemin des réformes économiques, que l'URSS gorbatchévienne entama son programme de réformes économiques et politiques de la *glasnost* et de la *perestroïka*, puis que la

Corée du Sud obtint une reconnaissance internationale sans commune mesure par l'obtention des Jeux Olympiques de Séoul, le régime nord-coréen se posa la question de sa survie (Lee 2001, 131-134). Dans une inertie totale, refusant de reconsidérer la voie du *juche*, le régime se lança dans une série de projets pharaoniques, comme le barrage sur la Mer de l'Ouest, le complexe chimique de Suncheon et la centrale électrique de Taechon, qui mobilisèrent la main-d'œuvre, sans pour autant permettre une croissance économique reposant sur un développement équilibré (Lee 2001, 133-141). En conséquence, de 1985 à 1994, la croissance économique de la Corée du Nord atteignit son plus bas niveau. Elle se chiffrait alors à une moyenne de 4,7% annuellement (Lee 2001, 74). Pour Éric Bidet, les années 1980 allaient consacrer l'échec du kimilsungisme. À cet effet, il souligne que :

Alors que le Sud décollait spectaculairement, pour dépasser son rival, la politique d'autarcie et les travaux de prestige du « Grand Leader » faisaient déraiser la machine. Pyongyang cessa de publier des statistiques, se contentant de slogans. Le décalage allait grandissant, au point qu'en 1989, selon des sources de Séoul, le PNB du Sud était dix fois plus élevé que celui du Nord (210 milliards contre 21), et son taux de croissance de 6,7%, contre 2,4%. L'échec économique du kimilsungisme, de la *juche* et de *Chollima* était patent (Bidet 1998, 169).

5.2 La politique étrangère de la RPC à l'égard de Pyongyang (1945-1992)

En prenant le pouvoir à Beijing le 1^{er} octobre 1949, les communistes, dans un esprit de fraternité idéologique, reconnurent le gouvernement de Corée du Nord comme la seule autorité politique légitime de la Péninsule (Kim 1994, 251). Toutefois, c'est surtout durant la Guerre de Corée que l'on peut trouver l'origine d'une relation privilégiée entre la RPC et la Corée du Nord. La participation de la RPC aux côtés de la Corée du Nord dans ce conflit qui les opposait aux forces alliées, alors venues participer à l'effort de libération du Sud, allait, selon Beijing, faire de la relation sino nord-coréenne, une *xianxie ningchen de youyi*, c'est-à-dire, une relation d'amitié scellée dans le sang (Chung 2004, 12). Durant ce conflit, la RPC fournit à la Corée du Nord une importante assistance militaire, économique et technologique. En ce sens, Kim Il-Pyong rappelle que :

On the third anniversary of the Chinese intervention in the Korean War on October 25, 1953, the *People's Daily*, the official newspaper of the Chinese Communist Party (CCP), stressed that the two countries had built up « an unbreakable, militant friendship » that was « cemented by blood ». The Chinese provided both manpower and economic assistance during the war as well as the post-war rehabilitation programs. The Chinese volunteers built hundreds of reservoirs, dams, dikes, roads and houses, and repaired numerous railways facilities. They have contributed, according to the Chinese sources, « nearly five million workdays to build, among other things, 4 107 bridges, five reservoirs, and 3 768 dikes with a total length of 346 kilometers » (Kim 1994, 248-249).

Tout au long de la Guerre froide, d'une manière toutefois moindre durant les années 1980, la politique étrangère que la RPC a élaborée à l'égard de la Corée du Nord a été lourdement déterminée par une proximité idéologique qui caractérisait les relations entre les deux États. Le maoïsme et le kimilsungisme désignaient effectivement l'impérialisme en tant qu'ennemi commun. C'est dans ces perspectives que fut signé, le 23 novembre 1953, un traité de coopération culturelle et économique entre les deux États. Celui-ci allait encadrer quatre décennies de relations de coopération entre Pyongyang et Beijing. À ce sujet, Kim Il-Pyong souligne que :

(...), North Korea and China signed the Treaty for Economic and Cultural Cooperation on November 23, 1953, which declared that both countries shall extend to each other all possible economic and technical aid, carry out the necessary economic and technical cooperation and endeavour to promote cultural

exchanges between the two countries. Thus, the treaty of alliance and the treaty for economic cooperation bound the two countries for four decades of economic and political relations (Kim 1994, 249).

De plus, entre 1954 et 1957, la Chine maoïste prêta plus de 320 millions de dollars américains à la Corée du Nord afin de l'appuyer dans son effort de reconstruction qui passait surtout par le développement de l'industrie lourde (Kim 1994, 249). Dans les années 1960, Pyongyang comptait également sur le soutien soviétique qui lui avait été assuré dans le cadre du Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance mutuelle signé avec Moscou le 6 juillet 1961. Déclenché au début des années 1960, le conflit sino-soviétique allait donc placer la Corée du Nord dans une situation délicate. En conséquence, elle adopta une politique étrangère neutre et indépendante souhaitant ainsi ne pas s'ingérer dans le conflit (Kim 1994, 249). Malgré la position modérée endossée par Pyongyang, la RPC, consciente que les rivalités sino-soviétiques s'exprimaient aussi dans les termes d'une lutte d'influence dont la Corée du Nord s'avéraient l'un des théâtres, conclut, le 11 juillet 1966, un Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance Mutuelle avec le gouvernement nord-coréen (Kim 1994, 248). En outre faut-il préciser que la RPC cherchait constamment à convaincre Pyongyang de lui apporter un précieux soutien dans le conflit idéologique qui l'opposait à Moscou. C'est dans cette optique que, souhaitant faire résonner la fibre nationaliste nord-coréenne, Beijing taxa la puissance soviétique d'impérialiste. Hong Yung-Lee rappelle que:

During the Sino-Soviet conflict, China actively courted the support of North Korea and the latter, by and large, leaned on China's position on such issues as Cuba, Vietnam, and hegemonism. At the same time, North Korea skilfully exploited the Sino-Soviet conflict to preserve its autonomy and to obtain maximum concessions from both the Soviet Union and China (Lee 1994, 271-272).

À la fin des années 1960, les dérives de la Révolution culturelle amenèrent un tiédissement de la politique étrangère chinoise à l'égard de Pyongyang. Alors que la RPC plongeait dans l'anomie certaine et dans l'isolement le plus total, des Gardes Rouges accusèrent Kim Il-Sung de révisionnisme en y reconnaissant un Khrouchtchev coréen (Kim 1994, 253). D'une manière réciproque, le rapprochement sino-américain du début des années 1970 engendra de vives critiques de la part de Pyongyang et refroidit encore davantage les relations entre

les deux États (Lee 1994, 272). Cette distanciation ne fut toutefois que momentanée. En aucun temps, les Traités d'Amitié et de Coopération ne furent remis en question. À la fin des années 1970, la RPC continuait de donner un appui total et complet à la Corée du Nord dans son projet d'unification socialiste de la Péninsule. En refusant toujours d'établir des relations diplomatiques avec le Sud, la RPC reconnut *de novo* que le gouvernement de la Corée du Nord restait le seul qui était légitime. En outre, Beijing réitéra sa volonté de poursuivre une relation « scellée dans le sang » et sa détermination à livrer un appui militaire à la Corée du Nord en cas d'une guerre contre le Sud. Dans cette veine, Kim Il-Pyong souligne que:

On the occasion of the 30th anniversary of the founding of the DPRK in September 1978, the Chinese vice Premier Deng Xiaoping paid a special visit to North Korea. Both Hua Guofeng and Deng Xiaoping assured the North Korean leadership that China was determined to fight shoulder to shoulder with North Korea if and when war broke out on the peninsula as they did in the same trenches in the 1950s. They stressed that China supported North Korea's reunification and China would not establish diplomatic relations with South Korea at this juncture (Kim 1994, 247).

Les relations économiques que la RPC tissa avec la Corée du Sud dans les années 1980 n'eurent pas une incidence spontanée sur la nature des relations entretenues avec Pyongyang, et ce, pour la principale raison qu'elles restèrent essentiellement secrètes et qu'elles se déroulaient le plus souvent à l'insu du gouvernement nord-coréen. Il faudra attendre 1992 pour que la RPC se décide finalement à normaliser ses relations diplomatiques avec le Sud et que les changements qui étaient observés dans les pratiques depuis presque dix ans s'incarnent dorénavant dans une ligne politique officielle qui allait modifier durablement l'essence des relations avec le Nord. Pour Beijing, il était impérieux de construire des relations approfondies avec Séoul, tout en préservant une bonne entente relative entre la RPC et la Corée du Nord. C'est pour cela que Beijing, tout au long de son processus de rapprochement avec le Sud, prit soin de ne pas irriter Pyongyang en tempérant, de temps à autre, le nouvel enthousiasme suscité par la récente proximité avec Séoul. D'ailleurs, à quelques reprises dans les années 1980, Beijing adopta des mesures pour ralentir son commerce avec le Sud et alla même parfois jusqu'à mettre un terme à certains projets de partenariat avec Séoul.

Toutefois, ces gestes de recul n'avaient pour objectif que de ménager Pyongyang et n'eurent, en fait, que peu de conséquences négatives sur l'essor des relations avec Séoul. À ce sujet, Chung Jae Ho rappelle que:

China's basic position in dealing with two Koreas seems to be to develop economic ties, together with other contacts such as athletic and cultural exchange, in ways that do not excessively provoke North Korea. The Chinese announcement of the crackdown on indirect trade with South Korea in 1982 and the closing of the two countries first joint venture in 1986 were, in fact, mere gestures with no lasting effect. They were calculated moves on the Chinese side, designed to give North Korea some face -*gei beihan liudian mianzi*-(Chung 1988, 1046).

En somme, dans les années 1980, le gouvernement de Beijing a tenté de développer des relations avec le Sud sans pour autant remettre en question la fraternité historique qui le liait au Nord. Mais, derrière cette nouvelle politique *de facto*, axée sur le commerce avec le Sud, se dessinait, à Beijing, une nouvelle politique coréenne *de jure*, celle-ci reconnaissant deux États, lesquels étaient désormais perçus comme étant tout aussi légitimes l'un que l'autre. Le simple fait de nouer des relations économiques avec le Sud, sur la base d'attentes commerciales positives entretenues à l'égard de Séoul, allait rendre impossible le maintien sur le long terme d'une politique fraternelle et révolutionnaire, marquée par un soutien indéfectible envers Pyongyang, car celle-ci exigeait l'éternelle reconduction du déni de la légitimité de l'État sud-coréen, doublée d'un support inconditionnel à l'idée d'unification socialiste chérie par la Corée du Nord. Ainsi, comme Chung Jae Ho le rappelle: « The opening and the maintenance of the contacts (with Seoul) require abandonment of China's antagonistic and dogmatic posture toward South Korea » (Chung 1988, 1046).

5.3 La formulation chinoise d'attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang

Outre le processus de normalisation des relations avec la Corée du Sud, il y a d'autres facteurs qui, liés à l'incidence des réformes économiques chinoises sur la politique étrangère de la RPC et, par ricochet, à la question des attentes commerciales, permettent d'expliquer un certain refroidissement des relations entre Beijing et Pyongyang durant les quinze dernières années. Dans la décennie 1990, la formulation chinoise d'attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang peut sans doute expliquer des éléments de distanciation dans l'articulation de la politique nord-coréenne de Beijing. Dans cette section, nous allons expliquer les raisons pour lesquelles la RPC formula des attentes commerciales négatives à l'endroit de la Corée du Nord.

La très grande précarité de l'économie nord-coréenne et l'inertie d'un système politique très réfractaire à entreprendre des réformes économiques dans le contexte de l'après-Guerre froide ont poussé la RPC, dans les années 1990, à formuler des attentes commerciales pessimistes à l'endroit de Pyongyang. Selon la Banque de Corée du Sud, dès 1989, le taux de croissance de l'économie nord-coréenne devint négatif. Il oscilla entre -4% en 1990, -6% en 1991, -7% en 1992, -3% en 1993, -2% en 1994 et -7% en 1995 (Noland 1998, 39). Pour la même période, la production nord-coréenne de charbon, dont la RPC s'avérait le premier importateur, était en chute libre. S'élevant à 43,3 millions de tonnes en 1989, elle tomba à 25,4 millions en 1994 (Chun 1997, 38). Statistique révélatrice, en 1997, le PIB nord-coréen représentait 68% du PIB de 1989 (Jo 1998, 375). À ce déclin économique d'importance, vinrent s'ajouter des catastrophes naturelles, comme les inondations de 1995 et des vagues successives de sécheresses, qui furent aux sources de pénuries alimentaires et de famines endémiques. Seong Ho Jhe traite de l'ampleur de cette crise et souligne que :

In 1995, the North's food shortfall was 1.67 million tons (total demand: 5.80 million tons, output 4.13 million tons) and the year after, in 1996, because of flood damage, it increased to 2.33 millions tons (total demand: 5.78 million tons, output: 3.45 million tons), literally the worst point of the crisis (Seong 2003, 218).

À cela, il ajoute que:

After July 1994, when Kim Il-Sung died, food distribution, which had been carried out 2-3 times a year, was gradually reduced except in special areas or for the upper classes. Even then, the food allotment was only about 3 kilograms of grain a month per household, enough only for 3-5 days. Then the flood that hits North Korea in 1995 and 1996 made the food situation worse. From this point, the suspension of food rationing occurred in succession throughout the country (Seong 2003, 219).

Pour plusieurs analystes, le système politique de la Corée du Nord semblait alors être confronté à l'éventualité d'un effondrement prochain. À cet égard, Chun Hong-Tack rappelle que:

The North Korean economy is in a deep crisis. Output has declined for six consecutive years since 1990. On top of this, floods in 1995 caused extensive damage to agriculture, the infrastructure, and industrial facilities. Various independent assessments of the food supply problem in North Korea conducted by such institutions as the Department of Humanitarian Affairs of the United Nations, the World Food Program, and the Food and Agriculture Organization of the United Nations indicate that, unless substantial food aid is provided, malnutrition and possible starvation will affect millions of people. Some analysts even argue that North Korea may collapse in three to five years because of the crisis caused by food shortages and economic decline (Chun 1997, 32).

Pour le gouvernement de Beijing, l'économie nord-coréenne, de plus en plus dépendante de l'économie chinoise en termes d'aide humanitaire, et ce, autant sur les plans alimentaires qu'énergétiques, devenait alors davantage un fardeau qu'un terrain fertile en opportunités commerciales et économiques. Ainsi, Harish Kapur souligne que:

Within this new and changed framework, North Korea was no longer perceived as being very important to China if anything, it had become a drag on the Chinese economy. Besides, with the evaporation of Sino-Soviet competition, the attractiveness of North Korea had disappeared (Kapur 1994, 296).

Dans cette même optique, Lee Hong Yung insiste sur le fait que, depuis l'introduction des réformes économiques en RPC et en raison du phénomène de diversification des partenaires commerciaux qui s'en suivit, l'importance de l'économie nord-coréenne ne cessa de diminuer dans l'ensemble du commerce extérieur chinois. À ce chapitre, il souligne que:

(...) with China's economic reforms, the importance of North Korea as a trade partner has been steadily decreasing, the absolute amount of two-way trade declining from about 0.5% of China's total trade by 1990. In contrast, North Korea's dependence on China has been steady or increasing. For instance, Sino-North Korea trade constituted a range of 16-19% of North Korea's total trade in the 1980s (Lee 1994, 277).

En outre, la stagnation du commerce sino nord-coréen fit également en sorte que Beijing entretienne des attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang au début des années 1990. En fait, si on omet l'année 1993, qui fait figure d'exception avec un montant total de 898 millions de dollars américains, le valeur de ce commerce a oscillé, pour les treize années s'échelonnant de 1984 à 1996, entre 484 et 694 millions de dollars américains. Nous sommes ici très loin des pourcentages d'augmentation des échanges commerciaux entre Beijing et Moscou, puis entre Beijing et Séoul pour la même période. En fait, la valeur du commerce entre Beijing et Pyongyang est passée de 498 millions de dollars américains en 1984, à 491 millions en 1990, puis à 566 millions en 1996 (IMF, Direction of trade 1991; IMF, Direction of trade, 1997).

Qui plus est, au fil des ans, ce commerce a évolué dans un sens qui déplut à la RPC. Alors que la RPC exportait des produits agricoles et du pétrole à des prix largement inférieurs aux prix internationaux dans le but de porter secours à son voisin aux prises avec de graves problèmes économiques (Chun 1997, 39), la Corée du Nord n'arrivait plus à exporter autant d'acier et de matières premières qu'auparavant, compte tenu du fait qu'elle éprouvait des retards technologiques qui compliquaient et ralentissaient le processus d'extraction des minerais tels l'acier, le fer et le zinc (Chun 1997, 37). Reflétant une dépendance croissante de l'économie nord-coréenne par rapport à l'économie chinoise, l'importante diminution des exportations nord-coréennes à destination de la RPC a certes également contribué à faire en sorte que la RPC formule des attentes commerciales négatives à l'égard de la Corée du Nord. On remarque que de 1984 à 1996, le montant total des exportations nord-coréennes à destination de la RPC a suivi une pente descendante. Il est passé de 272 millions de dollars américains en 1984; à 129 millions en 1990, puis à 69 millions en 1996 (IMF, Direction of trade 1991; IMF, Direction of trade 1997).

Dans la Corée du Nord de l'après-Guerre froide, l'inertie politique, qui se traduisait par une opposition tranchée des autorités à l'idée d'entreprendre un programme de réformes économiques, est aussi un facteur qui a conduit la RPC à entretenir des attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang. Pour

Beijing, seule la mise de l'avant de réformes économiques, reposant sur l'ouverture de l'espace économique nord-coréen, pouvait alors contribuer à rendre plus productives les relations sino nord-coréennes. À cet égard, Lee Hong Yung note que:

By pursuing reforms and adopting a more flexible and open policy line, China argues, North Korea can overcome the current economic difficulties and cooperation between China and North Korea in this respect will be productive for both sides (...) (Lee 1994, 296).

Contrairement à cela, confrontée à l'effondrement de l'URSS et la fin de la Guerre froide, la Corée du Nord de Kim Jong-Il entreprit la voie d'une radicalisation idéologique allant même jusqu'à alimenter une critique du socialisme de marché à la chinoise. À ce sujet, Lee Hong Yung rapporte que:

(...) North Korea has also hardened its ideological control over its people. *Rodong Shinmun* carried a long article written by Kim Jong-Il, stressing the need to consolidate the Party's ideological and organizational foundation, while criticizing the « renegades » of socialism, "that those, who used to talk about their loyalty to the cause of socialism in the past, have become renegades of socialism overnight is, in the long run, due to their failure to make socialism their own conviction and morality". They veiled criticism can easily and obviously be applied to China (Lee 1994, 288).

Excluant toute possibilité que son pays suive la voie chinoise, Kim Jong-Il expliqua la défaite du socialisme en Europe par la poursuite d'un révisionnisme politique prescrivant réformes et ouverture économiques. À ce chapitre, Lee Sang-Hy rappelle que:

In « The Historical Lesson in Building Socialism and the General Line of Our Party », made public in February 1992, Kim analyzed the reasons for the collapse of socialism in Europe and the Soviet Union and concluded, « One-step concession and retreat from the socialist principles has resulted in ten- and a hundred-step concessions and retreat, and, finally, invited the grave consequence of ruining the working-class parties themselves ». The progressive concessions, of course, referred to revisionism, reform, and restructuring, three words he cited in quotation marks. Articulated clearly in the essays was the determination to maintain *juche* socialism uncompromised and to keep the socialist fortress insulated from the pagan ideologies of turncoat socialists and reactionary bourgeoisie (Lee 1994, 217-218).

De plus, Kim Jong-Il vit dans les réformes de la *perestroika* et de la *glasnost* les causes fondamentales de l'effondrement de l'URSS. Il assura que la Corée du Nord ne s'engagera pas dans cette avenue. Byung Hun Oh soutient que:

For his part, Kim Jong-Il equated *glasnost* and *perestroika* with the causes of the Soviet Union's collapse, and has repeatedly declared that « scientific socialism »

or « our way of socialism » in North Korea did not have a room for openness or restructuring (Byung 2003, 291).

Dans cette section, nous avons vu que les graves problèmes économiques rencontrés par la Corée du Nord dans les 1990 et l'inertie politique des dirigeants, lesquels se sont objectés catégoriquement à l'entreprise de réformes économiques, sont des facteurs qui ont poussé la RPC à entretenir des attentes commerciales négatives à l'égard de Pyongyang. Or, selon la théorie de Copeland, le fait d'entretenir ce type d'attentes aurait dû conduire la RPC à adopter une politique étrangère conflictuelle ou, du moins, de distanciation par rapport à la Corée du Nord. Dans la prochaine section de ce travail, nous verrons que nul n'en est le cas puisque la nouvelle politique nord-coréenne de Beijing est hétérogène, et ce, dans le sens où elle juxtapose à la fois des éléments de coopération et de distanciation. Nous en proposerons une explication alternative. Celle-ci repose sur une vision des réformes économiques en tant que facteur domestique de détermination de la politique étrangère.

5.4 La nouvelle politique nord-coréenne de Beijing: la question de la légitimité

Depuis le début des années 1990, la politique nord-coréenne de Beijing est hétérogène. Celle-ci allie des éléments de distanciation et de coopération en empruntant trois principaux vecteurs. Alors que la RPC semble vouloir se distancer de la Corée du Nord sur des plans idéologique et symbolique, celle-ci met également de l'avant des politiques de coopération en socialisant notamment son voisin à des normes internationales, mais aussi en favorisant le maintien d'un État stable et autoritaire à Pyongyang. Dans cette section, nous démontrerons qu'il est possible de fournir une explication originale du caractère hétérogène de la politique nord-coréenne de Beijing en percevant les réformes économiques chinoises en tant que déterminants domestiques de la politique étrangère de la RPC. Émerge alors la question de la légitimité. Dans un premier temps, nous ferons un bref retour sur l'importance de la quête de légitimité politique pour les dirigeants chinois dans l'entreprise du programme des réformes économiques à la fin des années 1970. Ensuite, nous expliquerons chacun des trois vecteurs de la politique nord-coréenne de Beijing dans les perspectives de cette même quête de légitimité.

Au sortir de la Révolution culturelle et au lendemain de la mort de Mao, le pouvoir politique du PCC se trouva fortement fragilisé. Devant une économie laissée exsangue par une décennie d'utopies et devant une société désillusionnée par les omniprésentes campagnes politiques, mais aussi, laissée sans repère suite au décès du Grand Timonier, Deng Xiaoping, ayant rapidement atteint les hautes sphères du PCC conséquemment aux intermédiaires de la Bande des Quatre et de Hua Guofeng, se trouva confronté à la nécessité de refonder la légitimité du pouvoir exercé par le PCC. Au mode maoïste de la légitimité charismatique, il entendait faire succéder celui de la légitimité d'un gouvernement rationnel dirigé par un PCC désireux d'entreprendre des réformes économiques axées sur une conception pragmatique du développement, puis de faire de la RPC un État ouvert sur le monde, qui serait d'ailleurs de plus en plus sensible aux normes internationales dans une variété de domaines. De ces perspectives, il ressort que les réformateurs cherchèrent à refonder non seulement la légitimité internationale de la RPC, mais

encore et avant tout, sa légitimité domestique pour récupérer cette partie grandissante de la population qui avait perdu confiance dans le PCC et qui restait désenchantée par les dérives du socialisme à la Mao. Les réformes ont modifié la politique chinoise sur quatre principaux axes. En fait, en vertu de celles-ci, le PCC a abandonné l'idéologie au profit du pragmatisme, l'autoritarisme politique a su être préservé, la RPC a ouvert son économie en intégrant l'économie mondiale, puis Beijing s'est mis à épouser de nouvelles normes internationales, et ce, tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique. Nous verrons que ces quatre axes qui caractérisent la politique de la Chine des réformes et qui découlent directement de cette quête de légitimité ont fortement modelé la politique nord-coréenne mise de l'avant par Beijing dans les années 1990. Nous allons maintenant analyser chacun des trois vecteurs de cette politique en tenant compte de la question de la légitimité et des quatre axes qui lui sont associés.

5.4.1 Distanciation symbolique et idéologique

À partir des années 1990, Beijing a pris bien soin de se distancer de Pyongyang sur les plans symboliques et idéologiques. Des quatre axes directeurs qui caractérisent la politique de la Chine des réformes, nous retenons les trois suivants dans l'analyse de ce processus de distanciation idéologique, symbolique et normatif: l'abandon de l'idéologie au profit du pragmatisme, l'ouverture de l'économie domestique dans un mouvement d'intégration de l'économie mondiale et l'adoption de nouvelles normes internationales tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique.

En abandonnant l'idéologie maoïste au profit du pragmatisme, la Chine post-Mao a cessé d'employer la même grammaire politique idéologisée que Pyongyang. Grammaire qui a d'ailleurs été radicalisée dans la Corée du Nord des Kim avec d'autant plus d'intensité sous la gouverne de Kim Jong-Il durant le cours des années 1990. Devant la fragilisation du régime politique nord-coréen suite à la fin de la Guerre froide, à la chute de l'URSS, à une confrontation de plus en plus acérée avec Washington, à de sérieux problèmes structurels touchant l'économie

domestique et à la dévastation causée par des inondations répétitives, le régime autocrate de Pyongyang a choisi de jouer la carte de l'idéologie, c'est donc dire de se replier sur le *juche* en accordant une place de choix aux idéaux célébrant l'autarcie et le nationalisme. À cet effet, Dennis Roy rapporte que dans les années 1990:

North Korea's insecurity is equally clear. The Kim government has two strong reasons to fear domestic challenges to its right to rule the DPRK. The first is its poor management of North Korean economic development. The country exhibited promising growth through the 1950s and 1960s, but by the 1980s it was clear North Korea's rigid command style economy was doomed to fall further behind the more liberal economies of Pyongyang's neighbours. (...) Second, the Kim regime has grossly misled its people. The government claims North Korea is a socialist economic paradise that puts its southern neighbour to shame, when the opposite is closer to the truth. North Korea is an island of stagnation in the world's most economically dynamic region, of which South Korea is one of the proudest success stories. The authorities in Pyongyang say Kim Il-Sung and to a lesser extent Kim Jong-Il are renowned around the world for the political philosophy and nation-building skills (...) (Roy 1997, 6).

Qui plus est, cette culture idéologique de l'autarcie allait rentrer en porte-à-faux avec une volonté plus que déterminée de la RPC d'ouvrir son économie et d'intégrer le marché mondial. De plus, cet isolement idéologique nord-coréen, reconnu pour avoir tourné le pays vers la grandeur de ses réalisations passées, allait résonner bien mal avec cette nouvelle direction prise par Beijing dans la promotion et l'adoption de nouvelles normes internationales reconnues à la fois comme étant des pierres de touche de la mondialisation néolibérale et d'une nouvelle société internationale valorisant le consensus sur certaines grandes questions, consensus à partir duquel est censé découler un environnement international pacifique et stable, dit favorable à la croissance économique dans une économie mondiale de plus en plus flexible et de moins en moins soumise à des contraintes protectionnistes émanant du cadre national. De manière diamétralement opposée à la voie frondeuse refusant l'intégration choisie par Pyongyang, l'importance que revêt un environnement régional pacifique aux yeux des autorités chinoises nous est ici soulignée par Chen Qimao:

While Europe got into trouble after the disintegration of the Soviet Union and Yugoslavia, the Asian Pacific region enjoys relative tranquillity, political stability, and a continuous economic boom. For China the most important thing is that the main military threat from the North, which had plagued the country for decades, has been greatly reduced, and tensions along China's borders, such as the Cambodian issue, the Afghanistan war, the confrontation on the Korean

Peninsula, the China-India border disputes, and the confrontation between the two sides of the Taiwan Strait, have eased (...) (Chen 1993, 239).

Maintenant, nous démontrerons comment dans les faits Beijing s'est-elle distancée de Pyongyang dans les domaines idéologique et symbolique. Dorénavant, Beijing n'entend plus faire passer ses relations avec la Corée du Nord par le même canal qu'autrefois. Auparavant, la relation sino nord-coréenne empruntait la voix des bureaux de liaison du Parti communiste chinois et du Parti des travailleurs de Corée. Le fait que ces deux organisations partisans faisaient office de principales courroies de transmission entre les deux gouvernements contribuait à donner une place fondamentale à l'idéologie révolutionnaire dans les relations entre Beijing et Pyongyang. Or, dans les années 1990, Beijing adopta une nouvelle vision des choses. La RPC décida d'envisager ses relations avec la Corée du Nord non plus comme étant des relations de Parti à Parti, mais plutôt comme des relations normalisées d'État à État. À cet effet, Banning Garrett et Bonnie Glaser souligne que:

Chinese analysts indicate that the Chinese leadership is less and less concerned about any obligations to the Korean workers party or the Pyongyang government based on history or ideology. Ideological concerns and the legacy of the Korean War are allegedly secondary and fading factors in Chinese policy towards North Korea. Most analysts insist that the emphasis is increasingly on state-to-state ties and that economics, national interest and real politics are rapidly emerging as dominant factors determining China's relationship with North Korea. Any remaining Chinese ideological and historical considerations are being eliminated from the relationship as the older generation passes from the scene (Garrett et Glaser 1995, 528).

Les souvenirs d'une fraternité révolutionnaire qui remontent à la Guerre de Corée tendent à s'estomper avec le temps, et ce, au rythme même où les nouvelles priorités de la RPC les fait de plus en plus pâlir. Dans cette optique, Banning Garrett et Bonnie Glaser soulignent que : « Many Chinese institute analysts dismiss the notion that blood ties forged during the Korean war would compel Beijing to intervene in Korea once again should a new conflict erupt » (Garrett et Glaser 1995, 540). D'autres commentateurs vont même jusqu'à dire que l'idéologie révolutionnaire nord-coréenne serait même devenue une source d'ennuis majeurs pour cette Chine qui a embrassé le nouvel ordre mondial. À cet égard, Park Young-Ho souligne sans détour que:

The Kim Jong-Il era has witnessed the reshaping of a new world order. It is a period of great changes for countries that had once tightly embraced socialism. Furthermore, the Stalinist system no longer exists, and even China, the only remaining ally of North Korea, has begun to perceive the North Korea regime as a burden, not as a blood forged ally (Park 2001, 24).

Vers la fin des années 1990, le gouvernement chinois a également adopté un nouveau lexique pour rendre compte de ses relations avec la Corée du Nord. Celui-ci traduit clairement une volonté de distanciation idéologique et symbolique. À l'amitié scellée par le sang (*xianxie ningchen de youyi*), Beijing préféra dorénavant substituer le concept de liens amicaux traditionnels (*chuantong youhao guanxi*). En ce sens, Chung Jae Ho rapporte que:

Since the late 1990s, China gradually and quietly purged the stylized language of the friendship sealed in blood previously reserved only for depicting its relation with North Korea. The phrase has now been totally replaced by the significantly downgraded concept of traditional amicable ties (Chung 2004, 12).

Il n'en reste pas moins qu'au sein des plus hautes autorités chinoises, la question des relations sino nord-coréennes est toujours d'actualité. Pour le PCC, il s'agit d'un enjeu majeur. En effet, devant la récente radicalisation du régime de Pyongyang, Beijing cherche toujours plus à prendre ses distances. Il en va de la légitimité internationale du régime chinois. Ainsi, dès 2003, le PCC a mis sur pied un comité consultatif permanent (*chaoxian wenti lingdao xiaozu*) auquel a été attribué le mandat de réévaluer sur une base courante la politique nord-coréenne de Beijing. Le choix du responsable de ce comité témoigne de l'importance que la RPC accorde à cette épineuse question. En effet, il ne s'agit de nul autre que de Hu Jintao, l'actuel Président de la République populaire de Chine. C'est dans cette perspective que Chung Jae Ho souligne que:

(...), in early march 2003 the central committee of CCP reportedly established the leadership small group on the North Korean problem (*chaoxian wenti lingdao xiaozu*) headed by Hu Jintao. Upon its formation the first thing Hu allegedly did was to summon China's top Korean specialist to solicit their opinion on the issue. According to knowledgeable Chinese analysts it was also around this time that debates and discussion began flourishing in China and Beijing in particular concerning the need to readjust China long standing policy toward North Korea (Chung 2004, 9).

Suite à la première crise du nucléaire nord-coréen qui eut lieu en 1993-1994, alors que la Corée du Nord refusait à des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique l'accès à la centrale nucléaire de Yongbyong,

des mesures politiques particulières furent prises par la Chine et l'examen de celles-ci permettent également de vérifier l'adoption d'une politique de distanciation par rapport à Pyongyang. Tout d'abord, soulignons que la RPC a d'emblée identifié les décisions politiques nord-coréennes comme étant aux sources du conflit. Cette position démontre sans aucun doute l'abandon d'une politique étrangère idéologisée où les anciens alliés se retrouvent désormais réinterprétés au travers du prisme d'une politique étrangère plus pragmatique. À cet effet, Kwon Manhak synthétise ici la position de Beijing: « China may have assessed that North Korea nuclear development was inciting a crisis, rather than America's threat to North Korea creating a crisis » (Kwon 2003, 209). Durant la deuxième crise du nucléaire qui débuta en 2002-2003, Beijing supporta une résolution mise de l'avant par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, alors que celle-ci demandait la cessation immédiate des essais nucléaires nord-coréens (Chung 2004, 10). À cela faut-il ajouter que durant le mois de février 2003, on invoqua des « raisons techniques » pour expliquer la fermeture des oléoducs liant la RPC à la Corée du Nord (Chung 2004, 10). Par l'impulsion d'une série de mesures diplomatiques, militaires et économiques, le Président Hu Jintao a démontré au monde entier sa ferme volonté de se distancer idéologiquement de Pyongyang. Dans ce passage, Yi Xiongxiang souligne que:

Hu's words of confidence were backed up by a series of bold actions including suspending crucial oil shipments to the DPRK, sending high level envoys to Pyongyang, Seoul, Moscow and Washington, and shifting troops around the Sino-Korean border (Yi 2005, 89).

Plusieurs s'entendent pour dire que la carte du nucléaire a été utilisée pour attirer l'attention de la communauté internationale, mais surtout de la RPC, et ce, alors que Pyongyang souhaitait recevoir une aide économique substantielle en l'échange de l'arrêt de son programme. Toutefois, les réactions de Beijing n'ont pas été celles auxquelles s'attendaient les dirigeants nord-coréens. Elles ont plutôt illustré un profond détachement de la RPC par rapport à celui qui était jadis son frère de sang. Ainsi, Chung Jae Ho explique que:

The nuke weapon program were the last ditch effort to express North Korea ultimate security and economic concerns. Although Pyongyang nuclear ambition has been often interpreted as a minimum security measure against Washington it was at the same time the loudest voice it has been making against its traditional

allies, most notably China. In retrospect, however, Pyongyang voicing has not been effective, at least against Beijing more drawn to Seoul and reassess its long term position on the Korean peninsula (Chung 2004, 8).

La question du chantage nucléaire nord-coréen a amené Beijing à remettre en question son rôle de pourvoyeur à l'égard de la Corée du Nord. Ayant projeté la relation sino nord-coréenne sous les feux de la rampe de la politique internationale, les crises successives du nucléaire nord-coréen ont forcé Beijing à modérer l'assistance économique préférentielle qu'elle apportait à Pyongyang. À cet égard, Banning Garrett et Bonnie Glaser soulignent que:

Economic ties have been especially affected by the new diplomatic situation as well as by Beijing desire to focus its resources on China's own economic development. Trade has declined precipitously as Beijing has increasingly insisted that the North Koreans pay close to world prices in hard currency rather than continue to receive special friendship prices that amount to foreign aid (Garrett et Glaser 1995, 528).

Pour Chung Jae Ho, l'ensemble de ces développements ne fait nul doute que Beijing évacue progressivement la question de la fraternité idéologique dans ses relations avec la Corée du Nord. À juste titre, il souligne ainsi que: « we are seeing the first string of Beijing's determined moves to deal with Pyongyang on a more normal and rational basis » (Chung 2004, 12). Ainsi, des éléments d'analyse comme le nouveau lexique politique choisi par Beijing dans la description de la relation qui l'unit désormais à Pyongyang, la transformation des relations politico-économiques entre la Corée du Nord et la RPC, puis la nature des réactions chinoises par rapport aux politiques frondeuses de Pyongyang, témoignent hors de tout doute d'un changement de cap qui implique une distanciation idéologique et symbolique entre l'Empire du Milieu et le pays du *juche*.

5.4.2 Coopération et socialisation à des normes internationales

Tel qu'expliqué dans le chapitre, les réformes économiques chinoises, destinées à rétablir la légitimité politique du PCC, ont amené la RPC à se donner de nouvelles priorités diplomatiques, économiques et stratégiques. Celles-ci ont débouché tour à tour sur trois types de politiques étrangères. Au début des années 1980, l'équipe de Deng Xiaoping mit de l'avant la politique étrangère dite

d'ouverture totale (*quanmian kaifang*). Dans les années 1990, l'arrivée de Jiang Zemin aux grands offices de l'État coïncida avec la mise en route d'une politique étrangère visant l'établissement de relations amicales avec les États voisins (*mulin youhao*). Puis, dès 2002, avec le commencement de l'ère de Hu Jintao, Beijing s'orienta vers une nouvelle politique étrangère cherchant à conforter la Chine dans le rôle d'une grande puissance diplomatique responsable (*fu zeren de daguo waijiao*). Or, ces trois types de politiques étrangères ont en commun de donner une toute nouvelle importance à l'univers normatif. Alors que le *quanmian kaifang* puise dans le bassin normatif du libéralisme économique, le *mulin youhao* et le *fu zeren de daguo waijiao* mettent en valeur des normes liées à la coopération multilatérale, lesquelles poursuivent le but d'assurer un environnement pacifique en tant que condition *sine qua non* du développement économique et du dynamisme commercial. En cherchant à faire de la RPC une grande puissance diplomatique responsable, la politique du *fu zeren de daguo waijiao* attribue un nouveau rôle régional à la Chine, lui incombant de participer à la propagation et à l'exportation de normes. Alors que le *quanmian kaifang* visait principalement à rétablir la légitimité du PCC sur le plan domestique, le *mulin youhao* et le *fu zeren de daguo waijiao* ont permis de démontrer à la communauté internationale que même si le PCC dirige le pays d'une manière autoritaire et qu'il n'épouse pas le libéralisme démocratique, la RPC favorise tout de même la coopération multilatérale dans les domaines de la sécurité et de l'économie.

Qui plus est, cette toute nouvelle promotion du multilatéralisme allait emprunter la voie d'un renouveau diplomatique érigé en réaction à la perspective américaine du Nouvel ordre mondial. Lancée parallèlement à la guerre du Golfe de 1991 par l'administration Bush, cette nouvelle conception des relations internationales reposait sur l'idée phare que la chute de l'URSS avait débouché sur un nouvel ordre unipolaire dans lequel les États-Unis d'Amérique devenait l'unique superpuissance. Impulsée par Beijing au début des années 1990, la diplomatie *zhoubian* insista sur deux postulats. Tout d'abord, le pouvoir unipolaire de Washington devait être contrebalancé par un vigoureux multilatéralisme. Également, le nouvel ordre mondial se devait aussi de prendre en compte la

problématique du développement économique. À cet effet, Beijing soutint qu'il retournait du devoir des puissances économiques de se soucier des États qui éprouvent des difficultés dans leur développement. Dans cette optique, James C. Hsiung souligne que:

The PRC diplomatic initiative which resulted from an assessment of the post cold war order was also a reaction to washing characteristic of the new order as trumpeted by President George Bush after desert storm. Three points stood out in the Chinese definition of what the new order should be 1. That all countries, big and small, should be equal, and no one power should dictate the affairs of others 2. That a unipolar (read US) monopoly of power should be checked and countered by a collective sharing of power among nations with the UN playing a leading role 3. The new world order should also contain a new economic world order in which the developed countries help the developing countries on their path to development (Hsiung 1995, 574).

En conséquence, durant les quinze dernières années, Beijing a redessiné progressivement sa politique étrangère à l'égard de la Corée du Nord de manière à socialiser celle-ci à des normes internationales. Que ce soit en l'encourageant à entreprendre des discussions multilatérales sur la sécurité ou en lui vantant les mérites d'implanter des réformes économiques de marché calquées sur le modèle chinois, la nouvelle politique nord-coréenne de Beijing a emprunté la voix de la coopération. À cet effet, Wu Xinbo souligne que:

Beijing is able to encourage Pyongyang to adopt a more pragmatic diplomacy by improving and normalizing relations with ROK, the US, Japan and European Union countries, and to persuade them to focus more on economic development rather than military building up (Wu 2003, 87).

Pour l'analyse de ce nouveau type de coopération centré sur la socialisation normative, des quatre axes directeurs qui caractérisent la politique étrangère de la Chine des réformes, nous mettons de côté l'abandon de l'idéologie au profit du pragmatisme et la préservation de l'autoritarisme politique pour retenir les deux suivants: l'ouverture de l'économie domestique dans un mouvement d'intégration de l'économie mondiale et l'adoption de nouvelles normes internationales tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique. Avant de nous intéresser au domaine des réformes économiques, examinons tout d'abord en quoi Beijing a cherché à socialiser Pyongyang à des normes ayant trait à la coopération et au multilatéralisme. Nous nous concentrerons sur les crises nucléaires nord-coréennes

de 1992-1994 et de 2002-2003, car il s'agit de deux événements clefs autour desquels se cristallise cette nouvelle tendance.

5.4.2.1 Les crises du nucléaire nord-coréen

Tout d'abord, voici un bref rappel historique qui permettra de mieux saisir les enjeux de cette crise. En 1974, la Corée du Nord devint membre de l'Agence internationale de l'Énergie atomique et signa le Traité de non-prolifération nucléaire en 1985 (Yang 2000, 61). Le régime de Kim Il-Sung allait donc renoncer au nucléaire militaire et se limiter à en mener une exploitation strictement civile. Or, en 1992, Pyongyang refuse aux inspecteurs de l'AIEA l'accès à deux de ses 16 centrales. On suspecte immédiatement la Corée du Nord de ne pas respecter le Traité de non-prolifération nucléaire en enrichissant de l'uranium à des fins militaires. Le 12 mars 1993, en se retirant du Traité de non-prolifération nucléaire, la Corée du Nord déclenche une crise internationale (Yang 2000, 61). En juillet 1994, la crise prend fin avec la signature entre Pyongyang et Washington des Accords de Genève, lesquels octroient à Pyongyang une aide énergétique en échange de la cessation immédiate de son programme nucléaire militaire. En 2002, placée sur l'Axe du Mal par la nouvelle politique étrangère américaine de George W. Bush qui renonce aux Accords de Genève, la Corée du Nord décide de redémarrer son programme d'enrichissement de l'uranium à des fins militaires (Yi 2005, 88). Débute alors la deuxième crise du nucléaire nord-coréen qui culminera en octobre 2006 avec la réussite des premiers essais nucléaires menés par Pyongyang.

La plupart des commentateurs s'entendent pour dire que la réaction plutôt modérée du gouvernement chinois lors de la crise de 1993 a pavé la voie au rôle de médiateur engagé dans lequel s'est investie la diplomatie pékinoise lors de la crise subséquente de 2002-2003. À cet effet, Chung Jae Ho souligne que: « While China had sat on the fence during the first nuclear crisis during 1993-1994, Beijing has become much more proactive and engaging in seeking a way for North Korea conundrum » (Chung 2004, 1). En effet, Beijing a déployé tous ses efforts pour

convaincre Pyongyang de participer à des pourparlers multilatéraux sur la question. Jouant son rôle de grande puissance diplomatique responsable, Beijing a réitéré avec vigueur sa politique du *wuhehua*¹⁵. Cette dernière dicte que la RPC ne tolérera pas d'armes nucléaires en Corée du Nord et que Pyongyang doit accepter les normes internationales de la non-prolifération nucléaire (Chung 2004, 7).

Or, Pyongyang a toujours été réticente devant le fait de participer à des pourparlers multilatéraux tant et aussi longtemps que les termes de la conclusion de la Guerre de Corée ne soient pas juridiquement officialisés. Le régime nord-coréen se considère encore en guerre contre les États-Unis. De ce fait, il souhaite que soit remplacée l'Armistice de 1953 par un Traité de paix bilatéral qu'il propose de signer avec Washington et qui lui donnerait des garanties de non-agression. Toutefois, Washington refuse systématiquement de traiter d'État à État avec une Corée du Nord que les États-Unis reconnaissent comme étant un État voyou. Dans ce contexte, Beijing s'est vue investie d'une lourde mission. Il s'agit de celle visant à convaincre Pyongyang d'accepter les normes de la non-prolifération, et ce, dans les perspectives diplomatiques de la coopération et du multilatéralisme.

Lors de la première crise du nucléaire nord-coréen de 1993, Beijing fit rapidement en sorte que Pyongyang accepte de trouver une issue au conflit en se conformant aux normes internationales. Dès février, Jiang Zemin dépêcha à Pyongyang ses deux plus hauts émissaires du ministère des Affaires étrangères dans l'objectif de convaincre le régime nord-coréen de se soumettre aux normes édictées par le Traité de non-prolifération nucléaire. En mars, c'est Qian Qichen, le Ministre des Affaires étrangères qui s'y rendit. La position de la Chine était alors claire. Soucieuses de faire respecter les normes internationales en matière de sécurité collective, les autorités de Beijing menacèrent Pyongyang de ne pas se servir de leur veto, comme elles avaient auparavant l'habitude de le faire, afin de bloquer d'éventuelles sanctions internationales qui seraient votées au Conseil de Sécurité de l'ONU à l'encontre de la Corée du Nord. Ainsi, Chung Jae Ho rappelle que:

In February Chinese deputy foreign Minister went to Pyongyang to meet North Korean foreign Minister at the meeting, Wang reportedly made a straightforward plea that Pyongyang should terminate his nuclear provocation immediately. China

¹⁵ Politique de non-prolifération nucléaire

even hinted on the possibility that Beijing might drop its long stand opposition to international sanctions if Pyongyang should fail to comply. Again on March 7, Qian Qichen China's foreign policy giant secretly flew to Pyongyang to demand that North Korea stop its nuclear brinkmanship (Chung 2004, 8-9).

La RPC insista aussi sur l'importance de la coopération multilatérale. Beijing mit de l'avant l'idée de pourparlers à trois réunissant Washington, Beijing et Pyongyang. Quant à elle, la Corée du Nord n'était disposée qu'à entamer des négociations bilatérales avec Washington. Devant la ferme opposition des États-Unis au fait de négocier d'État à État avec la Corée du Nord, la Chine mit de l'avant tout un brio diplomatique afin de convaincre la Corée du Nord de participer aux négociations tripartites. Par son action médiatrice, Beijing se forgea une image de puissance pacifique faisant la promotion de normes internationales et prônant la coopération par la voie du multilatéralisme. C'est dans cette optique que Kwon Manhak souligne que:

Although leadership in Pyongyang views the nuclear problem as an issue of concern between the US and North Korea that should be resolved through bilateral talks, it accepted Trilateral talks in Beijing overwhelmed by the overpowering US victory in the war and the Chinese pressure (Kwon 2003, 204-205).

Débutant en octobre 2002, la deuxième crise du nucléaire nord-coréen permit à la RPC de jouer un rôle encore plus marqué dans la médiation diplomatique, puis dans la promotion du multilatéralisme et des normes internationales. Dès décembre 2002, s'acquittant de son rôle de chef d'une grande puissance responsable, Jiang Zemin convoqua son homologue russe Vladimir Poutine à Beijing dans l'objectif de trouver des pistes de résolution au conflit. Les deux Présidents accouchèrent d'une déclaration conjointe condamnant le redémarrage du programme nucléaire nord-coréen, tout en implorant Pyongyang de renouer avec le dialogue et de s'adonner au multilatéralisme. À cet égard, Yang Byung Kie souligne que:

Chinese President Jiang Zemin and Russian President Vladimir Putin in the joint communiqué released at the conclusion of their summit meeting in Beijing on December 2, 2002 called on North Korea to give up its development of nuclear weapons and resume dialogue with the US on the basis of the agreed framework. The communiqué also stated that the two countries support the continuation of inter-Korean dialogue and cooperation as well as the development of bilateral relations between North Korea and Japan (Yang 2000, 68).

Aux yeux de la communauté internationale, la RPC devait alors s'investir d'un rôle majeur dans la résolution du conflit. Nombreux sont les commentateurs qui ont souligné le fait que seul Beijing était capable d'exercer une influence suffisante sur la Corée du Nord afin d'amener celle-ci à se plier aux normes internationales de la non-prolifération, puis à regagner la table des négociations multilatérales. Ainsi, James C. Hsiung met en exergue que: « China is the only foreign power with decisive influence in NK that might be used constructively to end the impasse over the latter alleged secret nuclear program » (Hsiung 1995, 579).

Durant l'été 2003, poursuivant l'objectif de résoudre la crise coréenne, Beijing initia les pourparlers à six réunissant la Corée du Nord, la RPC, la Russie, le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud. Suite à d'intenses pressions diplomatiques, les autorités chinoises finirent par convaincre Pyongyang de participer aux négociations. De nombreux observateurs soulignèrent le fait que réunir Pyongyang, Washington, Tokyo et Séoul dans un même processus multilatéral relevait de l'exploit diplomatique. Beijing démontra alors non seulement sa ferme volonté de devenir un acteur de premier plan dans la promotion du multilatéralisme en Asie de l'Est, mais encore son intention de briser l'isolement diplomatique dans lequel s'enfermait la Corée du Nord. C'est dans ces perspectives que Yi Xiongxiang souligne que:

In the summer of 2003 the new Chinese leadership suddenly changed its hitherto passive position and began to play an instrumental role in brokering the six nations talk. As proved by its effort in hosting the Beijing talks, China has adopted and accepted the idea of multilateral talks as the fundamental formula for a peaceful solution of the North Korean nuclear crisis. (...) At the post-China-ROK summit press conference on July 7, 2003 when questioned regard Beijing willingness and ability to play a more active in inducing Pyongyang to partake in multilateral task, Hu made it clear that China supports multilateral dialogue to peacefully resolve the problem on the peninsula. And there is effective communication at work between Beijing and Pyongyang (Yi 2005, 88).

Or, la nouvelle politique nord-coréenne de Beijing ne souhaitait pas limiter la coopération et la socialisation normative aux questions stratégiques et diplomatiques. Pour les dirigeants de la RPC, Pyongyang se devait d'abandonner ses politiques économiques autarciques, de renoncer progressivement au modèle de développement stalinien et centralisé, puis d'impulser des réformes destinées à introduire l'économie de marché. Ainsi, en socialisant son voisin aux normes du

libéralisme économique, l'Empire du Milieu comptait favoriser la stabilité de la péninsule coréenne. Selon les calculs des stratèges chinois, l'interdépendance économique contribuerait nécessairement à la pacification de la politique étrangère nord-coréenne. Initialement, le Grand leader nord-coréen n'envisagea en aucun cas d'entreprendre un tel virage. Selon lui, ce type de politique économique entraînerait une chute inéluctable du régime (Byung 2003, 391).

Depuis la fin des années 1990, les plus hautes autorités chinoises ont insisté à maintes reprises sur l'importance cruciale que devait jouer l'entreprise d'un programme de réformes économiques dans le redressement de l'économie nord-coréenne. Voulant calmer les inquiétudes de Pyongyang, elles ont réitéré qu'un tel programme ne contribuerait pas à déstabiliser le pouvoir nord-coréen, mais, tout au contraire, à le consolider. Le Président chinois Hu Jintao et l'ancien Premier ministre Zhu Rongji, un des grands architectes des réformes économiques chinoises durant les années 1990, ont tour à tour essayé de convaincre Pyongyang de s'engager dans cette voie. À cet effet, Pak Doo-Bok souligne que : « Chinese leader Zhu Rongji and other senior officials took much care to show Kim that reform and opening would not necessarily conflict with maintenance of North Korean socialist system » (Pak 2002, 87). Dans la même veine, Byung Hun Oh rappelle que :

Out of patience with Kim Jong-Il obstinacy, President Hu Jintao of China told Kim on the eve of the sixth way talks (August 27-29, 2003) to halt his constant war preparation and to concentrate on building up its feeble economy. Also suggested were the adoption of a Chinese-style open door policy and the abandonment of North Korea weapons of mass destruction program (Byung 2003, 397).

Pour inciter Pyongyang à mettre de l'avant des réformes économiques, Beijing prit la décision de diminuer d'une manière substantielle l'assistance économique apportée à la Corée du Nord¹⁶. Banning Garrett et Bonnie Glaser mettent ici en lumière les propos d'un spécialiste des relations sino nord-coréennes à l'Académie chinoise des sciences sociales :

No more than the minimum judged necessary is provided, not only because of China's urgent domestic needs but also to put pressure on Pyongyang to implement economic reform. Beijing refuses to allow a debt build up with NK, a CASS analyst maintained, saying we want to encourage the North to move toward

¹⁶ L'assistance économique chinoise ne visera principalement qu'à assurer la survie du régime notamment suite aux inondations de 1994.

a market economy. Those countries that live on help cannot develop (Garrett et Glaser 1995, 541).

L'entreprise de persuasion a également amené les autorités chinoises à inviter Kim Jong-Il à venir contempler le miracle économique de Shanghai en janvier 2001. L'initiative chinoise a porté ses fruits. En effet, le Grand leader nord-coréen et son entourage en sont sortis impressionnés, voire bouleversés et même convaincus de la nécessité d'impulser des réformes. C'est dans cette optique que Byung Hun Oh rappelle que:

The sudden flurry of recent activity among the government officials to learn the workings of China's market economy or to acquire the knowledge of capitalist economies proves how flawed their worldview has been. Shocked by the prosperity of Shanghai during his first foreign trip in 17 years, Kim Jong-Il ordered his official to draw a plan to apply capitalist principles to North Korea, a quixotic undertaking with no sense of where North Korea stands in the world (Byung 2003, 382).

Or, à l'été 2002, l'annonce faite par Pyongyang de la mise en route du programme dit des « Réformes du 1^{er} juillet » a été chaudement accueillie à Beijing. La Corée du Nord rendait ainsi publique son intention d'appliquer les prix du marché aux produits agricoles, d'encourager les ménages dans l'accroissement de leur indépendance financière par rapport à l'État et de favoriser la rentabilité industrielle (Korea Institute for International Economic Policy, International Cooperation for Korea Unification Team 2005). Les termes de « marché » et de « rentabilité » apparaissaient ainsi pour la première fois dans la rhétorique économique nord-coréenne. Près de cinq ans plus tard, il est difficile non seulement d'évaluer la portée réelle qu'ont eue ces réformes, mais aussi de qualifier leur degré d'application. Toutefois, une certitude émerge. La RPC a déployé des efforts soutenus dans la socialisation du régime nord-coréen aux normes du libéralisme économique. L'intention fondamentale de Beijing étant de créer les conditions nécessaires pour que l'espace économique nord-coréen devienne une zone qu'elle puisse exploiter afin de galvaniser son propre développement économique (Yi 2005, 90). En ce sens, la RPC a clairement fait montre de son désir de faire fleurir les relations économiques entre les deux États. En conséquence, autant dans des perspectives économiques que diplomatiques, une volonté d'impulser un certain type de coopération avec la Corée du Nord est ressortie de cette nouvelle politique

nord-coréenne observée par Beijing depuis 15 ans. Le message de Beijing a donc porté. Dorénavant, la coopération entre les deux États devra être balisée par le respect des normes internationales, et ce, non seulement dans l'acceptation du multilatéralisme diplomatique, mais encore dans une conversion du régime nord-coréen aux credo du libéralisme économique.

5.4.3 Préservation d'un État stable et autoritaire à Pyongyang

Suite à la fin de la Guerre froide et à la chute de l'URSS, un des objectifs fondamentaux de la politique nord-coréenne de Beijing a été d'assurer la survie d'un régime stable et autoritaire à Pyongyang. La poursuite de cette visée a amené les autorités de la RPC à voir la coopération avec l'État nord-coréen comme une condition *sine qua non* de la stabilité du régime. En fait, pour Beijing, la chute de l'autocratie de Pyongyang entraînerait des conséquences désastreuses. Rappelons que pour la RPC, la présence militaire américaine en Corée du Sud représente depuis plus de 50 ans une réelle menace. Le calcul stratégique est simple. En fait, si elle était orchestrée par Séoul, la réunification de la Péninsule ferait en sorte que les forces américaines, dans l'éventualité où elles resteraient en Corée, occuperaient un territoire limitrophe à la Chine. De plus, l'écroulement du régime nord-coréen créerait une conjoncture d'instabilité inédite. À Beijing, on s'attend déjà à un flot de réfugiés qui déstabiliserait tout le nord-est de l'Empire du Milieu. Or, dans les officines du pouvoir pékinois, les réformes économiques ont fait de la stabilité régionale le maître mot. En somme, Beijing perçoit la Corée du Nord comme un État tampon qui doit subsister et qui, pour ce faire, doit impérativement agir en conséquence en se socialisant aux normes prescrites par le modèle du « socialisme de marché ». C'est dans cette optique que Yi Xiongxiang rapporte que: « China wants a stable buffer state for China's national security, rather than an assembly line for weapons of mass destruction and ballistic missiles » (Yi 2005, 90).

Réduire l'ascendant de Washington dans la région et accroître l'influence de Beijing sur la péninsule coréenne sont les principaux chevaux de bataille de la politique coréenne de la RPC conséquemment aux réformes. Pour y arriver, Beijing

souhaite préserver le *statu quo* tout en amenant Pyongyang à épouser certaines normes. À cet égard, Chung Jae Ho souligne que:

While both Washington and Beijing have reiterated the same tenet of stability in their respective management of Korean affairs, one cannot help but wonder if they really meant the same thing by it. In fact stability may denote many different things (1) the continued division of the Korean peninsula, (2) the maintenance of peace and no war in the region (3) the sustained dominance by the US and the US centred alliance or (4) the continuation of Beijing creeping influence on the peninsula at large (Chung 2004, 14).

La nature de l'influence que la RPC souhaite exercer se précise lorsque l'on prend en compte le fait que Beijing espère ardemment voir Pyongyang adopter son modèle de « socialisme de marché », lequel repose sur un univers normatif alliant autoritarisme politique et libéralisme économique. En acceptant d'emprunter la voie chinoise, Pyongyang contribuerait sans aucun doute à conforter la légitimité du modèle, ce qui galvaniserait du même coup la légitimité domestique et internationale du pouvoir politique en RPC. Des quatre axes directeurs qui caractérisent la politique étrangère de la Chine des réformes, nous retenons les deux suivants dans l'analyse de ce nouveau type de coopération centré sur la préservation d'un État autoritaire à Pyongyang et motivé par la volonté de maintenir le *statu quo* stratégique et politique sur la Péninsule: l'ouverture de l'économie domestique dans un mouvement d'intégration de l'économie mondiale et la préservation de l'autoritarisme politique.

Similairement à la RPC, le régime nord-coréen a laissé une forte place au lexique socialiste dans sa conceptualisation des réformes économiques. À Pyongyang comme à Beijing, une équation politique justifie le maintien d'un système politique centré autour d'un seul et unique parti politique s'avérant tout-puissant. En fait, dans le discours politique, les réformes économiques ont pour but de parfaire la société socialiste et cette même société n'est possible que par l'existence d'un pouvoir politique fort et centralisé, donc autoritaire. En aucun moment, les réformes économiques ne sont synonymes de réformes politiques ou bien ne doivent déboucher sur un renouvellement des élites politiques. Traitant du lien ténu entre autoritarisme politique, socialisme et réformes économiques nord-coréennes, des analystes de l'Institut des politiques économiques internationales de Corée soulignent que:

North Korea claims that the July 1 Economic Reforms and supplemental measures are consistent with the Juche theory of socialist economic management because they are rooted in a collectivity-oriented principle, which is fundamental to socialism (Korea Institute for International Economic Policy, International Cooperation for Korea Unification Team 2005).

Pour de nombreux commentateurs, la fin de la Guerre froide a amené la RPC et la Corée du Nord à partager des objectifs communs. En effet, les deux régimes ont été confrontés à la même question cruciale. Comment justifier le maintien d'un État autoritaire, le monopole politique d'un Parti unique, la réalisation du socialisme et la survie d'un régime paraissant de plus en plus anachronique dans une économie toujours davantage interdépendante. À cet égard, Lee Chae-Jin souligne justement que:

In the post cold war era China and North Korea share parallel interest, (...) in view of the successful demise of many socialist regimes, the leaders of North Korea and China have a sense of urgency in defending their socialist system, particularly the pre-eminent status of the Worker's Party of Korea and the CCP. The two parties are equally opposed to the concept of multiparty rules and the peaceful evolution of a socialist system (Lee 1998, 193).

C'est en proposant la solution du « socialisme de marché » que les autorités chinoises ont compté aider leur voisin nord-coréen dans la réponse qu'ils avaient à donner à cette épineuse question.

Consubstantiellement à l'ouverture progressive de leur économie au marché mondial, les dirigeants chinois ont toujours insisté sur cette notion inaliénable de la souveraineté nationale, et ce, à chaque fois que l'autoritarisme politique y a été remis en question par des puissances étrangères ou des organisations internationales. Par la diplomatie *zhoubian* qui a été mise en route en réaction au Nouvel ordre mondial de l'administration Bush dans les années 1990, Beijing soutint haut et fort que la souveraineté nationale faisait de tous les États des acteurs égaux qui sont libres de déterminer les caractéristiques de leur système politique. C'est dans cet ordre d'idées que James C. Hsiung souligne que Beijing a affirmé que: « (...) all countries, big and small, should be equal, and no one power should dictate the affairs of others » (Hsiung 1995, 579). C'est donc autant pour se défendre elle-même que pour défendre son voisin nord-coréen devant les critiques formulées à l'égard de l'autoritarisme politique que la RPC a puisé à moult reprises dans le répertoire conceptuel de la souveraineté nationale, lequel est intimement lié

au « socialisme de marché ». Lee Chae-Jin démontre ici en quoi cette communauté de visions a initié une forme de coopération entre Beijing et Pyongyang par rapport aux critiques décrivant les entorses faites aux droits de l'Homme :

Since the leaders of China and North Korea are fiercely nationalistic and proud of their respective heritage and sovereignty, they reject any form of outside interference in their domestic affairs. For example, North Korea and China support each other in resisting US led campaign for human rights (Lee 1998, 194).

Cherchant à assurer la stabilité politique de la Péninsule et privilégiant donc le *statu quo* politique, voyons maintenant concrètement comment Beijing a oeuvré pour le maintien d'un État autoritaire et stable à Pyongyang. Dans les années 1990, la survie du régime nord-coréen a été mise en péril par plusieurs facteurs. Tout d'abord, rappelons que depuis la fin des années 1970 l'économie nord-coréenne était en profond déclin. En 1991, la chute de l'URSS a profondément diminué l'assistance économique qui était acheminée par Moscou vers Pyongyang. Par la suite, en 1993-1994, la crise du nucléaire nord-coréen a entraîné un isolement du pays et des sanctions économiques qui ont porté un dur coup à une économie déjà lourdement précarisée. Outre cela, le 8 juillet 1994, le décès du fondateur du régime Kim Il-Sung laissait présager un effondrement prochain de l'État. Finalement, les inondations de 1994 ont compromis les cultures et auraient entraîné une famine d'une amplitude majeure (Lee 1998, 199). Devant cet état de fait, la RPC envisageait avec le plus grand sérieux la chute du régime. Afin de parer à cette éventualité, Beijing mit en place un programme d'aide musclé. Ainsi, en 1996, Beijing décida de fournir annuellement 500 000 tonnes de céréales et 1,3 millions de tonnes de pétrole, et ce, jusqu'en l'an 2000 (Kim 2001, 387). En 1996 seulement, Beijing fournit plus de 120 000 tonnes en aide alimentaire (Lee 1998, 199). Puis, durant la première moitié de l'année 1997, Beijing en achemina plus de 70 000 tonnes vers Pyongyang (Lee 1998, 199). C'est ainsi que Wu Xinbo souligne que : «By providing large amounts of food and oil to the DPRK since 1995, China helped its communist ally tide over the most difficult time since the end of the Korean war» (Wu 2003, 86). Il va de soi que cette assistance économique chinoise visait non seulement à assurer la stabilité de la Péninsule, mais encore à garantir la pérennité du régime nord-coréen. En 1995, Banning Garrett et Bonnie Glaser

avançaient déjà que: « Beijing continue to provide some aid to Pyongyang because it serves China's top priority of maintaining stability in neighbouring countries and especially on the Korean peninsula » (Garrett et Glaser 1995, 541).

À Beijing, on comprit rapidement que la normalisation des relations diplomatiques entre Washington et Pyongyang offrirait une solide garantie de survie au régime nord-coréen. Pour la RPC, la première étape de ce processus résidait indubitablement dans la signature d'un Traité de Paix entre les États-Unis et la Corée du Nord en remplacement de l'Armistice de Panmunjom conclue en 1953. En conséquence, Beijing déploya tous ses efforts pour convaincre Washington de traiter avec Pyongyang sur une base bilatérale. Pour les autorités chinoises, la signature d'un Traité de Paix, assorti d'une clause de non-agression, éliminerait la possibilité d'une attaque américaine, laquelle, selon les stratèges de la RPC, s'avérerait l'une des principales menaces à la survie du régime nord-coréen. En 1994, alors que les autorités nord-coréennes adoptèrent une série de mesures pour forcer Washington à signer un Traité de Paix, la RPC appuya les revendications de Pyongyang en rapatriant sa délégation permanente basée à la Commission de l'Armistice située à Panmunjom. C'est dans cette perspective que Yang Byung Kie souligne que:

North Korea has urged the United States to enter into a North Korea-US peace treaty. In a foreign ministry statement issued on April 28 1994, Pyongyang proposed negotiations with the United States to conclude a peace agreement that would replace the armistice agreement on the Korean peninsula. Meanwhile on the same day, it closed down its military Armistice Commission office and then on May 24 proceeded to unilaterally set up an office of the representative of North Korea people army at Panmunjom. In addition, on September 9, its foreign ministry spokesman urged the United States to discuss a possible peace agreement during high level talks. Furthermore, in a gesture of solidarity with North Korea China created a controversy when it withdrew its delegation from the military armistice commission (Yang 2000, 64).

En somme, pour prévenir l'effondrement du régime nord-coréen, Beijing souhaite que Pyongyang mette un terme à son programme nucléaire et que les États-Unis abandonnent leur politique d'endiguement à l'égard de la Corée du Nord. Kwon Man Hak rapporte ainsi que: « China wants to see that North Korea gives up its nuclear weapons and that the United States guarantees regime survival and forgoes its containment policy » (Kwon 2003, 208).

C'est également en s'opposant à plusieurs reprises au principe d'adopter des sanctions économiques à l'endroit de la Corée du Nord que la RPC a cherché à prévenir la chute du régime basé à Pyongyang. Lors de la première crise du nucléaire de 1993-1994, les positions endossées par la RPC au Conseil de Sécurité de l'ONU témoignent relativement bien de cet état de fait. C'est dans cet ordre d'idées que Yi Xiongxiang souligne que:

China strongly supported US-DPRK negotiations to resolve the nuclear weapons issue as an alternative to United Nations sanctions or a possible confrontation. While the Agreed Framework was subject to harsh criticism in the US and South Korea, the Chinese uniformly praised the accord as enhancing stability and the prospect for a soft landing in North Korea. They indicated that Beijing considers full implementation of the agreement to be critical to Chinese national interest. When North Korea threatened to withdraw from the nuclear non-proliferation treaty in March 1993 Beijing argues that imposition of UN sanctions against North Korea would be counterproductive and dangerous (Yi 2005, 535).

Encore aujourd'hui, Beijing continue d'observer les mêmes réserves par rapport à cette logique voulant soumettre Pyongyang à des sanctions internationales, et ce, même si le régime n'est plus confronté à une situation aussi critique que celle à laquelle il devait faire face dans les années 1990. Ainsi, en octobre 2006, suite aux premiers essais nucléaires réussis par la Corée du Nord, lesquels ont d'ailleurs soulevé l'ire de la communauté internationale, la RPC a fait tout en son pouvoir pour réduire la portée des sanctions adoptées au Conseil de Sécurité de l'ONU. C'est bien dire que la question de la survie du régime nord-coréen est encore d'actualité à Beijing, et ce, tout autant que celle de la stabilité au Pays du Matin Calme.

6. Conclusion

6.1 Synthèse de l'analyse

La présente étude s'est penchée sur la politique étrangère que la RPC a élaborée à l'égard de la Russie/URSS, de la Corée du Sud et de la Corée du Nord, entre 1978 et 2004. Il a été démontré que la formulation de celle-ci s'avère intimement liée aux réformes économiques qui ont été entreprises, à la fin des années 1970, en RPC. Ce programme de réforme, qui a cherché la modernisation des infrastructures économiques du pays et l'intégration de l'économie chinoise à l'intérieur du marché mondial, a profondément modifié l'essence de la politique étrangère mise de l'avant par Beijing. Jadis modelée au gré des impératifs de l'idéologie maoïste, celle-ci est devenue plus pragmatique et a cherché à favoriser les conditions nécessaires au développement de l'économie chinoise.

En mettant de l'avant la politique du *quanmian kaifang*, dite d'ouverture de tous les côtés, la politique étrangère de Deng Xiaoping a non seulement voulu maximiser les partenaires commerciaux de la RPC, mais encore favoriser les investissements étrangers pour dynamiser la modernisation de l'économie chinoise. Dans cette optique, les antagonismes idéologiques de la Guerre froide, qui maintenaient la RPC de Mao en rupture totale avec certains États, apparaissaient désormais comme étant surannés, voire même comme étant en contradiction avec les conditions requises pour moderniser l'économie chinoise. En guise d'exemples, au tournant des années 1980, les rivalités idéologiques sino-soviétiques et sino sud-coréennes relevaient, aux yeux des réformateurs chinois, d'une autre époque et étaient désormais perçues comme des obstacles de taille à un développement de l'économie chinoise que l'on voulait tourné vers l'extérieur.

Dans l'objectif d'expliquer la politique étrangère de la Chine des réformes, nous nous sommes inspiré de la théorie de Dale Copeland sur les attentes commerciales. Dans cette perspective, nous avons voulu vérifier si l'entretien d'attentes commerciales optimistes envers un État débouchait sur une politique

étrangère de coopération et si, *a contrario*, la formulation d'attentes commerciales pessimistes induisait des politiques davantage marquées par la distanciation.

Or, nous avons vu que c'est en cherchant tout d'abord à favoriser un environnement régional propice au rayonnement économique de la RPC que Beijing a souhaité mettre un terme aux luttes idéologiques qui l'opposaient à Moscou et à Séoul. Mais c'est d'abord et avant tout parce que la RPC a formulé des attentes commerciales optimistes envers l'URSS et la Corée du Sud que Beijing a souhaité se rapprocher de ces deux États. En fait, ces deux cas d'étude nous ont démontré que la détermination de la politique étrangère de la Chine des réformes peut dorénavant être expliquée d'une nouvelle manière. Alors que durant l'ère Mao les facteurs idéologiques étaient primordiaux dans l'élaboration de la politique extérieure de la RPC, l'analyse des relations diplomatiques que la Chine a entretenues avec d'autres États depuis la fin des années 1970 révèle que les attentes commerciales sont désormais un facteur clef dans la détermination de celles-ci.

L'analyse des politiques étrangères russo-soviétique et sud-coréenne que Beijing a mises de l'avant dans les années 1980 a démontré que l'entretien d'attentes commerciales optimistes entraînait des politiques chinoises aspirant à davantage d'ouverture et de coopération avec ses voisins. Il en ressort que la RPC a formulé des attentes commerciales optimistes envers Moscou et Séoul pour différentes raisons.

Tout d'abord, la rupture presque totale qui caractérisait les relations entre Beijing et ces deux États depuis plusieurs décennies, conjuguée à une volonté déterminée dont firent montre les dirigeants chinois de favoriser la détente, sont deux états de fait qui ne pouvaient pointer que dans la direction d'une augmentation du commerce entre la RPC et ses deux voisins. Également, des conjonctures particulières, liées aux aléas de la politique sud-coréenne et soviétique, abondaient dans le même sens. À cet effet, le formidable développement économique sud-coréen des années 1960 et 1970, puis, en 1979, l'assassinat du Général Pak, réputé pour ses positions anti-communistes et sa haine confirmée du régime chinois, firent en sorte que les autorités de Beijing crurent de plus en plus à la possibilité et à la profitabilité d'un rapprochement entre les deux États.

En outre, en 1985, l'arrivée de Gorbatchev au Praesidium Suprême de l'Union Soviétique fut perçue d'une manière similaire en RPC. La mise de l'avant de la *glasnost* et de la *perestroïka*, puis cette volonté manifeste d'assouplir la politique étrangère, mais aussi de dynamiser l'économie de l'URSS, amenèrent Beijing à voir en Moscou un partenaire commercial prometteur pour l'avenir. Or, il a été démontré qu'entre 1985 et 2004, les attentes commerciales entretenues par la RPC à l'égard de Moscou et Séoul ont sans cesse été renforcées, ce qui a débouché sur une politique étrangère chinoise toujours plus ouverte envers ces deux États.

Toutefois, il ressort de notre analyse que la politique étrangère de la Chine des réformes ne peut pas être expliquée que par la seule variable des attentes commerciales. En ce sens, l'analyse de la politique nord-coréenne de Beijing s'avère fort révélatrice. Anciens alliés idéologiques de la Guerre froide, Beijing et Pyongyang se sont mutuellement reconnues comme étant des frères révolutionnaires dont l'éternelle amitié avait été scellée durant la Guerre de Corée. Dès 1960 et l'entreprise d'une militarisation aiguë de l'économie nord-coréenne, cette dernière a longtemps stagné pour finalement sombrer dans le marasme le plus complet au tournant des années 1990. Alors que durant les années 1970, la politique nord-coréenne de Beijing est restée déterminée par une idéologie qui percevait Pyongyang comme un allié privilégié dans la résistance aux impérialismes soviétique et américain, cette même politique, à partir des années 1980, a été soumise à des impératifs plus pragmatiques liés aux réformes.

Nous avons démontré qu'à partir des années 1980 et surtout durant les années 1990, la RPC s'est mise à entretenir des attentes commerciales pessimistes envers la Corée du Nord. Nous avons aussi mis en évidence que la stagnation économique qui caractérisait ce pays, puis la radicalisation idéologique initiée sous Kim Jong-Il et le refus d'entreprendre des réformes économiques ont largement contribué à cet état de fait. Nous inspirant de la théorie de Copeland sur les attentes commerciales, nous nous attendions à rendre compte d'un refroidissement de la politique nord-coréenne de Beijing. Or, l'analyse de celle-ci a révélé l'existence d'une politique hybride comportant trois axes qui allient à la fois des éléments de distanciation et de coopération. Alors que Beijing a refroidi sa politique étrangère

en voulant se distancer symboliquement et idéologiquement de Pyongyang, elle a aussi cherché à promouvoir la coopération en socialisant Pyongyang à des normes économiques et diplomatiques internationales, puis en prêtant assistance à celle-ci pour le maintien d'un État stable et autoritaire en Corée du Nord.

Pour expliquer le caractère bigarré de la politique nord-coréenne de Beijing, nous avons dû prendre en compte la question des normes et de la légitimité politique dans la détermination de la politique étrangère chinoise. À ce chapitre, il a été démontré que si les dirigeants chinois ont impulsé un programme de réformes économiques à la fin des années 1970, c'est d'abord et avant tout en poursuivant l'objectif de refonder la légitimité du PCC qui avait été lourdement entachée par les dérives de la Révolution culturelle et les errements du maoïsme. En réformant l'économie, le PCC promettait l'enrichissement à la population chinoise en contrepartie duquel il conserverait l'exercice d'un pouvoir politique monolithique et autoritaire.

Or, nous avons démontré que l'acquisition de la légitimité politique passe par l'importation et l'exportation de normes. En cherchant à intégrer l'économie mondiale et à nouer des relations commerciales, puis diplomatiques avec Séoul et Moscou, le PCC a cherché non seulement à consolider sa légitimité sur le plan domestique en favorisant le développement de l'économie chinoise, mais aussi à l'échelle internationale en adoptant un univers normatif libéral partagé par plusieurs autres États. Dans l'élaboration de sa politique nord-coréenne, le PCC a été également guidé par ce souci de refonder et de consolider sa légitimité politique. Tout d'abord, en se distanciant symboliquement et idéologiquement de Pyongyang, Beijing a cherché à s'éloigner d'un radicalisme idéologique qui rappelait la période de Mao. Ensuite, en socialisant Pyongyang aux normes du libéralisme économique et du multilatéralisme diplomatique, la RPC a démontré qu'elle s'avère un bon élève des normes internationales. Enfin, en fournissant une aide économique et humanitaire à la Corée du Nord, Beijing a coopéré avec le régime autoritaire de Pyongyang afin de permettre sa survie. Pour conforter la légitimité de son « socialisme de marché », le PCC souhaite également transplanter son modèle politico-économique en Corée du Nord. En ce sens, Beijing est aussi créatrice et

exportatrice de normes. En somme, l'explication de la politique étrangère chinoise d'aujourd'hui demande de prendre en compte la question des normes du multilatéralisme diplomatique, du libéralisme économique et de l'autoritarisme politique propres au « socialisme de marché ».

6.2 Apport analytique en relations internationales

Cette analyse de la politique étrangère chinoise s'est inspirée la théorie de Dale Copeland sur les attentes commerciales. Cette théorie a le mérite de proposer un regard analytique original et novateur sur les facteurs qui déterminent les relations internationales. Appliquée à la politique étrangère de Beijing en accordant une place prééminente aux questions commerciales, cette dernière permet de rendre compte des principaux changements qui ont marqué la politique extérieure élaborée dans la Chine de Deng, de Jiang et de Hu. En effet, en faisant des attentes commerciales l'une des variables centrales dans la détermination de la politique étrangère, la théorie de Copeland s'avère pertinente pour projeter un éclairage sur les relations diplomatiques entretenues par un État qui, comme la RPC, a choisi désormais de privilégier le pragmatisme rationnel et le développement économique au détriment de l'idéologie révolutionnaire et de la lutte contre l'impérialisme.

L'apport analytique majeur de cette analyse réside dans les compléments qu'elle est venue apporter au modèle théorique proposé par Copeland. Ceux-ci sont au nombre de deux. Tout d'abord, une substitution conceptuelle a été opérée. Originellement, se plaçant dans le champ des relations internationales, la théorie de Copeland a démontré que les attentes commerciales s'avéraient une variable déterminante dans les occurrences de guerre ou de paix. Or, dans cette analyse portant sur la politique étrangère chinoise, nous avons substitué les concepts de politique de coopération et de politique de distanciation aux concepts de guerre et de paix. Grâce aux analyses de Robert Keohane et Joseph Nye, il a été démontré que dans la nouvelle réalité de l'interdépendance complexe, au sein de laquelle les conjonctures belliqueuses sont de moins en moins fréquentes, l'analyse de la politique étrangère dans les termes de la guerre et de la paix ne semble plus autant appropriée qu'auparavant. Corollairement au processus de la mondialisation et à l'approfondissement de l'interdépendance économique entre les États, le coût des affrontements militaires s'accroît. Ceux-ci portent désormais un lourd préjudice autant sur le plan économique que commercial aux États belligérants. Dorénavant, une majorité d'États mettent de l'avant de nouveaux modes de résolution des

conflits. En l'occurrence, ils peuvent soit privilégier la coopération en prônant le multilatéralisme diplomatique et les échanges commerciaux, soit favoriser la distanciation par la manipulation de l'univers symbolique, par l'application de sanctions diversifiées et même par le ralentissement du rythme ou la diminution de la portée des rencontres interétatiques.

Également, nous avons enrichi la théorie de Copeland en y ajoutant les concepts de norme et de légitimité politique. Dans son état original, cette théorie analyse la politique étrangère d'un État en ne tenant compte que des attentes commerciales dans la détermination de cette dernière. Or, il a été démontré que, dans une conjoncture d'interdépendance complexe, la variable des attentes commerciales doit être conceptualisée comme un déterminant externe de la politique étrangère. En effet, la formulation de telles attentes est intimement liée à un processus d'importation de normes faisant la promotion du libéralisme économique. Celles-ci sont issues d'une conjoncture internationale qui dépasse le cadre étatique et qui doit être comprise dans les perspectives plus vastes d'un processus de mondialisation s'inscrivant dans les structures mêmes de l'économie internationale.

Or, en venant greffer les concepts de norme et de légitimité politique au modèle initial proposé par Copeland, notre analyse postule que l'explication de la politique étrangère chinoise doit également prendre en compte certains facteurs domestiques puisque ceux-ci influent fortement sur la détermination de cette dernière. Nous reprochons à Copeland de considérer l'État comme une « boîte noire » et de négliger l'importance d'une sociologie politique du pouvoir, c'est-à-dire des rapports qui se nouent entre l'État et la société, dans l'explication de la politique étrangère d'un État. Appliquées au cas chinois, les analyses de Trotski et de Weber sur la légitimité politique nous ont permis de mettre en exergue que l'entreprise des réformes économiques dans la Chine de la fin des années 1970 cherchait à légitimer *de novo* le pouvoir politique du PCC en RPC. En outre, les analyses de Pang Zhongying, de Martha Finnemore et de Kathryn Sikkink ont révélé l'importance des normes dans la légitimation du pouvoir politique. En fait, nous avons dévoilé que c'est par l'entremise de processus d'importation et

d'exportation de normes que le PCC a réussi à conserver et consolider son pouvoir en RPC.

En conclusion, notre analyse postule que devant la nouvelle réalité de la mondialisation, la frontière entre ce qui relève de l'intérieur et de l'extérieur de l'État tend à s'effacer, et ce, au rythme où l'interdépendance complexe s'intensifie. Or, il a été démontré que l'importance des attentes commerciales dans l'analyse de la politique extérieure chinoise des dernières années découle directement des changements économiques qui ont marqué l'Empire du Milieu depuis la fin des années 1970. En plaçant les réformes économiques au carrefour de facteurs domestiques et externes de détermination de la politique étrangère chinoise, notre analyse s'inscrit au sein de la tendance du *linkage*, qui, théorisée par James N. Rosenau, soutient que dorénavant l'explication de la politique étrangère ne doit plus restreindre ses variables soit aux structures du système international, soit aux institutions domestiques. L'interdépendance complexe exige désormais que le chercheur diversifie aussi bien ses angles d'approche que son arsenal analytique.

6.3 Approfondissement et agenda de recherche

Notre analyse a démontré que suite à l'entreprise de son programme de réformes économiques, la RPC a cherché d'abord et avant tout à diversifier ses partenaires commerciaux. Sous Deng Xiaoping, la mise en route de la politique étrangère du *quanmian kaifang*, dite d'ouverture de tous les côtés, a amené Beijing à normaliser progressivement ses relations diplomatiques avec une majorité d'États à l'intérieur du système international. Contrairement à la situation qui prévalait sous Mao, la RPC ne peut désormais plus se permettre de honnir certains de ses pairs en invoquant des considérations idéologiques.

Il va de soi que cette nouvelle réalité amène Beijing à reconsidérer les relations qu'elle entretenait avec certains alliés privilégiés durant la Guerre froide. Sous Mao, compte tenu du fait que l'idéologie anti-impérialiste modelait fortement la politique étrangère chinoise, Beijing usait de son influence pour s'impliquer dans des conflits opposant un État qu'elle reconnaissait comme lui étant allié et un État tiers. Ainsi, l'indéfectible soutien qu'elle apportait à Pyongyang maintenait Beijing dans une inimitié des plus totales avec Séoul. Or, nous avons vu que pour se rapprocher de la Corée du Sud, la RPC a dû réaménager ses relations avec la Corée du Nord. Qui plus est, nous avons remarqué que dans ce type de situation Beijing tend à s'investir d'un rôle de médiateur en faisant la promotion du multilatéralisme.

Cette configuration diplomatique où Beijing doit tempérer ses relations avec un ancien allié de la Guerre froide afin de pouvoir se rapprocher d'un rival idéologique d'antan se retrouve ailleurs sur le globe. En l'occurrence, par la normalisation des relations sino-israéliennes en 1992, Beijing a dû revoir l'étroite complicité qu'elle avait tissée avec les régimes baasistes à Damas et à Bagdad. En outre, l'éclosion de l'économie indienne fait en sorte que la RPC ne peut plus se priver d'un partenaire commercial aussi prometteur dans les années à venir. Cet état de fait n'a pas été sans amener Beijing à réévaluer la pertinence d'un soutien tout azimuts à Islamabad, son ancien allié dans la lutte contre l'impérialisme soviétique alors que Moscou jouait la carte indienne afin de faire sentir sa présence dans la région des Mers chaudes.

Ces sujets de recherche sont dignes d'intérêt pour les sinologues et les politologues qui souhaitent comprendre les nouveaux enjeux qui modèlent désormais la politique étrangère chinoise. Ces cas d'étude offrent des possibilités exceptionnelles aux chercheurs qui désirent approfondir le pouvoir explicatif des attentes commerciales, des normes et de la légitimité politique en tant que variables d'importance dans la détermination de l'actuelle politique extérieure de Beijing. Ayant récemment impulsé le *fu zeren de daguo waijiao*, politique dite d'une grande puissance responsable, Hu Jintao et les principaux architectes de la politique étrangère chinoise veulent faire en sorte que la promotion du multilatéralisme économique et diplomatique devienne la pierre de touche du rayonnement chinois à l'étranger. À Beijing, l'on croit que ce nouveau rôle contribuera à assurer la légitimité autant à l'échelle domestique qu'internationale du pouvoir politique chinois. Dans ces circonstances, il va sans dire que l'analyste devra accorder une importance toute particulière aux questions normatives et à celle de la légitimité politique pour parvenir à une théorisation efficace de la politique étrangère mise de l'avant par l'Empire du Milieu.

Bibliographie

- ANDERSON, Jennifer. 1997. *The Limits of Sino-Russian Partnership*. London: Oxford University Press.
- ANDERSON, Kai. 2001. «Making Sense of State Socialization», *Review of International Studies* 27.
- BALASSA, Bela et Michael P. Claudon. 1990. «Reflections on Perestroika and the Foreign Economic Ties of the Soviet Union» in *Perestroika and East-West Economic relations*. New York: New York University Press.
- BARNETT, Doak A. 1967. *Cadres, Bureaucracy, and Political Power in Communist China*. New York: Columbia University Press.
- BEJA, Jean-Philippe. 2004. *À la recherche d'une ombre chinoise : le mouvement pour la démocratie en Chine 1919-2004*. Paris : Seuil.
- BERNARD, Lorne. 1990. *China's Decision to Ameliorate its Relations with USSR 1979-1989*. Thèse de doctorat. Département de science politique. Université de Montréal.
- BIANCO, Lucien. 1997. *Les origines de la révolution chinoise 1915-1949*. Paris: Folio.
- BIDET, Éric. 1998. *La Corée: deux systèmes, un pays*. Paris: Le Monde.
- BRISACIER, Jean-Pierre et Jean-François Peretti-Vatel. 1994. *Les mutations de l'économie à l'Est*. Paris: Vuibert.
- BYUNG, Hun Oh. 2003. «North Korean Dilemma». *Korea and World Affairs* 27 (no 3).
- CHEN, Jian. 1994. *China's Road to the Korean War: The Making of the Sino-American Confrontation*. New York: Columbia University Press.
- CHEN, Qimao. 1993. «New Approaches in China's Foreign Policy: The Post-Cold War Era». *Asian Survey* 33 (no 3).
- CHI, Su. 1989. «Sino-Soviet Relations of the 1980s» in *China and the World: New Directions in Chinese Foreign Relations*. Boulder: Westview Press.
- CHRISTENSEN, Thomas J. 1996. *Useful Adversaries: Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958*. Princeton: Princeton University Press.

CHUN, Hong-Tack. 1997. «Economic Conditions in North Korea» in *North Korea After Kim Il-Sung*. Stanford: Hoover Institution: Stanford. 1997.

CHUNG, Jae-Ho. 1988. «South Korea-China Economic Relations: The Current Situation and its Implications». *Asian Survey* 28 (no 10).

CHUNG, Jae-Ho. 2004. «China's Korea Policy under the New Leadership: Stealth Changes in the Making». *The Journal of East Asian Affairs* 18 (no 4).

CONSTANTIN, Christian. 2000. *Vers une nouvelle alliance? Le partenariat stratégique sino-russe et les limites des approches étato-centriques*. Montréal: Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité de l'UQAM.

COPELAND, Dale. 1996. «Economic Interdependence and War: A Theory of Trade Expectations », *International Security* 20 (no 4).

COX, Robert. 2002. *The Political Economy of a Plural World*. London: Routledge.

CUMMINGS, Bruce G. 2001. *North Korea: A Country Study*. Washington: Library of Congress.

DEVERGE, Michel. 1989. *Les quatre dragons*. Paris: C.H.E.A.M.

Direction of Trade Statistics Yearbook. 1991. Washington: Fonds monétaire international.

Direction of Trade Statistics Yearbook. 1997. Washington: Fonds monétaire international.

Direction of Trade Statistics Yearbook. 2004. Washington: Fonds monétaire international.

Dictionnaire de géopolitique du vingtième siècle. 2000. Paris: Éditions La Découverte.

DOLLAR, David. 1989. «South Korea-China Trade Relations: Problems and Prospects». *Asian Survey* 29 (no 12).

FAIRBANK, John King. 1989. *La Grande révolution chinoise: 1800-1989*. Paris: Flammarion. 1989.

FAUST, John et Judith F. Kornberg. 1995. *China in World Politics*. Boulder: Lynne Rienner.

FEWSMITH, Joseph. 2001. *China Since Tiananmen : the Politics of Transition*, New-York : Cambridge University Press.

FINNEMORE, Martha et Kathryn Sikkink. 1998. «International Norms Dynamics and Political Change». *International Organization* 52 (no 4).

GARRETT, Banning et Bonnie Glaser. 1995. «Looking across the Yalu: Chinese Assessments of North Korea». *Asian Survey* 35 (no 6).

GILPIN, Robert. 2001. *Global Political Economy*. Princeton: Princeton University Press.

GROTH, Alexander J. 2003. "China in Comparative Perspective: From Policy Capacity to Obsolescence". *The Journal of East Asian Affairs* 17 (no 2).

HAMRIN, Carol Lee. 1984. "Competing "Policy Packages" in Post-Mao China". *Asian Survey* 24 (no 5).

HARVIE, Charles et Hyun-Hoon Lee. 2003. *Korea's Economic Miracle: Fading or Reviving*. New York: Palgrave Macmillan.

HIPPIA, Rémy. 1996. *L'influence des déterminants internes sur la politique étrangère et de sécurité de l'URSS sous Gorbatchev et ses répercussions dans les relations avec les États-Unis, l'Europe occidentale et les pays frères de l'Europe de l'Est entre 1985 et 1990*. Thèse de doctorat. Département de science politique. Université du Québec à Montréal. Montréal.

HOWELL Jude (ed.). 2004. *Governance in China*, New-York : Rowman & Littlefield Publishers.

HSIUNG, James C. 1995. «China's Omni-Directional Diplomacy». *Asian Survey* 35 (no 6).

HUANG Guangming et Hongwei He. 2005. «Une démocratie très limitée». *Courrier international*. Été.

JIA, Hao et Qubing Zhuang. 1992. «China's Policy toward the Korean Peninsula». *Asian Survey* 32 (no 12).

JO, Dong Ho. 1998. «Revitalization of the North Korean Economy as a Precondition for the Improvement of Inter-Korean Economic Relations». *Korea and World Affairs* 22 (no 3).

JOHNSTON, Alastair Iaian. 1999. *Engaging China : The Management of an Emerging Power*. London: Routledge.

JOYAUX, François. 1994. *La Tentation impériale*. Paris: Imprimerie nationale.

KAPUR, Harish. 1994. «China and North Korea » in *Foreign Relations of North Korea during Kim Il-Sung's Last Days*. Séoul: Doug Joon Kim.

KEGLEY, Charles. 1987. «Decision Regimes» in *New Directions in the Study of Foreign Policy*. London: Allen & Unwin.

KEOHANE, Robert et Joseph Nye. 2001. *Power and Interdependence*. New York: Longman.

KIM, Hyung-Chan. 2003. «Kim Jong-Il's North Korea and its Survivability». *Korea and World Affairs* 27 (no 2).

KIM, Il-Pyong. 1994. «North Korea's Relations with China» in *Foreign Relations of North Korea during Kim Il-Sung's Last Days*. Séoul: Doug Joon Kim.

KIM, Samuel. 2001. «The Making of China's Korea Policy in the Era of Reform» in *The Making of Chinese Foreign and Security Policy*. Stanford: Stanford University Press.

Korea Institute for International Economic Policy. International Cooperation for Korean Unification Team. 2005. «Overview of North Korea's July 1 Economic Reforms». *Korea Focus* 13 (no 2).

KWON, Man-Hak. 2003. «Prospects for North Korea-US Relations after the Iraq War». *Korea and World Affairs* 27 (no 2).

LAM, Willy Wo-Lap. 1999. *The Era of Jiang Zemin*. New York: Prentice Hall.

LAMPTON, David. 2001. «China's Foreign and National Security Policy-Making Process: Is it Changing and Does It Matter?» in *The Making of Chinese Foreign and Security Policy*. Stanford: Stanford University Press.

LEE, Chae-Jin. 1998. «China and North Korea: An Uncertain Relationship» in *North Korea After Kim Il-Sung*. London: Lynne Rienner.

LEE, Hong-Yung. 1994. «China's Changing Relationship» in *Foreign Relations of North Korea during Kim Il-Sung's Last Days*. Seoul: Doug Joon Kim.

LEE, Hy-Sang. 2001. *North Korea: A Strange Socialist Fortress*. London: Praeger.

LÉVESQUE, Jacques. 1973. *Le conflit sino-soviétique*. Paris: PUF.

LÉVESQUE, Jacques. 1995. *1989: La fin d'un empire*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

- LEWIS ROSENBAUM, Arthur. 1992. «Introduction» in *State and Society in China: The Consequences of reform*. Westview Press: Boulder.
- LI, Rex. 2004. «Security Challenge of an Ascendant China» in *Chinese Foreign Policy*. New York: Suisheng Zhao.
- LIEBERTHAL, Kenneth. 1988. *Policy Making in China: Leaders, Structures, and Processes*. Princeton: Princeton University Press.
- LIN, Justin Yifu., Cai Fang et Li Zhou. 2003. *The China Miracle: Development Strategy and Economic Reform*. New York: Columbia University Press.
- LIU, Hong. 1993. «The Sino-South Korean Normalization: A Triangular Explanation». *Asian Survey* 33 (no 11).
- LOROT, Pascal et Thierry Schwob. 1986. *Singapour, Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud : Les nouveaux conquérants?* Paris : Hatier.
- LU, Ning. 2001. «The Central Leadership, Supraministry Coordinating Bodies, State Council Ministries, and Party Departments» in *The Making of Chinese Foreign and Security Policy*. Stanford: Stanford University Press.
- MARRESE, Michael. 1990. «The CMEA's Dilemma : More intra-CMEA Trade or more Trade with the West?» in *Perestroika and East-West Economic Relations*. New York: New York University Press.
- MAYER, Michel. 1995. *La Pologne, la Hongrie et la Fédération de Russie: La transition vers des économies de marché*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université du Québec à Montréal.
- MERLE, Marcel. 1984. *La politique étrangère*. Paris: PUF.
- MOLTZ, James Clay. 1995. «From Military Adversaries to Economic Partners: Russia and China in the New Asia». *The Journal of East Asian Affairs* 9 (no.1).
- MOONEY, Paul. 2005. «Cajoler les paysans et mater les intellectuels ». *Courrier international*. Été.
- NOERPER, Stephen. 1999. «Quietly Building Trust». *Comparative connections*. April-June.
- NOLAND, Marcus. 1998. «Prospects for the North Korean Economy» in *North Korea After Kim Il-Sung*. London: Lynne Rienner.

PANG, Zhongying. 2004. «China as a Normal State? Understanding China's Unfinished Transformation from a State Socialization Perspective». *The Journal of East Asian Affairs* 18 (no 2).

PARK, Doo-Bok. 2002. «China's North Korea Policy and South Korea-China Cooperation». *Korea Focus* 10 (no 2).

PARK, Young-Ho. 2001. «North Korea in transition? «New Thinking» and Its Impacts on Inter-Korean Relations». *Korea and World Affairs* 25 (no 1).

PERRY, Elizabeth J. 2001. *Challenging the Mandate of Heaven*. Armonk: M.J. Sharpe.

PI, Ying-Hsien. 1989. « Normalization of Peking-Moscow Relations : The process and Prospects » in *Peking's Foreign Policy in the 1980s*. Taipei: David S. Chou.

POPOV, Vladimir. 1990. «Perestroika and the Foreign Economic Ties of the Soviet Union» in *Perestroika and East-West Economic Relations*. New York: New York University Press.

POWELL, Charles A. James, W. Dyson et Helen E. Purkitt. 1987. «Opening the Black Box: Cognitive Processing and Optimal Choice in Foreign Policy Decision Making» in *New Directions in the Study of Foreign Policy*. London: Allen & Unwin.

ROCCA Jean-Louis et Patrice De Beer. 1997. *La Chine: à la fin de l'ère Deng Xiaoping*. Paris: Éditions Le Monde.

ROSENAU, James N. 1980. *The Scientific Study of Foreign Policy*. New York: Nichols Publishing Company.

ROY, Dennis. 1997. «Human Rights in North Korea». *The Journal of East Asian Affairs* 11 (no 1).

RUAN, Ming. 1992. *Deng Xiaoping: Chronique d'un Empire: 1978-1990*. Arles: P. Picquier.

SEONG, Ho Jhe. 2003. «Food Crisis and Human Rights in North Korea». *Korea and World Affairs* 27 (no 2).

SNYDER, Scott. 2000. «Upgrading Communication Channels, Messages are Getting Clearer». *Comparative connections*. January-March.

SNYDER, Scott. 2000. «Consummating «Full-Scale Cooperative Partnership». *Comparative connections*. October-December.

SNYDER, Scott. 2002. «Beijing in the Driver's Seat? China's Rising Influence on the Two Koreas». *Comparative connections*. October-December.

SNYDER, Scott. 2003. «A Turning Point for China». *Comparative connections*. April-June.

SONG, Byung-Nak. 1997. *The Rise of the Korean Economy*. Hong Kong: Oxford University Press.

THATCHER, Margaret. 1993. *10 Downing Street*. Paris: Albin Michel.

TROTSKI, Léon. 1974. *La Nature de l'URSS*. Paris: Maspero. 1974.

TUCKER, John Allen. 1997. «Two Mencian Political Notions in Tokugawa Japan». *Philosophy East and West* 47 (no 2).

VAN REGEMORTER, Jean-Louis. 1995. *La Russie et le monde au XXe siècle*. Paris: Éditions Masson.

WANG, James. 2002. «Political Institutions of the Party-State» in *Contemporary Chinese Politics*. Toronto: Prentice-Hall.

WEBER, Max. 1971. *Économie et société*. Paris: Plon.

WENDT, Alexander. 1994. «Collective Identity Formation and the International State». *The American Political Science Review* 88 (no 2).

WHITING, Allen. 1976. *China and United States, what Next?* Ann Harbor: Michigan University Press.

WISHNICK, Elizabeth. 1998. «Prospects for the Sino-Russian Partnership: Views from Moscow and the Russian Far East». *The Journal of East Asian Affairs* 12 (no 2).

WISHNICK, Elizabeth. 2001. «Russia and China: Brothers again?», *Asian Survey* 41 (no. 5).

WU, Xinbo. 2003. «Managing the Korean Issue». *Korea and World Affairs* 24 (no.1).

XU, Zhiyuan et Hong Dou. 2005. «Qui va impulser la réforme politique?». *Courrier international*. Été.

YANG, Byung Kie. 2000. «Managing the Korean Issue: A Chinese Perspective». *Korea and World Affairs* 24 (no 1).

YI, Xiongiong. 2005. «Chinese Foreign Policy in Transition: Understanding China's «Peaceful Development»». *The Journal of East Asian Affairs* 19 (no 1).

ZHAO, Suisheng. 1999. *Across the Taiwan Strait: Mainland China, Taiwan, and 1995-1996 Crisis*. London: Routledge.

ZHAO, Suisheng. 2004. «Pragmatism and Strategic Behaviour» in *Chinese Foreign Policy*. New York: Suisheng Zhao.

ZHEBIN, Alexander. 1998. «North Korea's Recent Development and Prospects ». *The Journal of East Asian Affairs* 12 (no 1).